

## Crise dénouée à Pretoria

La crise politique qui, depuis le début du mois, secoue l'appareil de l'Etat sud-africain paraît pratiquement résolue. La « guerre des chefs » entre le président Pieter Botha et le nouveau leader du Parti national, Frederik De Klerk, semble terminée, même si le compromis qu'ils ont trouvé n'a pas été officiellement annoncé, et ne sera pas avant la reprise de la session parlementaire, au début du mois d'avril.

Aux termes de cet accord, M. Botha restera à la tête de l'Etat jusqu'aux élections qui auront lieu pour les trois Chambres (blanche, indienne et métisse) vraisemblablement en septembre ou en octobre prochains. Il laissera ensuite la place à son rival, à qui, auparavant, reviendra la charge de conduire le Parti national à la bataille électorale en tant que candidat officiel de la présidence. On ignore si — en attendant — M. Botha déléguera certaines de ses fonctions à M. De Klerk, ou si les décisions importantes seront prises en commun. On devrait en savoir plus le 6 avril, lorsque le chef de l'Etat s'adressera au groupe parlementaire de la majorité.

M. Botha s'est donc finalement incliné, sans doute la mort dans l'âme, devant son parti, qui l'avait, il est vrai, publiquement désavoué. Il a accepté que des élections générales aient lieu cette année, contrairement à ce qu'il avait annoncé. Surtout, il s'est déclaré prêt à céder la place après onze ans de règne sans avoir, comme il l'avait souhaité, terminé sa tâche. C'est une fin peu glorieuse pour cet homme frappé par la maladie, soudain apparu comme un personnage du passé, s'accrochant pathétiquement à son siège. Il a, qu'on le veuille ou non, été chassé du pouvoir, alors qu'il est considéré comme le dirigeant ayant le plus fait pour réformer son pays et le préparer à un démantèlement de l'apartheid.

Nul doute que le Parti national remportera, une fois encore, les élections. Tout en s'affirmant le fidèle continuateur de l'œuvre accomplie par son prédécesseur, M. De Klerk s'est clairement prononcé pour « la fin de la domination blanche » et « pour un pays libre du racisme, de la haine raciale et de la discrimination ». Il a cependant tempéré ce projet en précisant : « Une prétendue société non raciale est une pure absurdité dans un pays multiracial, la domination par une majorité est aussi inacceptable que par une minorité ».

Toujours est-il que M. De Klerk bénéficie d'un climat favorable. Profitant des négociations sur l'indépendance de la Namibie, l'Afrique du Sud est parvenue à vaincre son isolement international. Les troupes de Pretoria se sont retirées d'Angola et auront quitté la Namibie d'ici au 1<sup>er</sup> juillet. Les contacts ont été renoués avec plusieurs pays d'Afrique noire. Les liens avec l'Europe ont été renforcés. Des rencontres de plus en plus fréquentes ont lieu avec des officiels soviétiques.

S'agit-il d'une nouvelle ère, comme on se plaît à le répéter dans les cercles gouvernementaux ? C'est en tout cas une approche différente dont on attend qu'elle se concrétise à l'intérieur, par exemple, par la libération de Nelson Mandela, récemment réclame par Mme Thatcher. Ce serait peut-être le meilleur moyen d'amener l'ANC (Congrès national africain) à renoncer à la violence, comme le souhaite Moscou, et à entamer des négociations avec Pretoria.

M 0147 - 0325 0 - 4,50 F  
3790147004500 03250

## Les élections au Congrès des députés du peuple

### Les Soviétiques ont fait, pendant la campagne, l'apprentissage du débat politique

Les Soviétiques se rendent aux urnes, dimanche 26 mars, pour élire le nouveau Congrès des députés du peuple, né des réformes politiques proposées par M. Mikhaïl Gorbatchev. Les résultats ne seront pas connus avant plusieurs jours. Plus des quatre cinquièmes des candidats étant membres du parti unique, le scrutin ne risque pas de bouleverser l'échiquier politique. Mais la campagne, animée, a permis aux Soviétiques de faire un premier apprentissage de débat politique.

MOSCOU  
de notre correspondant

Dimanche 26 mars, à 20 heures, quand auront fermé les bureaux de vote, il se sera passé un événement capital, comme ne s'en souvenaient en URSS que de vraies très très vieilles personnes — assez vieilles pour avoir vécu à l'automne 1917 l'élection de cette Assemblée constituante que les bolcheviks (170 sièges sur 707) n'avaient laissé siéger qu'un jour.

Ces élections avaient été les plus libres de toute l'histoire de la Russie, et il aura

fallu aux Soviétiques attendre jusqu'à aujourd'hui pour en retrouver le goût lointain, fragile, imperceptible dans bien des régions, mais envainant dans d'autres, et partout aussi délicieux que l'espoir. Il n'y aura néanmoins pas de fourchette au journal télévisé de 20 heures, car, contrairement aux élections de 1917, celles de 1989 n'auront pas opposé plusieurs partis.

Non seulement il n'y en a toujours qu'un en URSS, mais pas moins de 85,4 % des candidats en sont membres.

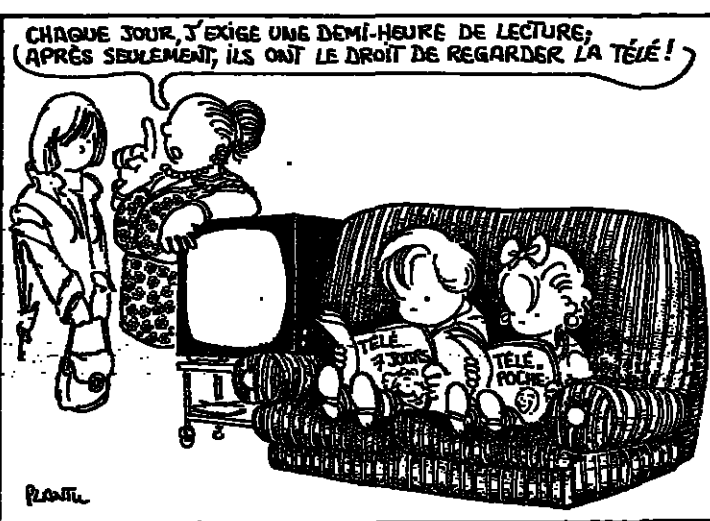
BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 5.)

## Le rapport Migeon

### Apprendre à mieux lire

Lire page 11  
l'article de  
J.-J. BOZONNET



## Amorce de dialogue entre le gouvernement et les syndicats

### Négociations corses en cabine téléphonique

En milieu de journée, vendredi 24 mars, les pouvoirs publics négociaient toujours avec les syndicalistes représentant les fonctionnaires de Corse, pour tenter de les faire venir à Paris afin d'entamer, comme le premier ministre l'avait demandé, des négociations avec le directeur général de la fonction publique. Le gouvernement propose de négocier « notamment sur l'examen des mesures compensatoires au handicap de transport ».

BASTIA  
de notre envoyée spéciale

Les discussions sur les négociations devant aboutir à la concertation qui réglerait une fois pour toutes le problème corse ont pris du retard dès leur première journée. A l'aube de vendredi, tout indiquait que les syndicalistes ne se rendraient pas à Paris. Rien ne permettait cependant de démentir qu'ils ne se décideraient pas quand l'avion serait parti.

Seule une girouette aurait pu suivre l'évolution de la situation dans les deux départements, les six ports et les trois cent soixante communes de Corse, jeudi 23 mars. Aux radios qui donnaient des nouvelles rassurantes, répondaient les télévisions qui montraient des images dramatiques. Les syndicalistes réclamaient « des bases claires » et des « contenus précis ».

CORINE LESNES.

(Lire la suite page 7.)

## Déficit limité à 500 millions de francs

### Le commerce extérieur de la France s'est nettement rééquilibré en février

Le déficit du commerce extérieur de la France s'est nettement réduit en février, revenant — après correction des variations saisonnières — à 500 millions de francs, contre 2,5 milliards en janvier. Ce bon résultat s'explique par la poursuite d'une forte croissance des exportations, qui ont atteint 93,1 milliards, progressant de presque 24 % en un an. Les échanges industriels se sont un peu redressés, tandis que l'agroalimentaire continue de dégager des excédents considérables (5,1 milliards).

Les résultats du commerce extérieur, point sensible et fragile de l'économie française, ont été étonnamment bons en février. Les exportations ont, en effet, presque équilibré — à 500 millions de francs près — les achats à l'étranger.

Ce résultat a trois causes, dont deux peuvent paraître fragiles. La première est le redressement des échanges de produits industriels, dont le déficit revient de

5,5 milliards de francs, en janvier, à 3,6 milliards de francs en février. En revanche, les excédents agroalimentaires (5,1 milliards de francs) paraissent un peu trop élevés pour être durables. Enfin, il semble difficile de compter sur une stabilisation du déficit énergétique (- 5,7 milliards), alors que les prix du brut ont sensiblement monté. La douceur de l'hiver a donné un répit.

Les engagements pris rendent impossible la réduction du déficit du budget en 1990, par ALAIN VERNHOLES, p. 24

## Entretiens franco-syriens

Le président Assad invité à Paris  
PAGE 4

## L'ouverture au Laos

Premier scrutin législatif depuis 1975  
PAGE 3

## La préparation des européennes

M<sup>me</sup> Simone Veil se prête à conduire une liste centriste  
PAGES 8 et 9

## Les objectifs d'EDF

Désendettement et réduction des tarifs  
PAGE 24

## Le Plan au futur

Un point de vue de Pierre-Yves Cassé, commissaire au Plan  
PAGE 26

## Le Monde

### SANS VISA

■ Djakarta aux pieds d'argile  
■ Gastronomie ■ Jeux  
PAGES 15 à 17

En raison des fêtes de Pâques, « le Monde Affaires » ne paraît pas aujourd'hui. Le prochain numéro sera publié le vendredi 31 mars (daté 1<sup>er</sup> avril).

Le sommaire complet se trouve en page 30

## Munich 1937 au Goethe Institut

### « L'art allemand » et « L'art dégénéré »

Des documents originaux, des photos et quelques tableaux présentent au Goethe Institut, à Paris, ce qui était en jeu dans la politique artistique du national-socialisme. Cela à travers l'évocation des deux expositions antithétiques qui avaient été organisées à Munich en 1937.

Munich, 18 juillet 1937 : Hitler inaugure la Grande Exposition de l'art allemand, sommet, avec le cortège 2000 ans de culture allemande, de trois journées de festivités à la gloire d'une culture d'essence germanique. Dans un discours de plus de deux heures, le Führer y développe sa conception de la beauté, d'un art éternel, reflet de la nature profonde du peuple allemand, sa vision d'un grand art clair, sain (beauté = santé), qui peut être compris d'instinct par le peuple, et qu'il oppose systématiquement

à « la pourriture », aux « pires barbouillages », aux « imbécillités », aux « fadaises d'incultes » encouragés par la « juiverie internationale » et le bolchevisme, qui « empoisonnent notre saine vision de la culture ».

La pourriture en question, c'est l'art moderne qui s'est épanoui sous la République de Weimar, et qui a fait l'objet d'une autre exposition à deux pas de la première, sous le titre « L'art dégénéré ». Adolf Ziegler, peintre de nus, élevé au rang de directeur de la chambre artistique du Reich, se fait « un triste devoir » de l'inaugurer le 19 juillet, et de présenter, en forçant encore sur les termes employés par Hitler, la « camelote » des « porcs », des « lascars », « achetés avec les impôts versés par le peuple allemand et exposés comme de l'art » dans les musées. Après quoi il pourra terminer son discours sur « Peuple

allemand, viens et juge toi-même ! »

Ce type d'exposition, aussi bien celle de « L'art allemand » que celle de « L'art dégénéré », n'était pas nouveau dans l'Allemagne hitlérienne. Il y en avait eu dès 1933, qui soulignaient le gaspillage des fonds publics par l'achat de « saletés », qui dénonçaient l'art « dégénéré », présentaient les « reflets de la décadence » (Dresde), quand, parallèlement, étaient organisées les premières expositions purement allemandes témoignant d'une « nouvelle conscience artistique ». Mais, cette fois, les nazis frappaient très fort. Par une grande mise en scène des expositions antithétiques, ils mettaient définitivement au ban l'art moderne, tout en entretenant l'utopie d'un grand art de pure essence germanique.

GENEVIÈVE BREERETTE.  
(Lire la suite page 19.)

Parhaide Cartier

LA MONTRE ABSOLUE

7, PLACE VENDÔME, PARIS  
42.61.55.55





Eglise

## JAPON

### La coproduction de l'avion de combat FSX nouveau sujet de friction avec les Etats-Unis

TOKYO  
de notre correspondant

Un accord qui semblait devoir consacrer le renforcement de l'alliance militaire nippo-américaine et de la coopération technologique est en train de devenir un autre sujet de friction entre Tokyo et Washington : le développement en commun d'une nouvelle génération de chasseurs, baptisés FSX, objet d'un accord signé en novembre dernier, suscite des réactions de « technonationalisme ».

La question du FSX est devenue un des syndromes de l'ambivalence des relations nippo-américaines, faites certes d'intérêts convergents mais aussi d'antagonismes de plus en plus prononcés. La coproduction de l'avion dépasse le problème de l'alliance militaire : elle a pour arrière-plan une rivalité technologique de plus en plus âpre et, concrètement, l'ambition des Japonais de se constituer une industrie aéronautique que les Américains voient, à terme, comme une menace pour leur suprématie.

Les Japonais ont dépêché, jeudi 23 mars, à Washington, le directeur adjoint de l'agence de défense, M. Nishihara, afin de trouver un compromis qui permettrait de sauver l'accord. Celui-ci est vivement attaqué par des membres du Congrès américain qui estiment qu'il s'agit d'un marché de dupes, les Japonais obtenant des technologies avancées dont ils pourront se servir pour mettre sur pied leur propre industrie aéronautique et ne fournissent, en échange, que des procédés d'application dérivés de technologies américaines. Soumis à ces pressions, le président Bush a déclaré au début de cette semaine qu'il ne donnerait son « feu vert » qu'à condition que les Japonais fournissent des « éclaircissements » sur certains points, en d'autres termes des garanties supplémentaires.

#### L'« arrogance » américaine

L'accord comporte deux volets : le premier est intergouvernemental, le second concerne Mitsubishi et General Dynamics, maîtres d'œuvre du projet. Sa mise en application a échoué sur l'autorisation de Washington aux transferts de technologie que stipule la convention passée entre les deux entreprises. Les Américains exigent, en outre, une plus grande part de la production (fixée initialement entre 35% et 40%), d'un coût total de quelque 7 milliards de dollars.

Les Japonais se sont rendus à Washington avec l'intention de demander aux Américains de respecter leur engagement : « Un accord n'est pas quelque chose qui se casse, et nous entendons obtenir l'assurance qu'il ne le sera pas », a

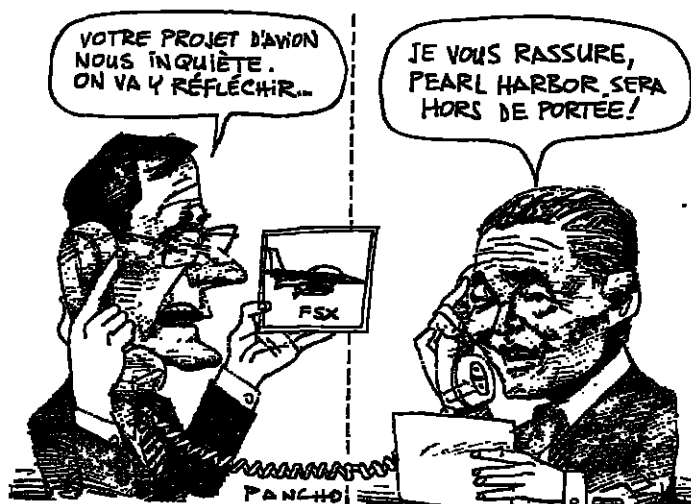
déclaré le directeur de l'agence de défense, M. Tazawa.

Derrière cette fermeté, il y a un choix délicat pour les Américains comme les Japonais. Les premiers nourrissent des sentiments mitigés à l'égard des progrès technologiques nippons : ils souhaitent avoir accès à ces innovations mais veulent en même temps éviter de contribuer à accélérer ces progrès par des transferts de technologie.

Les Américains ont tout lieu d'être inquiets. Après avoir conquis

saient se lancer seuls dans l'opération. Ce n'est que sous de fortes pressions américaines qu'ils ont opté pour une coopération (le FSX devant être développé sur la base du F-16 américain).

Tandis qu'à Washington les adversaires de l'accord font valoir, outre les risques en matière de concurrence technologique, des questions de sécurité (des industriels nippons ayant violé des règlements du COCOM, le Japon est présenté comme un partenaire en qui on



le marché des automobiles et de la petite électronique, les Japonais visent logiquement un terrain sur lequel ils n'ont pas encore véritablement pris pied : l'aéronautique. Aussi entend-on à Washington obtenir l'assurance que les transferts de technologie opérés pour le FSX ne serviront pas à la fabrication d'autres appareils. Par ailleurs, l'accord n'est pas aussi déséquilibré que le clament certains membres du Congrès. Au contraire, il a été présenté comme symptomatique d'une invasion des transferts permettant aux Américains d'avoir accès à des procédés japonais (notamment dans le domaine de la détection radar, des nouveaux matériaux et de la conception de la voiture). Se retirer du projet FSX, laborieusement négocié depuis deux ans, signifierait pour Washington non seulement se priver de ces transferts, mais surtout d'une possibilité de contrôle sur ses concurrents japonais.

Dans l'état actuel de leur industrie aéronautique, ces derniers ont certes besoin de s'associer à un partenaire plus avancé; mais ils peuvent aussi s'en passer. Il leur faudra plus de temps, mais ils y gagneront une indépendance qu'à Tokyo beaucoup souhaitent... et qu'à Washington on craint, car elle ne rendra la concurrence nipponne que plus dure. Les Japonais se disent d'autant plus surpris de l'attitude de Washington qu'au départ ils pen-

PHILIPPE PONS.

## L'ouverture au Laos

### Premières élections générales depuis 1975

Les premières élections législatives depuis 1975 ont lieu au Laos, dimanche 26 mars. Depuis la prise du pouvoir par le Pathet-Lao, il y a plus de treize ans, les Laotiens n'ont été appelés à voter que deux fois : en juin 1983, pour élire des assemblées de district, et en novembre de la même année, lors d'élections provinciales. L'Assemblée suprême du peuple, qui sera élue dimanche, aura notamment pour tâche de doter la République démocratique et populaire de la Constitution dont elle a été privée jusqu'ici.

Des trois Etats indochinois, le Laos est celui qui s'ouvre le plus vite sur le monde extérieur et entreprend le plus sérieusement de réformer son économie. Il tire ainsi les leçons de dix années de stagnation. Le véritable coup d'envoi de ces réformes, à l'étude depuis 1979, a été donné à la fin de 1986 lorsque le quatrième congrès du Parti révolutionnaire du peuple (PRP) s'est prononcé pour une « nouvelle façon de penser », l'équivalent laotien de la perestroïka. Pour M. Kaysona Phommavhan, secrétaire général du PRP depuis sa fondation en 1955 et premier ministre depuis 1975, il s'agit de restaurer le capitalisme d'Etat dans le cadre de la phase transitoire vers le socialisme.

La libre circulation des marchandises a été rétablie à l'intérieur des frontières. En l'espace de deux ans, l'autonomie financière a été instaurée dans la majorité des entreprises d'Etat. Des mesures financières ont permis, l'an dernier, de supprimer pratiquement le marché noir et de stabiliser les prix. Une décollectivisation sérieuse de l'agriculture — dont vivent encore 80 % de près de quatre millions de Laotiens — a été amorcée et le commerce privé restauré. Les quelques quatre mille coopératives agricoles n'ont plus qu'un rôle sociopolitique et les fermes d'Etat, désormais autonomes, seront gérées sur la base du profit.

En outre, avec la promulgation d'un code libéral des investissements étrangers en juillet 1988, les entreprises étrangères ont de nouveau été autorisées. Une centaine d'entreprises — pour la plupart thaïlandaises — opèrent déjà au Laos. Enfin, les Français ont été sollicités pour contribuer à la remise en ordre des statistiques et du système fiscal.

Cet ensemble de mesures porte déjà des fruits. Des entreprises d'Etat ont vu leurs profits augmenter de 50 %. Les exportations ont repris. Le service de la dette est remboursé, dès 1987, à 13 % — son niveau de 1982 — alors qu'il avait atteint le taux de 22 % deux ans plus tôt. Mais la balance commerciale demeure largement déficitaire (150 millions de dollars en 1987), l'épargne interne n'a pas progressé et les ventes d'électricité à la Thaïlande ont chuté de moitié en 1986 à la suite de la renégociation du contrat avec le royaume voisin.

#### Déficit de riz

Surtout, le Laos ne parvient toujours pas à nourrir sa population. La vague de sécheresse de 1987-1988 y est pour quelque chose. Mais, de toute façon, le gouvernement estime aujourd'hui le déficit annuel en riz à 250 000 tonnes environ, soit près du quart de ce dont le pays a besoin.

D'autre part, maintenant que le commerce a nettement repris entre les deux rives du Mékong (seuls vingt-neuf « produits stratégiques » sur quelque deux cent cinquante sont encore interdits d'exportation au Laos par Bangkok), la nécessité d'importer des biens d'équipement comme l'appareil de biens de consommation, dont les Laotiens ont été si longtemps privés, laisse penser que, à court terme, il sera très difficile de corriger le déficit du commerce extérieur, même si les Laotiens acceptent — ce qui n'est pas sûr — de vendre de grandes quantités de bois, l'une des principales richesses du pays.

Sur le plan politique, la situation s'est quelque peu détendue. Si tout

les camps de « rééducation » n'ont pas fermé leurs portes — il en resterait près d'une dizaine — de nombreux prisonniers politiques ont cependant été libérés. Tout en continuant de contrôler de très près la vie politique, le parti a accepté la multiplicité des candidatures lors des deux scrutins de l'an dernier. Des non-communistes siègent dans les assemblées provinciales, et il est probable que certains seront élus dimanche. En outre, ce vote pourrait être l'occasion — mais rien ne le garantit encore — d'une perte supplémentaire d'influence des éléments les plus conservateurs du PC.

Sur le plan diplomatique, les relations avec la Thaïlande, par laquelle transite l'essentiel du commerce extérieur de ce pays enclavé, n'ont jamais été si bonnes depuis 1975. Elles ont donné lieu à de nombreux accords et à des échanges de visites de premiers ministres. Les relations avec Pékin s'améliorent également, comme le souligne un accord commercial passé en décembre. Même Washington envisage aujourd'hui de faire bénéficier le Laos du statut de nation la plus favorisée.

Les communistes laotiens conservent cependant de bonnes relations avec l'URSS et, surtout, avec le Vietnam, qui maintiendrait encore quelques troupes dans le nord du pays et, bien entendu, dans le sud, sur la frontière cambodgienne. La situation s'étant dégelée dans l'ensemble de la région, le Laos tente, en fait, de tirer son épingle du jeu. Ses dirigeants s'organisent.

Le pays a perdu une bonne partie de son élitte avec l'accession des communistes au pouvoir, puisque 300 000 Laotiens — soit près du dixième de la population — se sont enfuis et se sont réinstallés à l'étranger, seule une forte minorité restant encore regroupée dans des camps de réfugiés en Thaïlande. Cette hémorragie a pratiquement cessé. Il s'agit maintenant d'organiser l'un des pays les plus souriants mais les plus pauvres de la planète.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

## CORÉE DU SUD: pour faire face aux manifestants

### La police a été dotée d'armes automatiques

TOKYO  
de notre correspondant

Dans le cadre des mesures prises à la suite de l'ordre du président Roh Tae Woo de mettre fin aux violences de rue, la police sud-coréenne a été dotée, jeudi 23 mars, de fusils automatiques M-16 pour faire face aux étudiants contestataires et aux manifestants. Selon le porte-parole du président, « il ne doit plus y avoir de sanctuaire de la contestation ». L'agence de presse officielle Yonhap rapporte que le gouvernement a autorisé les policiers à « utiliser leurs armes s'ils s'estiment en état de légitime défense ».

Les partis d'opposition ont vivement critiqué cette décision, déclarant qu'elle ne pourrait qu'aggraver la confrontation entre manifestants et forces de l'ordre, qu'elle « équivaut à une déclaration de guerre à la population ».

M. Roh a ordonné de mettre fin aux manifestations de rue deux jours après sa déclaration sur l'ajournement sine die du référendum (le Monde du 22 mars). Bien que les étudiants contestataires soient relativement isolés et ne bénéficient guère du soutien d'une population en majorité lasse des troubles, ils se sont lancés depuis

plusieurs mois dans des actions de plus en plus violentes, soulignant notamment des mouvements de grève.

Ils ne constituent pas pour autant une menace pour « la stabilité gouvernementale », comme le font valoir ceux qui sont favorables à la répression. Mais M. Roh, qui semble s'être engagé à l'égard de l'opposition à poursuivre le processus de démocratisation et à faire la lumière sur les aspects cachés du régime de son prédécesseur, est aujourd'hui contraint à faire des concessions à l'alle dure de son parti.

La police a très vraisemblablement reçu des consignes strictes quant à l'usage des armes dont elle a été dotée, surtout par mesure de dissuasion, estimant des observateurs à Séoul. Mais un risque de « bavure » est toujours possible et ne pourrait qu'entraîner une escalade dans la violence.

En principe, la police anti-émeute combat les manifestants à l'aide de grenades lacrymogènes, tandis que les escouades d'intervention, en fait des hommes de main casqués et armés de matraques qui épaulent les forces de l'ordre sans en faire partie, poursuivent les manifestants et procèdent aux arrestations.

Ph. P.

Points  
VIRGULE

Pierre Merle  
Dictionnaire  
du français  
branché

avec le  
Guide du français  
tic et toc



Azouz Begag  
Béni  
ou le Paradis  
Privé



Albert  
Jacquard

Abécédaire  
de l'ambiguïté

de Z.A.A.  
des mots, des choses  
et des concepts



Les Idiomatics

français-anglais  
Dictionnaire de poche



Les Idiomatics

français-allemand  
Dictionnaire de poche



Les Idiomatics

français-espagnol  
Dictionnaire de poche



Editions du Seuil





# Europe

## POLOGNE

### Les travaux de la table ronde traînent en longueur

Lech Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'intérieur polonais, devaient se rencontrer de nouveau le 29 ou le 30 mars pour tenter de résoudre les dernières difficultés qui font traîner en longueur les travaux de la table ronde. Ces négociations entre le pouvoir polonais et l'opposition, entamées le 6 février, devaient théoriquement s'achever le 22 mars, pour permettre aux participants d'élaborer l'accord final, qui aurait été signé lors d'une séance solennelle de clôture, le 3 avril.

Mais les pourparlers se poursuivent et la date du 3 avril paraît désormais très optimiste. Les principales divergences qui subsistent portent sur les compétences du Sénat, celles du futur président de la République, la réhabilitation des gens sanctionnés pendant l'état de guerre et la nomination des chefs d'entreprise par le parti.

De passage à Genève, le porte-parole du gouvernement polonais, M. Jerzy Urban, a appelé les pays occidentaux à soutenir les réformes en Pologne par une aide économique.

Par ailleurs, deux nouveaux ministres ont été nommés jeudi 23 mars à Varsovie : M. Jacek Oleksy, ministre chargé des relations avec les syndicats, et M. Michał Czarnecki, ministre du travail et des affaires sociales. — (AFP, UPI, Reuters.)

### Le marché polonais de Berlin-Ouest

BONN  
de notre correspondant

On l'avait presque oublié, mais la frontière polonaise n'est ébranlée que de quelques dizaines de kilomètres de Berlin-Ouest, avant-poste de la société de consommation et réservoir de devises fortes. Depuis le début de l'année, les autorités de Varsovie ont supprimé tous les obstacles bureaucratiques à la sortie des Polonais vers l'étranger. Il n'a pas fallu longtemps pour que s'installe, chaque dimanche matin sur la Postdamer Platz, à deux pas du mur, dans le quartier de Kreuzberg un marché aux puces d'un genre bien particulier.

Partis avant l'aube des régions frontalières, tassés dans les minuscules Fiat Polski ou dans les trains, des Polonais de toutes conditions, paysans, enseignants viennent proposer au chaland bilingue de Berlin-Ouest des produits fort ordinaires : du beurre, du saucisson, des vêtements d'enfants et bien sûr de la vodka. A la fin du mois de janvier, ils étaient 3 000 à se livrer à ce marché noir dominical, aujourd'hui on en compte plus de 8 000 qui bravent toutes les réglementations en vigueur sur le commerce des produits commestibles pour venir grappiller là les quelques deutschemarks qui, convertis en zlotys, ou transformés sur place en objets introuvables en Pologne amélioreront l'ordinaire.

Ainsi, une bouteille de vodka achetée 1 dollar dans les magasins polonais où l'on paye en

devises est revendue le double sur la Postdamer Platz. La vente de 20 bouteilles suffit à assurer un bénéfice équivalent à un mois de salaire d'un enseignant. Les chômeurs de Berlin-Ouest, les Turcs trouvent dans ce marché du pauvre des aliments à moitié prix par rapport aux tarifs en vigueur.

Les autorités locales sont désemparées. Elles ne savent plus comment endiguer ce flux de marchandises occasionnelles, qui ne paient ni droit de place ni patente de marchand ambulancier, à la grande colère des bureaucrates traditionnels. Le ministre ouest-allemand de l'intérieur envisage de réduire de manière drastique l'octroi de visas de tourisme aux ressortissants polonais, mais cette décision, sera bien difficile à appliquer : comment, en effet, distinguer a priori un « vrai » touriste d'un marchand hebdomadaire du marché noir ?

Pour l'instant, les autorités de Berlin-Ouest se contentent de mesures obliques pour décourager ces derniers : enlèvement des véhicules mal garés, coupure en quatre des sautoirs par les douaniers pour les rendre invendables. Depuis la fin du mois de février, il est interdit de déposer des marchandises à terre pour les vendre. Les transactions continuent néanmoins dans les voitures. Le « dégel » à l'est a ainsi rétabli les flux traditionnels interrompus depuis la guerre sans que les Berlinois, douilleusement installés sous l'œil occidental ne s'y soient préparés.

LUC ROSENZWEIG.

## BIBLIOGRAPHIE

### Avoir vingt ans à l'Est

Comment vit-on aujourd'hui à vingt ans à l'Est ? Qui sont ces « jeunes » d'Europe de l'Est dont on entend de nouveau si souvent parler ? Dans un livre dense, vivant et rigoureux (1), Véronique Soulié, qui sillonne depuis plusieurs années « l'autre Europe » pour le journal *Libération*, apporte à ces questions des réponses tout à fait instructives pour qui cherche à comprendre l'évolution de cette partie du monde.

Derrière quelques portraits, l'auteur décrit concrètement les nouveaux combats que livrent, au-delà du rideau de fer, les jeunes des années 80 : écologie, pacifisme, rock, entreprise privée, émancipation morale ou sexuelle... D'autres, qui n'ont plus l'espoir d'une société meilleure, préfèrent la fuite dans la drogue ou l'émigration. D'autres encore font revivre la religion — qui n'avait jamais vraiment disparu de ces pays, mais que l'on ose aujourd'hui pratiquer.

Comment vit-on à vingt ans en Europe de l'Est ? En général, mal. Mais ce mal de vivre prend des formes différentes de Budapest à Berlin-Est, de Bucarest à Varsovie ou de Prague. Cela donne Maria, la sage catholique polonaise, qui fera de ses enfants « de bons Polonais », et Ewa, l'étudiante tchèque qui promène son ami et son doute dans les rues sans foi de Prague. Cela donne Linda, la communiste modèle albanaise, et les « yupies socialistes », managers en herbe de Budapest. Cela donne les écolo-babes est-allemandes et la quotidien sordide de la jeunesse roumaine.

tenues. Les rockers des années 80 « n'ont pas la témérité de leurs aînés » des années 70, ils se sont « dégoûtés des débats idéologiques », écrit Véronique Soulié. Comme en Occident, on chante moins aujourd'hui la haine du système que la grisaille quotidienne, l'absurdité d'un mode de vie.

Le rideau de fer n'a pas résisté à la pénétration des valeurs et modes occidentaux qui restent, qu'on le veuille ou non, la référence pour la plupart des jeunes de l'Est. Simple, ment, ceux-ci savent à présent qu'ils n'obtiendront pas un changement de système par la force. Reste l'accommodement, la débrouille, les magistocopes, les ordinateurs et les vêtements branchés que l'on se procure sur les circuits parallèles, les bouffées d'oxygène que constituent les voyages à l'Ouest et, pour une minorité, l'engagement politique dans des mouvements « alternatifs ». Cela fait un moment déjà que les organisations de jeunesse officielles ne font plus recette. Car lorsqu'on a vingt ans en Europe de l'Est aujourd'hui, le régime communiste lui, en a plus de quarante — largement le temps de faire ses preuves. Les jeunes qui reconstruisaient leur pays sur les ruines de la guerre ou du fascisme

pouvaient y croire ; ceux qui, à la fin des années 50, ont bien voulu voir dans le stalinisme une simple déformation imprévue pouvaient encore y croire. A la fin des années 80... Comment y croire ?

Moins proche de nous — le régime là-bas a plus de soixante-dix ans — la jeunesse soviétique est elle aussi en proie au doute, aux crises, aux violences, soudain éclairées de la lumière crue de la glasnost. Un autre bon livre, *Génération Gorbatchev*, de Virginie Coulloudon (2), lui est consacré. Il fourmille de détails et d'anecdotes sur la vie quotidienne de ceux qui ont vingt ans en URSS, comme ces jeunes « agantys », de retour ces jours-ci d'une guerre pitoyable en Afghanistan. Ces jeunes Soviétiques qui, comme l'écrit l'historien Michel Heller (3) dans la préface, « découvrent soudain qu'on les a trompés, que l'héritage promis n'existe pas ».

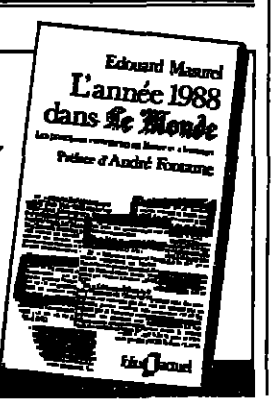
SYLVIE KAUFFMANN.

- (1) *Avoir vingt ans à l'Est*, Soulié, 267 p., 99 F.
- (2) *Génération Gorbatchev*, J.-C. Lauth, 295 p., 98 F.
- (3) A lire notamment, son dernier livre : *Soixante-dix ans qui ébranlent le monde*, Calmann-Lévy, 150 p., 72 F.

### Un outil de travail précieux

La chronologie détaillée des principaux événements de l'année 1988.

Le Monde • Ed. Jacques  
EN VENTE EN LIBRAIRIE



## URSS : les élections au Congrès des députés du peuple

### Les Soviétiques ont fait, pendant la campagne, l'apprentissage du débat politique

(Suite de la première page.)

Il n'est donc pas besoin d'être bon pronostiqueur pour annoncer que le peuple aura, comme dirait la *Pravda*, « exprimé sa confiance unanime dans le parti ». Non seulement on ne saura pas, dimanche soir, qui a gagné les élections soviétiques, mais on ne le saura pas non plus dans dix jours quand auront été officiellement proclamés les résultats définitifs.

On pourra, bien sûr, dresser des listes de personnalités élues et battues et constater que tel porte-drapeau des conservateurs ou tel héros des réformistes a mordu la poussière. Les surprises ne sont pas exclues. Elles feront du bruit et que M. Eltsine, par exemple, gagne ou perde à Moscou, ce résultat-là sera immédiatement commenté aux quatre coins du pays.

Les critiques qui lui avaient été faites dès sa publication étaient totalement justifiées. On avait dit que, en ne rendant pas obligatoire la multiplicité des candidatures, elle allait permettre à l'appareil, dans les régions où il est le plus fort, d'imposer le maintien de la candidature unique. Cela a effectivement été le cas dans une circonscription sur quatre et les bureaucrates locaux se sont souvent si peu soucis de respecter les formes que les dix-sept premiers secrétaires régionaux du Kazakhstan ont ainsi tous pu s'épargner les fatigues d'un débat contradictoire.

#### Les bouches se sont ouvertes

Ils n'ont pas de concurrents, non pas parce qu'il n'y avait pas de candidats contre eux mais parce que tous ces candidats « alternatifs » ont été convaincus, après convocation,

appareils de ces organisations qui ont fait les élections de ces députés, élus par leurs pairs et non par le suffrage universel.

Tout cela s'est vérifié, mais, en moins de trois mois de campagne, l'URSS a néanmoins découvert ce que devraient être des élections libres. Dans les assemblées de base, les bouches se sont ouvertes, et cela jusque dans le Kazakhstan. On a fait taire beaucoup de ces empêchements de tourner en rond, mais ils ont raconté leurs malheurs dans des journaux de Moscou, dont il a été impossible de bloquer la diffusion locale.

Persécutés, brimés, ces hommes sont devenus des personnalités dans leur ville ou dans leur république. Les partisans du changement s'organisent autour d'eux et, là même où la perestroïka n'avait encore, pour ainsi dire, rien changé, une opposition s'est constituée. Partout, rigoureusement partout, les choses ont brutalement évolué, et là où il y

avait à lui-même le principe de la multiplicité des candidatures, la conséquence inéluctable était la défaite des représentants les plus marqués des clans conservateur et réformateur, qui se seraient, les uns comme les autres, heurtés à des minorités de blocage.

On a donc choisi de ne présenter que cent candidats pour cent sièges et, ce faisant, on a déchaîné une vague de critiques sans précédent, tant parmi les militants du parti que dans la population. Il sera difficile de recourir à nouveau à de tels artifices, car, dès lors que l'unicité de candidature a été condamnée dans son principe même, la liberté de débat s'est ensuivie, et avec elle l'affrontement d'idées, dont le pluralisme d'opinion, dont la revendication du pluralisme organisationnel et celle, bien sûr, du multipartisme, qui ne cesse chaque jour maintenant de monter à travers tout le pays. Une dynamique joue, s'accroît sans cesse, et un homme, Boris Eltsine, s'est trouvé incarner et symboliser ce processus.

#### La dynamique Eltsine

Par produit du système, apparatchik modèle, à l'irréprochable carrière, il avait été précipité à la tête du parti de Moscou quand M. Gorbatchev eut besoin d'hommes honnêtes et efficaces — ce qu'il était. On lui avait demandé de mettre de l'ordre, de traquer les corrompus et de tâcher d'améliorer la vie quotidienne des Moscovites. Il a pris le mandat tellement à cœur qu'il a heurté de plein fouet la puissante machine moscovite, menacé trop d'intérêts établis et mobilisé contre lui l'homme qui était alors le numéro deux du parti, Egor Ligatchev.

Feutrée, la bataille est bientôt devenue vive, si vive qu'au cours du plénum d'octobre 1987 M. Eltsine, lui-même membre du bureau politique, s'en est personnellement pris tout seul, bafouant tous les usages, à M. Ligatchev. Le limogeage n'a pas pris beaucoup de temps, mais M. Eltsine s'était ainsi forgé une réputation de courageur incorruptible défendant le petit peuple, au détriment de sa carrière. Instantanément, il était devenu l'un des hommes les plus populaires d'URSS, mais sans la démocratisation des élections il ne pouvait rien. Au sein du parti, il était bloqué, et sans l'aval du parti il ne pouvait faire appel au suffrage populaire.

La loi électorale est libéralisée. Des centaines de milliers peuvent n'en pas savoir, mais les « assemblées de base » le désignent comme candidat. Il n'a plus qu'à choisir. Il décide, bien évidemment, de tenter sa chance à Moscou. Les conservateurs, M. Ligatchev en tête, s'affolent. Ils montent une cabale la semaine dernière, lors du dernier plénum du comité central et obtiennent la création d'une commission, chargée de juger de la conformité des déclarations de cet apparatchik radical avec la ligne du parti.

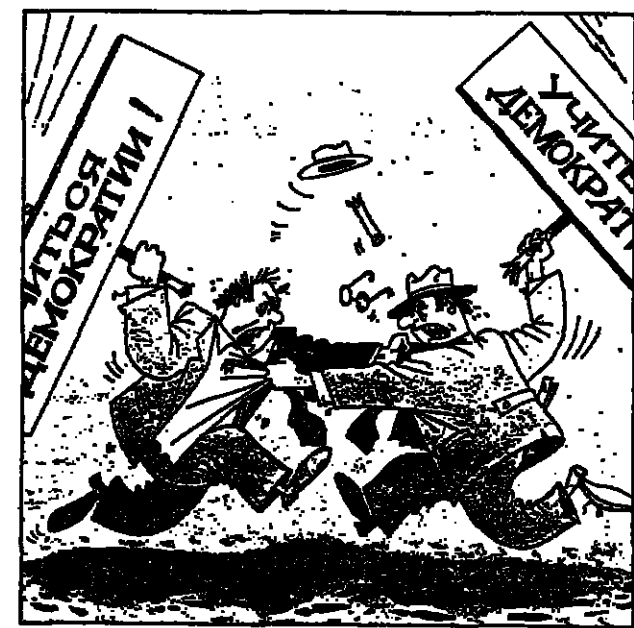
En vingt-quatre heures, le temps que se répande la nouvelle, M. Eltsine devient alors, de populaire, héros national. Chaque jour depuis samedi dernier, une manifestation ou un meeting public fait descendre en sa faveur des milliers de gens dans la rue. Tous les libéraux ont oublié les réserves qu'il leur inspire. Il est attaqué de front par les conservateurs : est, de facto, devenu le chef de l'opposition.

Si jamais il n'était pas élu, tout Moscou et toute l'URSS seraient persuadés — et sans doute pas à tort — qu'on a boursé les urnes, et les conséquences politiques pourraient en être redoutables. S'il est élu, il faudra compter avec lui, s'habituer à un Parlement dans lequel les forces contrastées pourraient se regrouper autour d'un drapeau, agir de manière coordonnée — agir, et non pas seulement réagir.

En ce sens, le second enseignement de cette campagne est que l'amour de la liberté est la chose la plus universellement naturelle, et qu'il n'est pas, contrairement aux légendes de peuple pour lequel la servitude soit un état naturel et accepté. Les conservateurs ont raison : on entrouvre la porte à la liberté et elle s'engouffre bouillonnante et aussi irrépressible que l'évidence.

Quelles sont, ont demandé pendant la campagne les *Nouvelles de Moscou* à leurs lecteurs, les qualités que vous exigez d'un futur député ? Réponses : l'honnêteté (75 %), la capacité de défendre son propre point de vue (51 %), bon dernier (11 %), « la conviction idéologique et la fidélité aux idéaux du socialisme ».

BERNARD GUETTA.



Sur les pancartes : « Apprenons la démocratie ! » (Dessin paru dans l'hebdomadaire satirique soviétique Krokodil.)

de se retirer sans demander leur reste. Des menaces physiques les plus grossières aux allusions bien tournées à la difficulté de faire entrer ses enfants à l'université, les moyens de pression ne manquent en effet pas aux potentats locaux. On avait dit que, en instituant une procédure de sélection des candidats en deux temps, on allait faciliter l'élimination des gêneurs et c'est exactement ce qui s'est passé.

On avait dit encore que, faute d'assurer l'égalité matérielle entre les candidats, la loi allait de fait favoriser les hommes en place puisqu'un directeur d'usine ou un premier secrétaire dispose de moyens d'opération, de secrétaires, de bureaux et de salaires rebaptisés militants, tandis qu'un professeur, un ouvrier, un médecin n'a rien de tout cela. La réalité n'a pas démenti les appréhensions et, même en économie collectivisée, il y a des candidats riches et des candidats pauvres.

On avait dit enfin que, en réservant de droit un tiers des sièges du Congrès aux organisations dites « sociales », c'est-à-dire — de l'association des philatélistes au parti en passant par les syndicats — aux organisations officielles du régime, on limitait plus encore les risques de cette démocratisation. Et c'est effectivement ce qui s'est produit puisque, dans l'ensemble, ce sont les

avait déjà un pluralisme vivant et des organisations indépendantes fortes — dans les pays baltes notamment — les élections ont été de véritables batailles, pleinement démocratiques, dans lesquelles se sont opposées des lignes politiques parfaitement claires.

Quant aux « organisations sociales », pas une d'entre elles n'a échappé au même phénomène. Dans toutes, le débat politique a progressé en ampleur ; les enjeux se sont éclaircis et les hommes se sont découverts. Après avoir voulu éliminer M. Sakharov, le président de l'Académie des sciences a dû reculer et permettre de nouvelles élections. A l'Union des écrivains, les débats ont été, pour citer l'agence Tass, si « cruels » qu'ils ont précipité de fait une scission entre slavophiles et libéraux, désormais dotés de leurs organisations respectives. La Camaraderie des artistes russes et Avril, Des célébrités comme M. Khorostikh, le rédacteur en chef d'*Ogoniok*, l'hebdomadaire-phare de la glasnost, où M. Arbatov, le très influent et trop durable directeur de l'Institut des Etats-Unis et du Canada, sont tombés, car ils avaient — heurs et malheurs de la démocratie — mobilisé contre eux des groupes de pression décidés.

Le parti lui-même s'est trouvé devant un choix difficile. S'il s'appli-

### Trois catégories de députés

Dans le secret de l'isolement, les électeurs soviétiques auront, dimanche, à donner leurs suffrages à deux types de députés : les premiers (sept cent cinquante) représenteront la population soviétique dans son ensemble et seront élus dans des circonscriptions dites « territoriales » ; ils seront au Congrès des députés du peuple, ce que sont les représentants américains au Congrès.

Les seconds (sept cent cinquante aussi) représenteront, sur une base égale, les quinze Républiques de l'Union soviétique, tout comme les sénateurs américains sont élus à raison de deux par Etat, quelles qu'en soient la taille et la population. Les circonscriptions sont alors dites « nationales-territoriales ». Leur importance peut donc varier considérablement suivant les

Républiques, et c'est ainsi que toute la ville de Moscou ne constitue, en raison de l'énormité de la République de Russie, qu'une seule circonscription de ce type — celle dans laquelle se présente M. Eltsine.

A ces deux groupes de députés s'en ajoute un troisième (sept cent cinquante personnes toujours), qui représenteront directement les organisations légales existant en URSS. Ces députés ne sont pas élus au suffrage universel mais par les membres des organisations auxquelles ils appartiennent, ce qui explique que la plupart d'entre eux ont été élus cette semaine, avant même le scrutin de dimanche, et que certains d'entre eux (ceux de l'Académie des sciences en particulier) ne doivent être que dans les prochaines semaines.

## Europe

## YOUgoslavie

## La révision de la Constitution provoque de violents affrontements au Kosovo

BELGRADE  
de notre correspondant

Le Parlement de la région autonome du Kosovo, peuplée à 90 % d'Albanais, a approuvé par 167 voix contre 10 une révision de la Constitution serbe de 1974 qui reprend une bonne partie des prérogatives que s'étaient vu attribuer, sous Tito, les deux régions autonomes de la Serbie, le Kosovo et la Voïvodine.

La réunion s'est déroulée dans une atmosphère tendue. Depuis le 27 février, quinze mille militaires et d'importantes forces de police quadrillent la région à la suite des « mesures d'urgence » qui y ont été imposées pour empêcher toute manifestation et tenter de mettre fin au mouvement de grève qui paralyse notamment les importantes mines de la région. Quarante-quatre dirigeants du Kosovo, dont l'ancien chef du Parti communiste local, M. Azem Vllasi, évincé de son poste, sont actuellement détenus pour répondre de « complicité » avec les « nationalistes » albanais. Les grévistes sont soutenus par les étudiants de l'université de Pristina qui boycottent les cours.

Le vote du Parlement a donné lieu à de violents affrontements. Plusieurs milliers de personnes, à Pristina et à Uroševac, se sont heurtées aux forces de l'ordre au cours de manifestations de protestation. Il y a eu un nombre indéterminé de blessés de part et d'autre.

Cette révision constitutionnelle faisait l'objet depuis plus d'un an d'un bras de fer entre le chef des communistes serbes, M. Slobodan Milosevic, et les dirigeants des deux régions autonomes. Le problème du

Kosovo, où la minorité serbe et monténégrine se plaint de mauvais traitements de la part des Albanais, a été posé avec violence par M. Milosevic, dès son arrivée au pouvoir. Mais sa première « victime » fut la direction « autonomiste » de Votodine, balayée en octobre dernier à l'issue d'un meeting monstre organisé à Novi-Sad. Cette première étape franchie avec succès, M. Milosevic s'est tourné vers le Kosovo. Des centaines d'« activistes » y furent envoyés pour expliquer à la population albanaise que la réforme de la Constitution ne porterait pas atteinte à leurs droits nationaux et culturels.

Les réactions albanaises furent des plus défavorables et devaient aboutir, en février, à une sorte de grève générale (le Monde daté 26-27 février). Les mineurs de Trepcas exigèrent le départ immédiat de trois des plus importants dirigeants albanais du Kosovo accusés de collusion avec la Serbie. Pour éviter l'aggravation de la situation, les trois personnes visées ont accédé à cette demande, mais la direction collégiale de l'Etat fédéral, estimant l'ordre constitutionnel et l'intégrité du territoire national menacés au Kosovo, instaura, le 27 février, « l'état d'exception ».

De nombreuses unités de l'armée ont pris position dans les environs de plusieurs villes. L'armée n'est cependant pas habilitée, pour le moment du moins, à édicter des lois ou des règlements concernant la population civile, qui demeurent de la seule compétence des autorités locales et autogestionnaires locales.

PAUL YANKOVITCH.

## GRANDE-BRETAGNE

## Gavroche lavé de tout soupçon

Ouf ! L'honneur est sauf pour les représentants de la gastronomie française en Grande-Bretagne, mis à mal par un procès qui vient de faire quelque bruit. Accusé de multiples manquements aux règles d'hygiène, M. Albert Roux, le chef français le plus célèbre au Royaume-Uni, a vu lever, jeudi 23 mars, les quinze charges qui pesaient contre lui.

En juillet 1987, un inspecteur de la santé du conseil municipal de Westminster qualifiait de « dégoûtant » l'état sanitaire des cuisines du Gavroche, le restaurant de M. Roux, à Mayfair, le quartier chic du centre de Londres. L'inspecteur en chef dressait un pitoyable état des lieux : selon lui, les cuisines étaient infestées de mouches, leurs murs recouverts de graisse et de poussière, et les réfrigérateurs, sur

lesquels des mégots de cigarette avaient été abandonnés, étaient maculés de fiente de pigeon !

Estimant que les preuves de l'accusation étaient « insuffisantes », et contrarié par de nombreux autres témoignages, le juge Terence English a finalement renoncé, au terme de quatorze jours d'audience, à condamner le patron du Gavroche, l'un des deux seuls restaurants britanniques à s'enorgueillir de trois étoiles au guide Michelin, l'autre étant la propriété de... Michel Roux, frère d'Albert.

Installés depuis plus de vingt ans à Londres, Albert et Michel Roux sont les véritables ambassadeurs de la gastronomie française en Grande-Bretagne. Tous deux animent une série de show cuisiniers à la télévision et ils ont publié plusieurs livres de recettes à succès.

Financier  
et ami de M. BushM. Walter Curley  
est nommé ambassadeur  
des Etats-Unis à Paris

Le président George Bush a annoncé officiellement, jeudi 23 mars, la nomination de M. Walter Curley, l'un de ses amis et l'un des principaux animateurs de sa campagne électorale, au poste d'ambassadeur des Etats-Unis en France.

M. Curley, soixante-six ans, dont la nomination — connue depuis plusieurs semaines par des indiscretions dans la presse américaine — doit encore être confirmée par le Sénat, remplacera, à Paris, M. Joe Rodgers. Ce ne sera pas sa première expérience diplomatique, car M. Curley a déjà occupé un poste d'ambassadeur, en Irlande, de 1975 à 1977, sous l'administration Ford.

Né à Pittsburgh le 17 septembre 1922, Walter Curley a travaillé dans l'industrie pétrolière pour le compte de la compagnie California Texas Oil, entre 1946 et 1957, en Italie et en Inde. Puis il a rejoint la firme d'investissement new-yorkaise J.H. Whitney and Company (1958-1975), tout en étant également membre du conseil d'administration de nombreuses sociétés américaines. C'est ainsi qu'il a été l'un des principaux collecteurs de fonds de la campagne électorale du président.

Ami de très longue date de la famille Bush, qu'il connaît depuis près de cinquante ans, il était dans la même promotion que le frère du président Bush, Prescott Bush, à la Philadelphia Academy of Art (Massachusetts) et à l'université Yale.

Vétéran du corps des « marines », ancien combattant de la seconde guerre mondiale, M. Curley est père de quatre enfants et réside à Bedford Village, dans l'Etat de New-York. Interrogé récemment sur sa connaissance de la France, il avoue ne l'avoir traversée « qu'en touriste » et admet que si « son Italien est excellent, son français laisse à désirer ». — (AFP, Reuters.)

M. Pierre Blouin  
ambassadeur à Tripoli

M. Pierre Blouin a été nommé ambassadeur en Libye, en remplacement de M. Pierre Levêque, a annoncé, jeudi 23 mars, le ministère des affaires étrangères.

Né en 1927, diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales, M. Pierre Blouin a été en poste à Ankara (1954-1958), à Khartoum (1958-1959), à Conakry (1959-1971), à Bruxelles (1961-1962), à Damas (1962-1967), au Caire (1967-1971) et à Addis-Abeba (1972-1975). Il a été ambassadeur à Sanaa (1975-1979), à Koweït (1979-1982), puis à l'administration centrale, direction Afrique du Nord-Proche-Orient (1985-1986). Il était ambassadeur à Khartoum depuis mars 1986.

## Diplomatie

## Les négociations de Vienne sur les armes conventionnelles

## La première session s'est achevée dans une atmosphère « constructive »

Vienne. — La première session des négociations de Vienne sur les forces conventionnelles en Europe et les mesures de confiance s'est achevée, vendredi 24 mars, dans une atmosphère jugée « constructive » par les délégations de l'Est et de l'Ouest. Les discussions reprendront le 5 mai.

Les divergences qui étaient apparues à propos du désarmement conventionnel début mars, lors de la cérémonie d'ouverture de ces négociations par les ministres des affaires étrangères, se sont cependant effacées. Elles portaient en particulier

sur les catégories d'armes à prendre en considération. Dans les propositions chiffrées qu'ils ont présentées, les pays membres de l'OTAN ne retenaient que les équipements permettant de mener une attaque terrestre (chars, artillerie, transports blindés) et réservaient l'aviation pour une phase ultérieure de la négociation. Le pacte de Varsovie l'entendait différemment. Jeudi 23 mars, la délégation soviétique a présenté la liste des types d'armes d'attaque qui, selon elle, devraient faire l'objet des discussions ; elle en

rejoint treize du côté du pacte de Varsovie et vingt-quatre du côté de l'OTAN.

Cette intervention a immédiatement fait réagir le chef de la délégation américaine, M. Ledogar, qui l'a jugée « conforme à de vieilles méthodes soviétiques ». « L'URSS exclut ainsi des milliers d'avions (du côté du pacte), par contre elle veut inclure tous les types d'avions de l'OTAN. C'est une approche bizarre », a-t-il dit. Cependant, M. Ledogar, tout en rappelant que les Occidentaux préconisent « une approche pas à pas », a déclaré à propos des discussions qui reprendront début mai : « Il n'est pas dit que l'aviation en soit exclue ».

La liste présentée par les Soviétiques, pour contestée qu'elle soit dans son contenu, répondait à une demande des Britanniques qui avaient souhaité que l'URSS définisse ce qu'elle entendait par « aviation d'attaque ». M. Griepinski, le chef de la délégation soviétique, a d'autre part estimé jeudi que des « ponts » pouvaient être jetés entre les propositions occidentales pour la première phase des réductions et les positions soviétiques.

M. Ledogar a reproché au pacte de Varsovie de n'avoir encore formulé aucune proposition régionale chiffrée et de s'être borné à l'idée, que rejettent les Occidentaux, d'une zone d'armement réduit dans un couloir central.

L'idée, lancée par M. Genscher début mars, d'organiser un séminaire Est-Ouest, où l'on discuterait notamment des doctrines, a pris corps ; à l'initiative conjointe de la RFA et de la Pologne, quarante-cinq diplomates, militaires et scientifiques se réuniront du 21 au 24 juin à Ebenhausen, près de Munich. — (AFP.)

## En visite à Paris

## Le ministre australien des affaires étrangères s'inquiète du protectionnisme de la CEE

Le sénateur Gareth Evans, ministre australien des affaires étrangères et du commerce extérieur, a effectué une visite de travail à Paris les mercredi 22 et jeudi 23 mars. Il a été reçu par M. Michel Rocard, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, M. Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, et M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM.

Les différends sur la politique française dans le Pacifique ayant disparu et la Nouvelle-Calédonie ayant quitté la « une » de l'actualité, les relations bilatérales sont au beau fixe. En dépit du désaccord sur les essais nucléaires de Mururoa, les Australiens ne tarissent pas d'éloge sur la politique de M. Rocard, en premier lieu en Nouvelle-Calédonie.

Cependant, M. Evans a déclaré au Monde que son « message central » était de mettre en garde Paris

contre les inquiétudes de Canberra et du Groupe de Cairns (qui comprend quinze pays exportateurs agricoles développés comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada, et en voie de développement d'Amérique latine, d'Asie et du Pacifique) qu'elle préside, face au protectionnisme européen et américain. Les négociations commerciales multilatérales (MTN) et l'Uruguay Round « sont au bord de la crise de l'écroulement ».

« La situation du commerce agricole doit être réformée. Ses effets sont aussi dévastateurs pour certains PVD et pour leur endettement ». Propos qui méritaient d'être entendus le jour où le président Mitterrand discutait de la dette avec dix-huit ministres latino-américains. « Nous ne vous demandons pas de vous sacrifier, mais il faut savoir faire preuve de

courage politique face à une minorité vociférante d'agriculteurs ».

« La RFA est au premier plan, suivie de près par la France » dans la politique de la CEE, dont M. Evans craint le protectionnisme. « L'Australie demeure sceptique sur les bénéfices de 1992 [pour les autres pays] jusqu'à ce qu'elle en voie les résultats. Nous avons été perdants à chaque pas de l'intégration européenne. La forteresse Europe existe, ses murailles sont dressées, ses ponts sont laids ». Un message que M. Evans a répété à Washington, à Bonn, à Bruxelles et à Paris. Il est reparti peu convaincu, même s'il a trouvé en M. Rocard « un défenseur très clair de la position européenne, non sans une certaine souplesse ». Ce thème sera certainement abordé à nouveau en juin lors de la visite à Paris du premier ministre australien, M. Hawke.

PATRICE DE BEER.

## Amériques

## PARAGUAY : six semaines après la chute du général Stroessner

## Un journal reparaît un écrivain revient

Un drôle de titre : ABC color. Un grand directeur de journal, Aldo Zuccolillo. Une équipe de rédacteurs de premier plan. C'est tout cela que le régime de Stroessner avait cru rayer d'un trait de plume, il y a cinq ans, en suspendant « pour un temps indéterminé » le plus important quotidien paraguayen. Six semaines après la chute du dictateur, voici de nouveau ABC color dans les kiosques.

« Sans esprit de revanche », dit l'éditorial du numéro mis en vente le 22 mars. La veille, c'est également paru qu'une autre victime illustre de Stroessner, l'écrivain Augusto Roa Bastos, était rentré provisoirement au pays.

Lancé en 1967, ABC color avait réussi à se maintenir pendant dix-sept ans. D'abord favorable au régime, il ne tarda pas à en dénoncer les tares, il le fit en pratiquant un journalisme d'investigation, en dévoilant les affaires de plus en plus louches qui permettaient aux amis du général-président de s'enrichir. Stroessner s'étonna d'une telle position. Il pensait qu'un homme comme Zuccolillo, membre de l'établissement, devait lui faire comme les autres et profiter de la manne. « Si vous étiez avec moi, lui dit-il un jour, vous pourriez faire fortune ». Le directeur d'ABC color ne suivit pas ce conseil, et s'exposa aux représailles : plusieurs de ses rédacteurs furent arrêtés, lui-même le fut à deux reprises, avant l'interdiction finale, le 22 mars 1984.

Pourant, ABC color continua d'exister. Le journal n'était plus fabriqué, mais ses locaux et une partie de la rédaction restaient en état de marche. Tous les matins, pendant cinq ans, Zuccolillo alla à son bureau, comme si le quotidien devait reparaître le lendemain, et les documentalistes continuèrent de faire des dossiers, sur les sujets de plus en plus chauds de l'actualité. C'était une façon — la meilleure — de ne pas abdiquer. Faute de pouvoir publier des informations, les responsables d'ABC color s'adressaient aux journalistes étrangers — qui étaient en mesure de le faire.

Cinq ans jour pour jour après sa fermeture, le quotidien reparaît en écrivant à propos du régime qui l'avait pros crit : « Nous ne nions pas le progrès matériel [que celui-ci] a obtenu. Mais nous estimons qu'un tel progrès ne suffit pas. C'est par le

développement du civisme et de la culture, fondés sur de solides bases morales, qu'un pays se fortifie ».

## Le « projet commun » de Roa Bastos

C'est le même langage qu'a tenu Roa Bastos à son arrivée à Asunción. Cet écrivain a écrit la plus grande partie de son œuvre — l'une des plus significatives de la littérature latino-américaine — en s'inspirant de l'histoire de son pays. Mais de ses soixante-douze années d'existence, il n'a passé quarante-deux en exil, à Buenos-Aires d'abord et plus récemment en France : il a été longtemps professeur à l'université de Toulouse, ville où il continue d'habiter.

C'est de son exil toulousain qu'il avait adressé, en février 1988, une lettre à ses compatriotes, pour expliquer que la démocratisation du Paraguay passait, à ses yeux, par une « réconciliation nationale ». Il invitait même Stroessner à faire un geste « patriotique », et à reconnaître ses erreurs. L'Eglise aussi demandait un dialogue national, mais c'était prêcher dans le désert. Roa Bastos dit qu'il n'est pas un homme politique, mais il fait une analyse éminemment politique des réalités de son pays. Les journalistes et les amis qui l'ont accueilli mardi s'en sont rendu compte : il leur a fait un cours magistral sur le « projet commun » que les Paraguayens doivent se donner, pour expier les « maux anciens » et doter leur patrie de la démocratie qu'elle n'a jamais connue.

CHARLES VANHECKE.

« Un juge ordonne l'arrestation du fils aîné de Stroessner. — Un magistrat paraguayen a ordonné, jeudi 23 mars, l'arrestation du colonel de l'armée de l'air Gustavo Stroessner Mora, fils du président déchu, sous les inculpations de corruption et d'enrichissement illégitime. L'inculpation, qui se trouve actuellement au Brésil en compagnie de son père, sera dégradée pour « défection » et s'expose à un procès militaire, affirme un porte-parole du gouvernement. Gustavo Stroessner est notamment accusé d'avoir accumulé de grosses sommes (750 000 dollars par mois) par un chantage exercé sur des maisons de jeux paraguayennes. — (AFP, Reuters.)

## A TRAVERS LE MONDE

## Afghanistan

## M. Chevardnadze accuse le Pakistan de « saboter » l'accord de Genève

Dans une interview diffusée jeudi 23 mars dans le sillage par l'agence Tass, M. Edouard Chevardnadze a réitéré le soutien de Moscou au régime de Kaboul et accusé le Pakistan de « saboter » l'accord de Genève, sur l'Afghanistan. Le ministre soviétique des affaires étrangères a notamment qualifié de « grossière violation » de cet accord la formation au Pakistan d'un gouvernement provisoire de la résistance.

Sur le terrain, la situation n'a guère évolué à Jalalabad. Kaboul a reconnu qu'un pont avait sauté sur la route reliant cette ville assiégée par la résistance et la capitale. Deux convois en provenance de Kaboul auraient cependant réussi à gagner Jalalabad en utilisant des ponts démontables. Un porte-parole de Kaboul a annoncé jeudi que la résistance avait, en l'espace de vingt-quatre heures, lancé environ deux mille roquettes et effectué des tirs d'artillerie lourde sur le périmètre de défense de Jalalabad.

L'un des principaux chefs des moudjahidins a déclaré vendredi que le siège de la troisième ville afghane, qui va entrer dans sa troisième semaine, allait se renforcer. — (AFP, Reuters.)

## Brésil

## Grève risquée aux aciéries Mannesmann de Belo-Horizonte

Prolongeant la grève générale qui a inégalement touché le Brésil les 14 et

15 mars, l'arrêt de travail se poursuit, jeudi 23 mars, à l'usine sidérurgique Mannesmann de Belo-Horizonte (à 500 kilomètres au nord de Rio). La police menace de faire évacuer par la force un millier des quelque cinq mille grévistes qui occupent les locaux industriels depuis une dizaine de jours. Les ouvriers ont annoncé leur intention d'endommager les deux hauts fourneaux, dans l'éventualité d'une telle intervention.

Les grévistes exigent une hausse de salaire de 83 % pour « compenser la perte du pouvoir d'achat » (l'inflation atteint près de 1 000 % l'an) ; la direction est prête à accorder 15 %. Les syndicalistes ont demandé l'aide de leurs homologues allemands, qui ont alerté, à Francfort, la direction allemande contre le risque d'un « nouveau bain de sang » au Brésil. Dans une situation similaire, aux grandes aciéries de Volta-Redonda, fin 1988, l'évacuation de grévistes par la police avait entraîné la mort de trois ouvriers. — (AFP.)

## Chine

## Pékin admet que les émeutes au Tibet ont fait plus de six cents victimes depuis septembre 1987

Plus de six cents personnes ont été tuées ou blessées au cours des vingt et une émeutes qui se sont produites à Lhassa depuis septembre 1987, a reconnu jeudi 23 mars le général Zhang Shaocong, commissaire politique des forces armées chinoises au Tibet. « Ces émeutes, toutes organisées à l'avance, se sont intensifiées en ampleur, tant en ce qui concerne les vies humaines que les dommages matériels », a ajouté le général. Il s'agit du plus lourd bilan admis par Pékin. Auparavant, les chiffres officiels étaient d'une ving-

taine de morts et de plus de quatre cents blessés.

En outre, le dalaï-lama se rendra à Strasbourg du 17 au 19 avril prochain pour participer à un colloque du Conseil de l'Europe sur « L'universalité des droits de l'homme dans un monde pluraliste ». Enfin, l'Institut de la presse internationale (IPI) a demandé de lever la sanction contre le correspondant de l'AFP qui s'est vu retirer son accréditation pour un mois à la suite de sa couverture des émeutes de Lhassa (le Monde du 24 mars). — (AFP, Reuters, AP.)

## Etats-Unis

## Expulsion d'un fonctionnaire soviétique

En réponse à l'expulsion « injustifiée » d'un de leurs attachés militaires à Moscou, les Etats-Unis ont annoncé, jeudi 23 mars, leur décision d'expulser un fonctionnaire soviétique. M. Sergueï Malinine, employé depuis 1986 de l'organisation soviétique Amtorg, à New-York, devra avoir quitté le territoire américain avec sa famille d'ici la fin du mois. M. Redman, le porte-parole du département d'Etat, a souligné que cette mesure était une « riposte » à l'expulsion du lieutenant-colonel Daniel Van Gundy, attaché militaire américain à Moscou, annoncée le 15 mars dernier.

Cette mesure était elle-même la conséquence d'une autre expulsion, celle du lieutenant-colonel Yuri Pakhtousov, déclaré « persona non grata » par les Américains, le 9 mars, après avoir été surpris en train de se procurer des informations militaires confidentielles à Washington. Le gouvernement américain avait longuement pesé la réponse qu'il entendait donner au renvoi de son attaché militaire et à manifestement voulu faire baisser la tension en demandant le départ d'un fonctionnaire non diplomate. L'expulsion du lieutenant-

colonel Pakhtousov était la première depuis celle, en décembre 1987, du second secrétaire de la mission soviétique auprès de l'ONU, arrêté pour espionnage par la FBI peu avant un sommet Reagan-Gorbatchev. — (AFP.)

## Jordanie

## Amman suspend les discussions pour l'achat d'avions Tornado britanniques

Amman (AFP). — Amman a suspendu les tractations avec la Grande-Bretagne pour l'achat de douze avions de combat Tornado au prix de 880 millions de dollars, en raison de la situation financière en Jordanie, a annoncé jeudi 23 mars le premier ministre, M. Zeid Rifai. Ces discussions des discussions et des tractations a été « réexaminée » au gouvernement britannique » ainsi que « l'espoir » de les « relancer » que les circonstances le permettent », a précisé M. Rifai, également ministre de la défense.

Il a ajouté que la Grande-Bretagne avait « fait preuve de compréhension » et « donné son accord » pour l'arrêt des discussions, provoqué par « la situation financière de la Jordanie ». La dette extérieure globale de la Jordanie est estimée à 6,5 milliards de dollars et le déficit de sa balance des paiements à atteint 200 millions de dollars en 1988.

Le premier ministre a cependant indiqué que l'achat de douze Mirage 2000 à la France, conclu en 1988, était maintenu et que la Jordanie avait obtenu de la France « d'excellentes conditions quant au financement, aux modalités de versement, à la période de grâce et aux années d'acquisition des prêts ».

سكزا من الأصل

ATTENTION

LOTO



## La situation en Corse reste confuse

Les discussions continuaient, vendredi 24 mars en milieu de journée, entre les pouvoirs publics et les intersyndicaux des deux départements de Corse, afin de convaincre les représentants des fonctionnaires de se rendre à l'invitation lancée mercredi par M. Michel Rocard de négocier avec le directeur général de la fonction publique.

Vendredi en début de matinée, l'hôtel Matignon affirmait avoir reçu des assurances de la part de certaines centrales syndicales nationales sur la venue de leurs délégués, mais des difficultés et des réticences subsistaient sur place.

Par l'intermédiaire du préfet de Haute-Corse, le gouvernement a expliqué jeudi que la rencontre prévue à Paris devait « permettre d'ouvrir des négociations, notamment sur l'examen des mesures compensatoires aux handicaps de transport ». Matignon souligne que, par cette phase, le gouvernement refuse toute formalisation laissant entendre que la prime d'insularité et le classement de la Corse en zone zéro sont des points négociables.

Après la fragile détente qui avait suivi, mercredi 22 mars, les propositions de négociations du gouvernement et la nomination d'un médiateur, la tension est de nouveau montée en Corse jeudi... avant de retomber vendredi matin. Pour le week-end de Pâques, les quatre principaux ports et aéroports de Corse (ceux d'Ajaccio et de Bastia) étaient — en tout cas vendredi matin — libres de tout blocus.

La situation reste cependant très confuse. Sur l'île, les fonctionnaires ont reconstruit leur mouvement. A Bastia, une manifestation plus importante que celle de mercredi a été suivie par de légers incidents avec les forces de l'ordre. A l'ouest, le secrétaire général de FO, M. Marc Blondel, a affirmé qu'il aime « mieux la flamme des prix, en Corse, que la flamme dans la rue ». M. Blondel a jugé qu'il doit être possible de « traverser des obstacles » à la prime d'insularité pour répondre aux revendications des fonctionnaires de l'île, qui sont « fondées ».

De nombreuses catégories socioprofessionnelles corse, sans se désolidariser du mouve-

ment, commencent à pousser des cris d'alarme. A Bastia mercredi et à Ajaccio jeudi, des « socioprofessionnels » se sont réunis pour remettre un cahier de doléances aux autorités.

Au nom de la solidarité insulaire, de nombreux commerçants ont ouvert des crédits pour les habitants les plus démunis mais sont maintenant eux-mêmes en situation délicate avec leurs banquiers dont ils critiquent le rôle « déstabilisateur ».

Commerçants et chefs d'entreprise de l'île ont demandé à être associés aux tables rondes annoncées par le gouvernement mais jugent que l'institution d'une prime d'insularité pour les fonctionnaires présenterait des risques inflationnistes en raison de ses « effets d'entraînement sur le secteur privé », selon un texte signé par plusieurs centaines d'entre eux.

Parmi les bateaux qui ont pu accoster en Corse, deux transportaient des marchandises qui ont été déchargées, ce qui a mis fin à la pénurie de certains produits.

La polémique a rebondi jeudi sur les causes réelles de la vie chère en Corse et l'usage fait

des 750 millions de francs alloués au maintien de la continuité territoriale. Le président de l'Office régional des transports, M. François Piazza Alessandrini, décidé semble-t-il à jouer la transparence, accuse les réseaux de distribution de s'entendre de façon illicite pour faire grimper les prix. « Tout le monde connaît l'origine du mal », a souligné jeudi M. Piazza Alessandrini. C'est une question de volonté politique. Selon lui, l'Etat est responsable de « situations abusives ». Le président de l'Office a jugé que la Corse aurait des coûts de transport beaucoup moins élevés si le transit passait par l'Italie et a critiqué les tarifs du port de Marseille : « Pourquoi, a-t-il dit, pratique-t-il des tarifs de 20 % plus chers pour les navires de la continuité territoriale que pour les pavillons de complaisance ? ».

De leur côté, les distributeurs mis en cause par M. Piazza Alessandrini ont affirmé que les sommes allouées à la continuité territoriale « servent à engraisser les compagnies maritimes et aériennes ainsi que les dockers des ports de Nice et de Marseille ».

## Négociations en cabine téléphonique

(Suite de la première page.)

Les syndicats compatisaient avec les journalistes égarés à la recherche d'une synthèse, comme le malheureux car-ferry *Napoléon* errant dans les eaux territoriales à la recherche d'un port. « Il se passe des choses plus ou moins confuses. »

Vue de Paris, l'épreuve de force qui s'est engagée entre le gouvernement et les syndicats de la fonction publique a pu être jugée de la part de la préfecture de Bastia. Vue de Bastia, une poussée de colère a ébranlé des grilles, qui ne tenaient pas fort. Ces grilles, on en parlait déjà pendant la manifestation du 14 mars pour les comparer avec celles de la préfecture d'Ajaccio, qui sont plus solides. On n'en parlait plus, voilà tout. Cela ne se discute pas : « A Bastia, c'est comme ça, dir qu'ils voient les grilles, il y a quelque chose qui ne cadre pas. »

Vendredi, en fin de matinée, l'intersyndicale des fonctionnaires (CGT, FO, CFTC, CFC, CGC) était donc décidée à rejeter l'invitation à rencontrer le directeur général de la fonction publique, Dominique Le Vert. Les organisations n'avaient pas reçu de carton. Le gouvernement est passé au-dessus de leur tête pour faire savoir officiellement aux centrales parisiennes que la FEN serait reçue en premier et le STC nationaliste en dernier, mais samedi matin.

La télévision se préparait déjà à filmer leur arrivée à Paris, alors que les syndicalistes avaient encore des prévisions à demander sur l'ordre du jour et le lieu de la rencontre. Et puis le gouvernement devrait le savoir : rien d'important ne se fait un vendredi. Encore moins un vendredi saint, jour où à Serres les pèlerins portent la croix cachée sous une capote en signe d'expiation.

Ce n'est qu'un début. Au milieu des revendications insulaires, le gouvernement a répondu par une armée d'intermédiaires. Vue de Paris, la tactique du pourrissement a du bon. Vue d'ici le point de vue est différent. Comme disait Noël Zichina, de la CGT, entre deux coups de téléphone et avant d'être blessé dans la soirée (voir encadré) : « Si le ministre veut nous voir pour jouer aux cartes, ce n'est pas la peine. Je suis sûr de le battre. »

Les syndicalistes iront à Paris, un autre jour peut-être, mais ils iront. Les délégations sont déjà composées. Il est déjà prévu de demander des représentants de chaque département par organisation si on ne leur en propose que deux pour toute la

région. Et le remboursement du billet d'avion puisque la préfecture a déjà annoncé que le voyage serait à leur charge. Certaines fédérations parisiennes s'affolent qui reçoivent des coups de fil de militants réclamant une prime de graille et de parapluie. Mais eux ne doutent de rien, à l'image de l'auteur d'un hold-up arrêté dimanche dernier à la sortie de son bureau de vote.

Pour répondre aux demandes de précisions des syndicalistes, il faut d'abord les trouver. Laisser des messages aux standardistes en espérant qu'elles répercuteront ceux-ci

jusqu'au port. Car les dirigeants sont sur le port avec quelques centaines de militants : radio, casse-croûte, jeux de cartes. Le conflit s'installe dans la durée.

Il y a du nouveau. L'intersyndicale est à la recherche. Le journaliste de télévision qui vient d'interroger Pierre Cervetti, de la CFTD, se demande quelle va être la durée de vie de l'interview. Les pourparlers censés conduire au règlement du conflit dans la fonction publique s'effectuent dans une cabine téléphonique sur le port. Jean-Claude Vesperini, porte-parole de l'intersyn-

du STC à ces premières consultations. N'étant pas du tout une organisation représentative au niveau national et pratiquement pas dans la fonction publique, le syndicat nationaliste n'a pas grand-chose à faire en théorie dans les discussions officielles avec les fonctionnaires. Il tient d'autant plus à aller à Paris avec les autres et il l'a fait savoir : l'occasion était trop belle. Pour les syndicalistes, « le préfet entretenait la confusion ». Les dirigeants se retiennent en réunion de bureau, les militants allument un feu plein d'étincelles.

L'affaire se conclut (temporairement) — dans la cabine téléphonique — le fonctionnaire des Renseignements généraux détaché sur le port pour assurer la liaison avec les grévistes sans passer par les standardistes appelle son directeur qui a eu le cabinet du préfet, qui a téléphoné au ministre. Le policier note sur une demi-feuille une nouvelle phrase toute fraîche que sa femme conserve dans sa poche de pantalon : « Cette rencontre doit permettre d'ouvrir des négociations, notamment sur l'examen des mesures compensatoires au handicap de transport. »

Le « notamment » ouvrant de nouvelles perspectives, les syndicalistes se remettent à attendre des précisions. Il est 20 heures. On ne jurait pas que quelqu'un ne lâchait pas. Mais comme personne n'oserait prendre l'avion tout seul — le préfet va nous accompagner, pense même un délégué — le front du refus est unanime.

Les syndicalistes cherchent à savoir ce qu'ils pourraient gagner avant de partir, car, à Paris, on ne sait jamais ce qui peut arriver. Le temps, pour l'instant, ne leur semble pas encore compté. La grève — dont les pouvoirs publics espèrent qu'elle va s'essouffier en fin de mois pour cause de non-paiement des salaires — vient de gagner la Banque de France, si elle a perdu ses pompiers en pourparlers avec leurs chambres

de commerce, et ses pêcheurs, engagés dans une négociation insulaire avec un haut fonctionnaire du ministère de la mer.

Après plusieurs semaines de conflit, une coordination vient seulement de voir le jour, à l'initiative de M. Edmond Siméoni : le Comité collectif corse de lutte. La première manifestation nord-sud pourrait avoir lieu mercredi prochain. M. Siméoni trouve que le gouvernement manque de « sérieux » et de « méthode » et on ne voit pas à ce jour qui sur l'île irait le contredire.

Bref, on ne voit pas le bout, les épidémies s'échauffent par soubresauts. Les syndicalistes prennent soin de ne pas trop s'aliéner l'opinion insulaire. Les commerçants manifes-

tent pour protester contre leur découvert bancaire, mais c'est vers le préfet qu'ils se tournent. Pour Pâques, le trafic aérien s'annonce normal. Il faut bien que les étudiants partent en vacances.

Le port d'Ajaccio a été bloqué jeudi, mais un bateau pétrolier a pu débarquer son chargement. Les éboueurs de Bastia ont ramassé les poubelles de la ville, sauf devant la préfecture. Même le *Napoléon*, banni d'Ajaccio et de Bastia, a fini par accoster à Propriano, après une ruse — il est vrai — des pouvoirs publics, qui ont annoncé son retour à Ajaccio. L'unique succès, ce jeudi, de la tactique gouvernementale.

CORINE LESNES.

### « On se moque de nous ! »

BASTIA  
de notre correspondant

« On se moque de nous, nous voulons des négociations directes », expliquait jeudi 23 mars, à Bastia, l'un des trois mille cinq cents manifestants qui avaient répondu à l'appel de la CGT, de FO et de la CFTD. La veille, jour de grève générale, ils étaient un millier. Entre-temps, le conseil des ministres confiait au directeur général de l'administration la mission de recevoir d'ici à la fin de la semaine les organisations syndicales de fonctionnaires travaillant en Corse. Une décision accueillie favorablement, dans un premier temps, par le STC (nationaliste), qui, dès mercredi soir, estimait ne plus avoir de raison de poursuivre la grève « puisque nos revendications pourront être discutées avec le gouvernement avant la fin de la semaine ».

En revanche, les autres syndicats ne cachent pas leur déception de ne pas avoir été directement invités à une « négociation ». « Le gouvernement tente d'abuser les travailleurs et l'opinion, il ne fait aucune proposition formelle aux responsables des organisations syndicales », expliquait jeudi à midi un délégué de la CGT alors que les manifestants se groupaient devant la préfecture de Haute-Corse.

Durant l'après-midi, le préfet, M. Bernard Boucaut, recevait plusieurs délégations de syndicats, mais, en début de soirée, alors que les manifestants

n'étaient plus que quelques centaines, groupés devant le bâtiment officiel, des « éléments incontrôlés » jetèrent des pierres en direction de la préfecture, blessant légèrement deux gardes mobiles, puis parvenant à faire tomber une partie de la grille d'enceinte du bâtiment.

Les forces de l'ordre ripostèrent par des tirs de grenades lacrymogènes. Les manifestants, poursuivis dans les rues de Bastia, réagirent en mettant le feu à des pneus et à des poubelles d'ordures ménagères qui ne sont plus ramassées depuis jeudi dernier. Deux manifestants ont été interpellés. Vers 21 heures, le calme était revenu dans Bastia.

Pendant une grande partie de la nuit, les unions départementales de la CGT, de FO et de la CFTD ont conservé leur position de la réponse à donner à la proposition — transmise par le préfet de Haute-Corse dans l'après-midi — de « négociations » qui devraient se dérouler à Paris vendredi et samedi. Cette proposition semble, maintenant, embarrasser les syndicats. En fait, la CGT, FO et la CFTD s'interrogent sur le risque de démobilitation immédiate des grévistes en cas de participation à la négociation et se préoccupent de leur perte d'influence en cas de non-satisfaction de leurs revendications particulières. Le STC se dit disposé à engager les négociations immédiatement, à condition que les autres organisations syndicales y participent...

MICHEL CODACCIONI.

## Un syndicaliste CGT blessé sur le port d'Ajaccio

AJACCIO  
de notre envoyée spéciale

Manifestation d'exaspération devant le conflit social ? Il était près de 23 heures, jeudi, lorsqu'un chauffeur routier s'est rendu sur le port d'Ajaccio, occupé depuis le matin par les fonctionnaires en grève. L'homme, que les manifestants ne connaissaient pas, venait, a-t-il dit, chercher sa femme qui devait arriver du continent. Mais le port était bloqué.

« Cela suffit, il faut libérer le port », a le chauffeur a demandé à parler au responsable de l'union CGT de la Corse-du-Sud, M. Noël Zichina, et il a sorti une arme. Les militants ont essayé de le cerner et dans la bousculade un coup de feu est parti.

L'homme n'a dû qu'au service d'ordre de la CGT de ne pas être frappé par la centaine de militants qui étaient encore là. Enfermé dans une cabine téléphonique, dans l'attente de l'arrivée de la police, il a été arrêté. La police judiciaire a été chargée de l'enquête.

Atteint de coups de crosse à la tête, M. Zichina a été transporté à l'hôpital, où une minerve lui a été placée, et où le préfet de police, M. Jean Thiebaut, lui a rendu visite. Permanent de la CGT, M. Zichina figure depuis le début du mouvement aux avant-postes. L'arme n'a pas été retrouvée. Dans ses poches, l'agresseur, âgé d'une trentaine d'années, transportait des balles à blanc.

C. L.

**ATTENTION**  
**LUNDI DE PAQUES**  
**FERIE**

Si votre détaillant habituel est fermé,  
n'oubliez pas de faire  
valider vos bulletins mardi.

(aux heures habituelles.)

NATIONAL  
**LOTO**

dicale, Raymond Lasborygues, de FO, se partagent l'écouteur. La préfecture, Bastia, Paris, le bras de fer se joue dans une cabine téléphonique. « Toutes les contradictions du mouvement sont sur ce port », commente le responsable de la CFTD.

Au communiqué initial de M. Rocard, la préfecture de région ajoute un contenu : « Examen des mesures compensatoires au handicap de transport. » Les militants qui attendent des chiffres, « des Pascals », ne voient jamais arriver que des mots sans image. « Il faudrait qu'ils matérialisent un petit peu. Qu'ils disent combien ils veulent donner », se désole M. Brudo, de la CGC. La CFTD s'élève : « Si tous les quarts d'heure Matignon lâche un mot nouveau, ça va être pire que les négociations entre la Corse du Nord et la Corse du Sud. »

Le front  
du refus

Mais Bastia n'a pas en droit à la même phrase. Le préfet M. Bernard Boucaut, lui, en a même délivré deux, soit une de plus. Il est question dans l'ajout de négociations en vue de la préparation de tables rondes.

L'ajout bastiais n'a l'air de rien, mais il ferait avaler la participation

**Les Vacances à Cannes**  
**Quel Festival !**

Cet été, pas de vague à l'âme.  
Cannes met le cap sur les vacances  
toniques.

La plage vous attire, la piscine  
vous tente, le soleil vous caresse,  
c'est Cannes, capitale des vacances.

Quelques sets de tennis, un  
parcours de golf, une régata  
en mer, c'est Cannes, le paradis  
des sportifs.

Un orchestre de chambre,  
un souper aux chandelles, un  
concert de jazz, un feu d'artifice,  
une soirée au casino,  
c'est Cannes,  
la reine de la nuit.

**CANNES**  
CÔTE D'AZUR

Direction Générale du Tourisme et des Congrès  
B.P. 262 - 06400 CANNES - Tél. 93.39.01.01

Cet été, jumping international du  
26 au 28 mai, Festival américain  
du 3 au 31 juillet, Nuits musicales  
du Suquet du 15 au 25 juillet et  
de nombreux événements de mai  
à septembre.

Sports nautiques, golfs, tennis,  
plages, randonnées. Exemple  
de prix : 1 semaine, hôtel \*\*\*,  
1383 F par personne, 7<sup>e</sup> nuit  
offerte.

LES VACANCES A CANNES,  
QUEL FESTIVAL !

Demande de documentation à adresser à :  
Direction Générale du Tourisme  
B.P. 262 - 06400 Cannes - Tél. 93.39.01.01

M. \_\_\_\_\_  
souhaite recevoir une documentation sur  
Cannes et les offres exceptionnelles de l'été

TOUS LES  
VENDREDIS  
20 FAU SECOURS!  
POLITIS  
REVIENT.Vous nous avez fait un succès d'estime,  
il faut nous faire maintenant un tabac !

BERNARD LANGLOIS

## ILS APPELLENT A SOUTENIR POLITIS

Lecteurs réguliers ou occasionnels de *Politis-le Citoyen*, nous avons appris avec tristesse que cet hebdomadaire d'opinion risquait de disparaître pour des raisons financières. Nous pensons que ce serait dommage et qu'il mérite de vivre, en toute indépendance. Nous avons décidé de l'aider en participant à la souscription qu'il vient de lancer et nous vous invitons à en faire autant.

Daniel Angleraud (syndicaliste) Jean-Marc Ayrault (député-maire de Nantes) Elisabeth Badinter (écrivain) Estienne Balibar (philosophe) Marie-Christine Barrault (comédienne) Pierre Belfond (éditeur) Jean-Michel Borgey (député de l'Allier) Tahar Ben Jelloun (écrivain) Daniel Bensaid (ICR) Bérnieri Noirs (groupe rock) Paul Blanchard (dominicain) Marcel Blewett (cinéaste) Michel Breilman (écrivain) Breyten Breytenbach (écrivain) Andrée Buchmann (Vets) Michel Cantal-Dupart (architecte) Jean-Paul Chambaz (peintre) Jean Chesneau (écrivain) Daniel Cohn-Bendit (Grünen) Antoine Comte (avocat) Robin Cook (écrivain) Thierry de la Croix (éditeur) Arezki Dahmani (Franco-Plus) Félix Desmet (PCF reconstruc) Jean-Michel Damjan (écrivain, prod. radio) Régis Debray (écrivain) Christian Delorme (prêtre) Patrick Demerlin (écrivain) Eugène Descamps (ancien sec.nat. CFDT) Barthelemy Dési (SOS-Radisme) François Dosse (historien) Jean Drey (député de l'Es-sonne) Georgina Dufaux (ancien ministre) Maurice Dugowson (cinéaste) René Dumont (agronome) Jean Elieinstein (historien) Robert Escarpit (écrivain) Jean-Jacques de Felice (avocat) Solange Fernex (Vets) Jean-Louis Foulquier (animateur radio) Jean-François Fourel (pasteur) Dominique Frischer (psycho-sociologue) Maurice Frot (dir. art. Printemps de Bourges) Jacques Gallat (évêque d'Evreux) Max Gollo (écrivain) Susan George (écrivain) Romain Goupil (cinéaste) Félix Guattari (psychologue) Jean Guidoni (chanteur) Jean-Claude Guffé (éditeur) Julien Guyomar (comédien) Jacques Higelin (chanteur) Wassissi Iopue (FLNKS) Dominique Janot (écrivain) Louis Joinet (juriste, expert ONU) Marc Jolivet (cinéma) Thierry Jonquet (écrivain) Yves Jouffé (avocat, président LDB) Pierre Juquin (Nouvelle Gauche) Joëlle Kaufmann (médecin) Anne-Brigitte Kern (écrivain) Alain Krivine (ICR) Abdellatif Loabi (poète) André Labarrière (maire de Pan) Georges Labica (philosophe) Jean Lacouture (écrivain) Gilbert Laffaille (chanteur) Ariette Legallier (LO) Henri Leduc (avocat) Jean Le Garrec (ancien ministre) Jean-Claude Le Scornet (PSU) Thierry Lévy (avocat) Alain Lipietz (économiste) Claude Lohes (réserviste communiste) Colette Magny (chanteuse) Claude Marti (conseil en communication) Pierre Mauroy (maire de Lille) Jean-Luc Mélenchon (sénateur de l'Essonne) Philippe Messine (économiste) Jean-Pierre Mocky (cinéaste) Alain Moreau (éditeur) Jean-Marie Muller (écrivain) Maurice Nadeau (écrivain) Pierre Naville (écrivain) Bernard Noël (écrivain) Claude Olivenstein (médecin) Erik Orsenna (écrivain) Claude Piéplu (comédien) Edgard Pisani (ancien ministre) Bernard Poignant (maire de Goussier) Claude Poperey (PCF reconstruc) Rodolphe (groupe rock) Carte de Séjour) Pierre Rodanne (expert en énergie) Bernard Ravenel (Nouvelle Gauche) Catherine Ribeiro (chanteuse) Paul Ricoeur (philosophe) Marcel Rigout (ancien ministre) Dominique Rodotakis (sociologue) Pierre Rosanvallon (économiste) David Rousselet (écrivain) Alain Ruellan (chercheur) Antoine Sanguinetti (maire) Catherine Sauvage (chanteuse) Léon Schwartzberg (médecin) Jacques Seiler (comédien) Yankiel Simbrun (FEN) Siné (dessinateur) Catherine Smet (productrice TV) Francesca Solleville (chanteuse) Stasha Stankovic (cinéaste) François Sasse (économiste) Bertrand Tavernier (cinéaste) Haroun Tazieff (vulcanologue) Irène Terrel (avocate) Jacques Testard (biologiste) Jean-Marie Tjebbes (FLNKS) Patrick Tort (philosophe) Catherine Trautmann (maire de Strasbourg) Frederick Tristan (écrivain) Michel Tubiana (avocat) Jean Viard (sociologue) Gustav Voss (maire d'Orly) Jean-Pierre Vigier (écrivain) Jean-François Vilar (écrivain) Claude Villers (animateur radio) Patrick Viveret (chercheur) Marina Vlady (comédienne) Antoine Wauters (Vets) Bernard Wollon (LDH) Henri Weber (écrivain) Willem (dessinateur) Yvonne Yvonne (FLNKS) Theodor Zeldin (historien) Jean Ziegler (écrivain)

Chèques libellés à l'ordre de la SENH  
Politis-le Citoyen, 76 rue Villiers de l'Isle-Adam. Paris 75020.

LA LISTE DES DONATEURS PARAITRA DANS POLITIS. SI VOUS DESIREZ GARDER L'ANONYMAT, SIGNEZ-LE.

## Politique

## La préparation

## L'UDF continue d'afficher ses dissensions

Au moment où M<sup>me</sup> Simone Veil, présidente du groupe libéral démocratique et réformateur de l'Assemblée des Communautés européennes se déclarait, sur TF 1, au cours de l'émission « Questions à domicile », favorable à deux listes de l'opposition aux prochaines élections européennes et prête pour sa part à conduire « une liste du centre la plus large possible », l'UDF continue d'afficher hésitations et dissensions sur la stratégie qu'il convient d'adopter.

La Lettre du PR, diffusée le même jour, au sein du bureau politique de l'UDF rappelle que la

député PR du Val-d'Oise et délégué de l'UDF dans ce département dénonce dans une lettre ouverte adressée à M. Giscard d'Estaing « les procédures défectueuses » de ce parti « excluant toute participation de l'UDF réelle » dans la préparation de la décision. M. Delattre demande au président de l'UDF « de consulter sur cette question toutes les instances locales du mouvement », estimant que « seule une démarche démocratique crédibiliserait le choix fondamental qui doit être fait pour l'avenir de l'UDF ».

Pour justifier qu'elle revendique de conduire « une liste du centre », M<sup>me</sup> Veil avait, de son côté, souligné qu'à ses yeux il y a aujourd'hui « deux courants plus marqués »

part ou de la part d'autres dirigeants centristes, à « un coup de bluff » : « Nous avons autant de convictions que d'autres et nous n'avons pas du tout l'intention de nous laisser impressionner ».

De son côté, M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, qui participait à l'émission, a souligné qu'il vaut mieux pour l'opposition présenter « deux approches différentes de l'Europe » car, à l'image d'une armée qui se « déploie » plutôt que de se « replier », « cette opposition se trouvera confortée, ses actions seront plus larges, et elle y gagnera ».

Quant à M. Alain Carignon, qui intervenait en duplex depuis son bureau de la mairie de Grenoble, il a

M<sup>me</sup> Simone Veil à « Questions à domicile »

## « Très heureuse » de conduire une « liste du centre »

Après M. Pierre Méhaignerie, lundi, à « L'heure de vérité » d'Antenne 2, et M. François Létard, mercredi, au bureau politique de l'UDF, M<sup>me</sup> Simone Veil a confirmé à son tour, jeudi 23 mars, à « Questions à domicile » sur TF 1, qu'elle serait favorable à la présentation d'une liste UDF aux élections européennes. L'ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés a souhaité, sans aucune hésitation, la constitution d'une « liste du centre, la plus large possible », et a révélé qu'elle serait, pour peu qu'on le lui demande, « très heureuse » de la conduire. Dure semaine pour M. Valéry Giscard d'Estaing, qui voit ainsi contraindre sérieusement son opération de rapprochement avec le RPR par trois poids lourds de son propre mouvement. Il est vrai que, depuis quelques jours, on n'est plus à une bizarrerie près. Par rapport à la campagne de 1984, où le RPR et l'UDF avaient fini par faire cause commune, MM. Méhaignerie et Létard ont

prévu d'une certaine conférence. Tous deux s'étaient, à l'époque, opposés à cette stratégie, chacun selon son tempérament. Le premier avait fini par abdiquer au nom de l'intérêt général. Le second, jugeant que l'UDF « s'engageait dans un processus de non-existence politique », avait spectaculairement boudé en démissionnant de son poste de vice-président de l'UDF. Il faut se souvenir encore que, à l'époque, M. Giscard d'Estaing avait, lui aussi, fait la tête ; il n'avait pas admis, alors, que l'UDF aille se fourvoyer avec le RPR, qui plus

est pour l'Europe, son terrain de prédilection.

Vérité en 1984. Erreur en 1989. M<sup>me</sup> Veil elle-même a changé sa position. Elle croyait aussi en ce temps-là « à la dynamique de l'union », prétendant que l'entente RPR-UDF sur les projets européens « n'était pas de façade », arguant encore « que c'était en étant unie que l'opposition ferait le mieux pour l'idée européenne ». Résultat : la liste commune qu'elle avait menée fit 42,72 %, moins que le total des suffrages recueillis en 1979 par sa propre liste UDF (27,39 %) et celle suscitée par le RPR (18,09 %). Le Front national put s'engouffrer dans la brèche.

M<sup>me</sup> Veil critique à l'époque, a-t-elle retenu la leçon ? Pour expliquer son changement de pied elle a prétendu souligner que le contexte politique a changé ou plutôt, a-t-on pu comprendre, que les socialistes ont changé, ce qui n'édifie plus, en face d'eux, une opposition marchant comme un seul homme, baïonnette au canon, « pour marquer des positions ». M<sup>me</sup> Veil a aussi estimé que, avec le RPR, « les divergences d'approche au niveau européen » étaient réelles, ce qui impliquerait donc que, par rapport à 1984, les chiraquiens ont, eux aussi changé... en régressant.

Tout cela n'est peut-être, en réalité, qu'arguties dans la mesure où l'on perçoit de mieux en mieux que les contingences intérieures vont, une fois encore prendre le pas sur le débat européen. M. Méhaignerie et M<sup>me</sup> Veil partagent l'ambition de délimiter une fois pour toutes le terrain du

centre en France. M. Létard songe, lui, à ses propres ambitions, qui passent également par une UDF forte et resserrée, capable de s'imposer face au RPR comme première force motrice de l'opposition.

Parviendront-ils à s'entendre pour repousser définitivement le projet giscardien, bâtir une liste et lui choisir une tête ? Vaste programme ! M<sup>me</sup> Veil, elle, est partante et la première à le dire. Elle reste incontestablement une grande dame de l'Europe. Comme elle le fait voir, c'est, depuis dix ans « son travail à temps plein ». Mais elle l'admet aussi, se pose pour elle le problème de l'usage à un moment où il n'est plus question, que de rejoindre les acteurs de la scène politique et où les socialistes envisagent en face de faire confiance à M. Laurent Fabius. Depuis quinze ans sur le devant de cette scène, M<sup>me</sup> Veil peut-elle revenir une troisième fois ? Autre handicap pour elle, qui, lui n'est pas nouveau : l'absence d'investissement contenu du PR à son endroit.

M. Méhaignerie voudrait sans doute bien prendre en main une telle liste. Mais, le peut-il ? Même ses propres amis finissent par douter maintenant de ses capacités à relever les défis médiatiques. M. Létard, lui, le pourrait, mais le veut-il ? Tiendra-t-il tête jusqu'au bout à M. Giscard d'Estaing ? Ses convictions européennes sont-elles suffisamment puissantes pour qu'il prenne le risque d'hypothéquer son avenir personnel pour la cause commune de l'UDF ? Autant de questions qui ne tarderont vraisemblablement pas à trouver des réponses.

DANIEL CARTON.

formation de M. François Létard « déplorait tous ses efforts pour que la cohésion de l'UDF soit maintenue, pour que le président Valéry Giscard d'Estaing accepte — dans tous les cas de figure — de diriger la liste qui choisirait le conseil national du 13 avril prochain ».

La « Lettre du PR » invite encore à « choisir l'esprit de l'union plutôt que la lettre. La démarche de l'opposition ne saurait être uniforme. Elle repose sur un contrat de confiance entre les familles politiques... ».

M. Paul Girod, délégué général des adhérents directs, l'une des six composantes de l'UDF a de son côté pris position jeudi 23 mars estimant que « la meilleure solution pour sauvegarder l'unité de l'UDF » est « une liste UDF » sans le RPR aux élections européennes du 18 juin. Un éclatement éventuel de l'UDF qui résulterait des divergences de ses responsables à propos de l'attitude à adopter serait un « drame » a affirmé M. Girod. Un nouvel élément de cacophonie, au sein de l'UDF, est venu le 23 mars s'ajouter aux précédents. M. Francis Delattre

● M. Baudis quitte le conseil général. — M. Dominique Baudis, député (app. UDC) dont la liste l'a emporté dès le premier tour à Toulouse a décidé d'abandonner son mandat de conseiller général du canton de Toulouse-IV qu'il détenait depuis 1985, et ce en raison de la loi limitant le cumul des mandats.

Le Monde  
EN BANQUE  
DE DONNEES

LE TEXTE INTEGRAL DU MONDE  
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987  
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL  
OU VOTRE MINITEL  
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

SINORG G. CAM.  
SERVEUR

Tél. 01 45 38 70 02

qu'ils ne pouvaient l'être en 1984, qui sont d'une part le centre, et d'autre part la droite. Elle a précisé qu'il ne peut, s'agissant d'une élection à la proportionnelle, y avoir division, puisque la question des reports de voix au second tour ne se pose pas. Elle s'est également indignée que l'on puisse penser, de sa

souhaité que la question de la liste, ou des listes, n'éclaire pas le problème de fond, car, a-t-il dit, « l'éclatement des citoyens à l'égard de la politique risque de durer si la classe politique continue de parler de ces questions alors que c'est sur le fond que les Français veulent être consultés ».

AIEIC

Institut Franco-Britannique de la Communication  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne

présente le

COLLOQUE EUROPEEN

Bayonne-Biarritz

MANAGER  
ET/OU  
COMMUNIQUER

Vendredi 21 et samedi 22 avril 1989

Allocution d'ouverture : Alain MINC

Au programme

- Les images de l'entreprise : l'externe et l'interne
- Les réseaux télématiques en entreprise
- Faut-il structurer la communication d'entreprise ?
- Existe-t-il un management européen ?

Renseignements :

Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne BP 115 - 64102 Bayonne Cedex - Tél. : (06) 59-25-75-75 poste 447.

CNRS - IRESCO - Tél. : 40-25-11-90.

Avec la participation du journal *Le Monde*

مكتبة من الأصول



# Politique

## des élections européennes

### Unanimité au Parti socialiste sur la candidature de M. Fabius

Si l'accord général de l'ensemble des dirigeants du Parti socialiste, au sujet de la candidature de M. Laurent Fabius comme chef de file du PS aux élections européennes du 18 juin, ne fait pas de doute, les conditions dans lesquelles l'annonce en a été diffusée, jeudi 23 mars, n'ont pas fait l'unanimité de Solferino. Ainsi s'explique l'insistance apportée par la direction du PS à souligner, jeudi, que la candidature de M. Fabius n'était pas encore officiellement parvenue au parti.

Dans le même temps, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, se déclarait « favorable » à « l'initiative » du président de l'Assemblée nationale, s'engageant à la soutenir... et précisait que c'est M. Fabius qui, le 22 mars, lui avait « fait part de son souhait de se porter candidat ».

La clôture de toutes les candidatures à la candidature parmi lesquelles seront choisis les quatre-

vingt candidats de « la liste des socialistes de la majorité présidentielle » a été fixée au 26 mars. Une centaine d'offres de candidatures étaient déjà parvenues, jeudi, au siège du PS.

Parmi les noms cités pour la deuxième place de la liste, est fréquemment évoqué celui de M. Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures et ancien commissaire européen, tandis que plusieurs responsables socialistes mettent en avant l'intérêt politique et le poids symbolique que constituerait la présence à cette deuxième place de M<sup>me</sup> Catherine Trautmann, nouveau maire de Strasbourg.

M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat (MRG) chargé des collectivités territoriales, a, de son côté, déclaré jeudi 23 mars, que les radicaux de gauche « ont leur place sur la liste conduite par Laurent

Fabius » pour les prochaines élections européennes. Ils ne se joindront donc pas à une éventuelle liste centriste : un tel choix « ne serait pas (...) opportun cette fois-ci car il faut que la majorité présidentielle se rassemble le plus largement possible », a estimé M. Baylet.

Selon un sondage « sortie des urnes » IFOP-KIT, réalisé lors du second tour des élections municipales, 30 % des électeurs des grandes villes seraient prêts à voter pour la liste socialiste le 18 juin. D'après ce sondage, réalisé auprès de deux mille trois cent seize personnes ayant pris part aux scrutins du dimanche 19 mars dans les villes de plus de trente mille habitants qui étaient en ballottage, 23 % des électeurs voteraient pour une liste RPR, 12 % pour celle des écologistes, 10 % pour celle de l'UDF. Le Front national recueille 8 % des intentions de vote et le Parti communiste 6 %.

## Le CNI voudrait figurer sur une liste RPR

Le Centre national des indépendants (CNI) se prépare à participer aux élections européennes sous une forme qui dépendra des décisions des autres partis de droite. Pour son secrétaire général, M. Yvon Briand, la présence de deux listes, l'une UDF, l'autre RPR, justifierait un accord en bonne et due forme de sa formation avec le RPR. M. Briand observe à cet égard que M. Charles Pasqua apparaît plus favorable au cas de figure d'une liste RPR-CNI que M. Alain Juppé, partisan d'une liste unique RPR-UDF. Envisageant l'entrée en lice des centristes de façon autonome aux côtés d'une liste d'une partie de l'UDF avec le RPR, M. Briand estime que le CNI pourrait alors faire aussi cause commune avec cette seconde liste.

En revanche, une liste unique UDF-RPR, que mènerait M. Valéry Giscard d'Estaing, aurait pour effet d'ouvrir sur boulevard à M. Jean-Marie Le Pen. Le CNI, qui en 1979 avait présenté une liste autonome, comptait trois députés européens en 1984 (M. Philippe Malaud et M<sup>me</sup> Magdeleine Anglade élus sur la liste de M<sup>me</sup> Veil ; et M. Olivier d'Ormesson, élu sur la liste du FN).

Depuis lors, M. Malaud a été écarté du CNI, M<sup>me</sup> Anglade a rejoint la mouvance RPR et M. d'Ormesson a quitté le FN pour revenir au CNI.

La liste qui pourrait éventuellement présenter le CNI - la décision définitive sera prise par une convention nationale fixée au 23 avril, à Compiègne - est quasiment prête, assure M. Briand. Elle serait constituée notamment des élus ou des réélus des municipales.

**Bilan municipal**

Le CNI, s'il n'a pas atteint tous ses objectifs pour ce récent scrutin, trace un bilan positif des résultats. Son premier souci était de maintenir son implantation en milieu rural. Un premier calcul évalue une augmentation de 2.500 à 2.750 le nombre des maires CNI de petites communes. Sa seconde priorité était de pénétrer le milieu urbain. En 1983, les indépendants comptaient 67 élus dans les villes de plus de 9 000 habitants. Le CNI chiffre à 343 le nombre de ses élus dans cette catégorie de communes.

Si MM. Claude Prouvoeur, Georges Durand, Georges Lapeyronie et Désiré Debavelaere ont perdu leur fauteuil de maire respectivement de Dunkerque, Romans-sur-Isère, Villeneuve-sur-Lot et Campagne-lès-Hérisson, le CNI souligne ses progrès à Paris (7 conseillers municipaux et 12 conseillers d'arrondissements) Saint-Maur-des-Fossés (7 sièges), Bordeaux et Marly-en-Baraux (5) Amiens (5), Nice et Saint-Etienne (4) et il met l'accent sur la réélection de maires de grandes villes comme Maurice Senghor à Hazebrouck, Henri Ginoux à Montreuil, Max Catrin à la Garenne-Colombes, Robert Pax à Sarreguemines, Henri Durand à Bourg-de-Péage et la succession de M. Guy Moga au bénéfice de M. Claude Espied à La Teste (Gironde).

Le CNI se félicite d'autre part que la plupart de ses élus municipaux fassent partie intégrante des majorités municipales et que, « à ce titre, [ils aient] une fonction véritablement utile et constructive », à la différence des élus du FN.

A. C.H.

## Le débat au PCF

### Les « gros bras » de Gagny

Les relations ne s'arrangent pas entre les communistes de Gagny et les dirigeants de la fédération de Seine-Saint-Denis du PCF. Les uns et les autres s'étaient déjà expliqués, au premier tour des élections municipales, en s'affrontant pacifiquement dans les urnes. Mercredi 22 mars, dans la soirée, les « fédéraux » ont changé de méthode. Selon les « locaux », une vingtaine de « gros bras », conduits par un membre du secrétariat de la fédération sont intervenus pour interdire une réunion du bureau de la section de Gagny. M. Dominique Lahaye, membre du secrétariat de la section, a déposé une plainte pour « violation de domicile » et « occupation illégale » des locaux, indiquant au commissaire de permanence sur le département que ces

hommes avaient « pénétré par effraction ».

Pour les municipales, la section de Gagny, ville perdue par le PCF en 1983, avait désigné M. Jean-Claude Pruski comme candidat. Ce dernier n'avait pas reçu l'aval de la fédération, qui avait décidé de lui opposer un sénateur, M. Jean Garcia. Les deux hommes avaient été les seuls élus de leurs listes, M. Garcia obtenant 965 voix (7,12 %) et M. Pruski en recueillant 706 (5,21 %). Le maire sortant, M. Jean Valentin (RPR), avait été réélu dès le premier tour en devançant le candidat du PS. « Des communistes interdissent à d'autres communistes de se réunir, de s'exprimer, c'est inadmissible, c'est le fascisme », a déclaré M. Pruski, estimant que l'action musclée de la

fédération était « un acte de paranoïa bureaucratique ». Permanent politique du PCF - il a été secrétaire général du groupe communiste de l'Assemblée à la fin des années 70 - il devait être convoqué, vendredi 24 mars au siège de la fédération du parti, pour un « entretien préalable » à son licenciement.

Interrogé par Libération, un responsable de cette fédération dirigée par M. Jean-Louis Mons, proche de M. Jean-Claude Gaysot, membre du secrétariat du comité central, a indiqué qu'il était urgent de reconstruire « la section sur des bases plus conformes au statut du parti ». C'est pourquoi les « fédéraux » ont repris les locaux dont ils sont propriétaires afin, selon ce dirigeant, de les mettre « à la disposition de tous les communistes ».

## Les communistes engagent la « bataille pour la vérité »

L'Humanité du vendredi 24 mars publie un article de M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du comité central du PCF, intitulé « Bataille pour la vérité ». Le doyen de cette instance annonce que l'organe central du Parti consacrera, le 30 mars, « un cahier spécial aux travaux du comité central » dont la prochaine session est prévue les 29 et 30 mars (le Monde des 22 et 24 mars). Les responsables du PCF, à tous les niveaux, sont appelés « à organiser une vente exceptionnelle de ce numéro » et sont invités à « porter une attention minutieuse à sa diffusion auprès des communistes », afin qu'ils « disposent le jour même de l'analyse de leur parti et de ses axes de travail ».

Cette initiative est prise car, selon M. Plissonnier, « les médias consacrent beaucoup de temps et de place à masquer la réalité des résultats des municipales. Ils s'acharnent, écrit-il, à transformer la confirmation de la remonte du Parti communiste en un

nouveau déclin de celui-ci. Ils célèbrent l'avènement d'un prétendu renouvellement de la politique pour tenter de recouvrir les méfaits toujours plus nocifs de l'austérité et de l'ouverture à droite ». M. Plissonnier dénonce « cette entreprise de manipulation de l'opinion publique et de falsification de la réalité ».

[Dans la dernière livraison de l'Humanité Dimanche, M. Roland

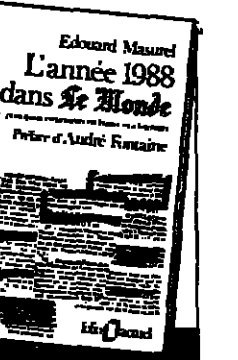
Leroy s'en prend violemment au Monde et l'Humanité du 23 mars prétend que le Monde « a refusé de porter à la connaissance de ses lecteurs » une lettre de M. Jean-Claude Gaysot s'élevant contre « une série de contrevérités à propos de résultats du PCF aux municipales, de sa politique et de l'élection de Noly-le-Grand ». Le Monde a, dans ses éditions du 24 mars, rendu compte de l'essentiel de l'analyse de M. Gaysot.]

## Toute l'année 88 en 240 pages

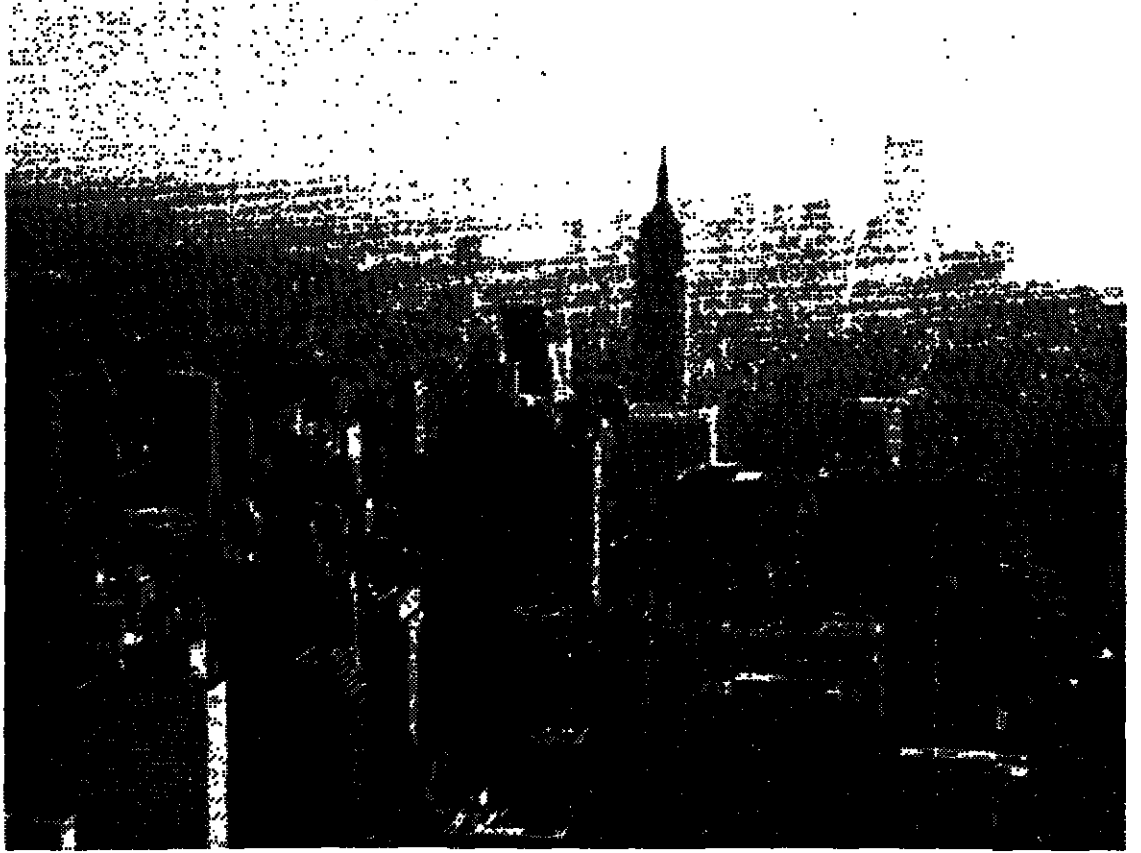
Les principaux événements, une chronique détaillée, deux index thématiques.

Le Monde - L'Édition

EN VENTE EN LIBRAIRIE



# Pan Am U.S. Super Price New York 2690 FF\*



Prix aller/retour au départ de Paris en Classe Économique. Les billets doivent être réservés 7 jours avant le départ et payés dans les 48 heures suivant la réservation. Offre soumise à l'approbation gouvernementale. Supplément de prix les vendredis, samedis, dimanches, 100 % de pénalité en cas d'annulation. Pour les autres conditions particulières de vente, contactez votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45, l'Amérique à de si petits prix, cela ne se voit pas tous les jours.

## N°1 sur l'Atlantique. PAN AM

### Ne laissez pas passer cette super chance

Pan Am U.S. Super Price est un véritable événement. Une nouvelle fois Pan Am vous propose d'excellentes occasions pour partir aux États-Unis. Pan Am U.S. Super Price est une offre spéciale qui s'étend jusqu'au 30 septembre 89, et qui vous permet de séjourner de 7 à 30 jours en territoire américain. Petit détail important, le nombre de sièges offerts à ces tarifs est limité, aussi réserver vos places dès aujourd'hui. Demain, il sera peut-être trop tard, alors contactez au plus tôt votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45, l'Amérique à de si petits prix, cela ne se voit pas tous les jours.

Prix en FF au départ de Paris	Retour 15 jours	Retour 30 jours	Retour 45 jours	Retour 60 jours
Boston	2690	2990	3590	3890
New York	2690	2990	3590	3890
Providence	2690	2990	3590	3890
Hartford	3100	3400	4000	4300
Baltimore	3100	3400	4000	4300
Washington	3100	3400	4000	4300
Albany	3400	3700	4300	4600
Buffalo	3400	3700	4300	4600
Cleveland	3400	3700	4300	4600
Charlotte	3400	3700	4300	4600
Cincinnati	3400	3700	4300	4600
Detroit	3400	3700	4300	4600
Philadelphie	3400	3700	4300	4600
Pittsburgh	3400	3700	4300	4600

Prix en FF au départ de Paris	Retour 15 jours	Retour 30 jours	Retour 45 jours	Retour 60 jours
Raleigh/Durham	3400	3700	4300	4600
Rochester	3400	3700	4300	4600
Syracuse	3400	3700	4300	4600
Nashville	3600	3900	4500	4800
Chicago	3600	3900	4500	4800
Indianapolis	3600	3900	4500	4800
Norfolk	3600	3900	4500	4800
Atlanta	3800	4100	4700	5000
Jacksonville	3800	4100	4700	5000
Miami	3800	4100	4700	5000
Orlando	3800	4100	4700	5000
Tampa	3800	4100	4700	5000
Denver	3900	4200	4800	5100
Kansas City	3900	4200	4800	5100
Austin	3900	4200	4800	5100
Dallas/Ft. Worth	3900	4200	4800	5100
Houston	3900	4200	4800	5100
Memphis/St. Paul	3900	4200	4800	5100
New Orleans	3900	4200	4800	5100
San Antonio	3900	4200	4800	5100
Salt Lake City	3900	4200	4800	5100
Los Angeles	4400	4700	5300	5600
San Diego	4400	4700	5300	5600
San Francisco	4400	4700	5300	5600
Santa Ana	4400	4700	5300	5600
Honolulu	5200	5500	6100	6400

MANAGER ET OU COMMUNIQUER

## Politique

Après les élections municipales

## Une fédération nationale d'élus beurs va se mettre en place

Quelque cinq cents candidats d'origine maghrébine, parrainés par l'association France-Plus, auraient été élus les 12 et 19 mars dans des conseils municipaux. Agés de moins de quarante ans, ces beurs — selon l'expression consacrée — envisagent de se réunir en fédération nationale.

« Il ne s'agit nullement de créer un parti politique mais d'échanger des expériences », affirme Arezki Dahmani, président de France-Plus. Un parti de quelle couleur, au demeurant ? Ces élus se répartissent presque à égalité entre la gauche et la droite (avec une nette prédominance pour la gauche dans les grandes villes). France-Plus voit dans cette diversité la plus belle illustration de « l'intégration » dont elle a fait son maître-mot.

Arezki Dahmani a donc gagné son pari. Ce militant de trente-sept ans, d'origine kabyle, qui enseigne l'économie à l'université de Villetaneuse, avait imposé six cents candidats un peu partout en France, après d'intenses négociations. Cinq sur six auraient été élus, malgré le climat détestable engendré par l'affaire des Versets sataniques.

C'est surtout vrai des femmes : sur une cinquantaine de candidates, quarante-deux ont fait leur entrée dans des conseils municipaux, comme Farida Berhaili, étudiante de vingt-trois ans à Epinal, Linda Benyacoub, fonctionnaire de quarante ans, à Marseille, ou Marjaba Cossou, chômeuse de vingt-neuf ans à Drancy.

Le président de France-Plus est catégorique : « Les Franco-Maghrébins ne sont plus un repoussoir. » A l'en croire, ces expatriés feraient même gagner des voix. Avoir un beur sur sa liste risque d'être, à l'avenir, non seulement du dernier chic, mais, aussi de la plus grande utilité. France-Plus se vante, par exemple, d'avoir joué un rôle dans l'élection de Noël Mamère à Bagles (Gironde) et d'avoir contribué, au contraire, à faire battre le

maire communiste sortant de Berre-l'Étang (Bouches-du-Rhône), qui déplaçait, paraît-il, aux beurs locaux.

Les candidats franco-maghrébins ne faisaient pas de la figure sur les listes. Placés en bonne position, certains auront en des postes d'adjoint au maire, comme Rabah Tounsi à Evry, ou Hocine Chabaga à Villeurbanne. Aucun d'eux ne sera en charge de l'immigration. Mais on fera appel à leurs compétences professionnelles. Ainsi, à Roubaix, Salem Kacot, cardiologue, sera adjoint à la santé ; à Epinal, Nadima Plantade, ethnologue, sera responsable de la culture, et, à Alès, Nouria Meziane, greffière, rendra des services à la justice.

## En piste pour l'Europe

Pour France-Plus, la prochaine étape est évidemment les élections européennes. « Aux municipales, souligne Arezki Dahmani, nous n'avions négocié qu'au niveau local, avec les têtes de liste. Là, il va falloir discuter avec les directions nationales de formations politiques. »

En un sens, ce sera moins facile car les partis ne disposeront que de quatre-vingt-cinq places sur chaque liste et auront beaucoup de candidats à caser. Mais, d'autre part, les municipales ont débarrassé le terrain.

« Il est démontré maintenant qu'on ne perd pas les élections avec un beur sur sa liste et que cela ne déclenche pas de fureurs polémiques sur l'immigration. »

Des discussions vont s'engager avec le PS, le RPR et l'UDF. A défaut d'accord, France-Plus menacerait de constituer, avec d'autres groupes — asiatiques, par exemple — une liste indépendante. Mais ce serait à contre-cœur : ayant joué à fond la carte de l'intégration — une intégration qui « passe par l'exercice des droits civiques » — ce mouvement n'a pas vocation à faire cavalier seul.

ROBERT SOLÉ.

## Divergences sur le vote pied-noir

Les pieds-noirs ont-ils modifié leurs habitudes électorales ? « Oui, affirme le délégué du gouvernement chargé des rapatriés, M. Maurice Benassayag. D'une part, ils s'orientent plus aux consignes politiques car la nature de leurs associations a changé en devenant plus culturelle que revendicative. D'autre part, lorsqu'ils votent à droite, les rapatriés votent plutôt pour le Front national que pour le RPR. Ils votent tout aussi bien, maintenant, pour le Parti socialiste. »

Cette analyse vise, en fait, à faire piocher à l'influence dans l'électorat pied-noir du mouvement RECOURS, et M. Benassayag ne s'en cache pas. « Le RECOURS, qui tend à devenir le relais du RPR de M. Chirac, n'a pu empêcher l'échec de celui-ci à l'élection présidentielle, y compris dans les départements qui comptent une forte population de rapatriés, ajoute-t-il. Il en a été de même aux législatives et aux municipales, où ses mois d'ordre n'ont pas été suivis d'effets, par exemple à Aix-en-Provence, où le RECOURS soutenait le maire RPR sortant à Aix-en-Provence, où il avait fait campagne pour le candidat du RPR, M. Bouvet, alors que plusieurs rapatriés ont été élus sur la liste du nouveau maire socialiste : de même qu'à Béziers, où le candidat socialiste a battu le maire RPR sortant. »

« Il faut aussi observer, indique M. Benassayag, que M. Benoufère, responsable du RECOURS, a été battu au Puy-de-Dôme, où il y a une forte communauté rapatriée, par un « divers droite ». M. Derouille, qui avait quatre rapatriés sur sa liste. »

Le délégué du gouvernement insiste, en revanche, sur certains scores réalisés par le Front national, notamment à Perpignan, avec l'appui des rapatriés, par M. Pierre Sergent, ancien chef de l'OAS en métropole, et, à contrario, sur les succès remportés par les listes socialistes dans les communes à forte population pied-noir, par exemple dans l'Hérault (à Lunel et à Agde), dans les Bouches-du-Rhône (non seulement à Marseille et à Aix mais aussi à Salon-de-Provence) et même à Meyzieu, dans le Rhône, où Jean Popereau a été réélu dès le premier tour alors que la moitié du corps électoral appartient à la communauté rapatriée.

M. Benassayag cherche ainsi à relativiser le poids politique du mouvement du RECOURS parmi les rapatriés d'Afrique du nord : « Cette organisation active ne saurait prétendre à la représentation majoritaire des pieds-noirs », notait M. Benassayag dans une déclaration publiée vendredi 24 mars par Libération.

La confédération du RECOURS n'a pas directement réagi, pour l'instant, à cette entreprise de déstabilisation. Elle s'est bornée à « enregistrer avec d'autant plus de satisfaction les résultats des municipales que plus des deux tiers des candidats qu'elle soutenait et auxquels elle avait décerné le label « Ami des rapatriés », en dehors de toute considération politique, ont été élus, de Georges Frêche (PS, Montpellier) à Jacques Médecin (RPR, Nice) en passant par Michel Mouillot (UDF, Cannes), Dominique Bouillot (UDF, Toulouse) et Jean Bouquet (UDF, Nîmes) ». « Le RECOURS regrette de n'avoir pas réalisé une performance parfaite ». Mais force est de constater, souligne son porte-parole, M. Jacques Roseau, que le Front national développe une alternative de plus en plus diabolique en devenant l'allié objectif et incontournable de la majorité présidentielle. »

M. Roseau se réjouit surtout du grand chelem réalisé à Paris par M. Jacques Chirac, « qui fut, souligne-t-il, le premier ministre de la parole tenue envers les communautés pied-noir et harkis ». Le porte-parole du RECOURS avait personnellement mené campagne dans le vingtième arrondissement, où le cinquième de la population est d'origine rapatriée. Il avait ainsi contribué à la victoire de M. Didier Bariani sur le candidat socialiste, M. Michel Charzat, et à l'affaiblissement de M. Jean-Marie Le Pen, après avoir mis en œuvre, en faveur du RPR, des moyens aussi importants que ceux utilisés quelques jours auparavant à Montpellier... en faveur du PS !

A. R.

## La dame d'Izieu à l'Elysée

M. François Mitterrand a remis les insignes de chevalier de la Légion d'honneur, jeudi 23 mars au palais de l'Elysée, à M<sup>me</sup> Sabina Zlatin, qui, pendant la dernière guerre mondiale, s'est occupée d'enfants juifs sans parents. Le chef de l'Etat a décoré plusieurs autres personnalités, dont l'écrivain Pierre Paraf, quatre-vingt-seize ans, commandeur de la Légion d'honneur, et le journaliste argentin Bartolome Mitre, directeur de la Nation.

M<sup>me</sup> Sabina Zlatin passerait facilement inaperçue, même dans la salle des fêtes de l'Elysée. Elle est de petite taille. Elle a le teint pâle et les cheveux blancs, évidemment. Elle a quatre-vingt-deux ans. Pourtant, tous ceux qui se sont intéressés au procès de Klaus Barbie, au printemps 1987 à Lyon, ne risquent pas de l'oublier. M<sup>me</sup> Sabina Zlatin est cette dame d'Izieu, dans l'Ain, où, le 6 avril 1944, des soldats allemands en armes embarquèrent quarante-quatre enfants juifs de cinq à dix-sept ans vers Lyon, d'où ils furent transférés à Drancy puis à Auschwitz.

M<sup>me</sup> Zlatin, née à Varsovie en 1907, réfugiée en France, juive polonaise et pour cette raison une parmi tant d'autres « menacées, suspectes, poursuivies, persécutées », selon les mots de M. Mitterrand, avait créé la maison d'Izieu afin qu'échappent à la barbarie des enfants juifs sans parents.

Un seul des enfants qui se trouvaient à Izieu le 6 avril 1944 a échappé à la rafle. René Wucher avait alors huit ans. Témoin au procès de Lyon, il avait raconté : « Les camions sont arrivés. Nous étions au premier étage. On nous a fait monter dans ces camions. Celui où j'étais est tombé en panne devant la pâtisserie du village. Des gens alors m'ont reconnu, ont crié qu'ils me connaissaient.

(Publicité)

## Qui a dit ?

- « Respect de l'État de droit. »
- « Renouveau de la fonction publique. »
- « Priorité à la recherche. »

Nous ne doutons pas de sa sincérité, mais... il y a les faits.

Et les faits, au C.E.M.A.G.R.E.F. (1), font preuve d'une remarquable opiniâtreté, d'un insolent entêtement, à saper la crédibilité des plus louables déclarations d'intentions gouvernementales.

Jugez plutôt : les personnels scientifiques, techniques et administratifs de l'établissement attendent toujours que le gouvernement veuille bien finir d'appliquer au C.E.M.A.G.R.E.F. la réforme des organismes publics de recherche prévue par la loi... du 15 juillet 1982 (2) !

Pourtant, cette réforme, décidée conjointement par M. Rocard en tant que ministre de l'Agriculture et M. Curien, ministre de la recherche, en 1984, était destinée à améliorer l'efficacité du C.E.M.A.G.R.E.F. dans son rôle d'établissement public de recherche, d'appui technique et d'essai au service de l'agriculture et du développement rural : Insertion dans la communauté scientifique, programmation et évaluation des travaux, statut des personnels de la recherche, mobilité, etc...

Pourtant, l'immense majorité du personnel souhaitait — et souhaite toujours — l'aboutissement de cette réforme. Alors pourquoi s'arrêter en chemin ? La direction générale de l'établissement et les ministères de tutelle sont en train de casser la dynamique qui s'était créée. Difficile, en effet, pour le personnel, de répondre à l'invitation du premier ministre au dialogue social et au renouveau de la fonction publique si le gouvernement ne se soucie ni de respecter la loi, ni d'honorer ses engagements antérieurs, ni de mener à bien les réformes déjà entreprises avec le soutien actif des agents.

Pouvons-nous espérer de Monsieur le premier ministre qu'il joigne « l'agir vrai » au « parler vrai » ?

Les personnels du C.E.M.A.G.R.E.F. en lutte avec les syndicats C.F.D.T.-F.O.-F.G.A.F. Adresse : Intersyndicale du C.E.M.A.G.R.E.F. - c/o SYGMA-C.F.D.T. 3, quai Chauveau, 69336 Lyon cedex 09. Tél. : 78-83-49-48.

(1) C.E.M.A.G.R.E.F. : Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts ; établissement public à caractère scientifique et technologique (E.P.S.T.) sous tutelle recherche/agriculture, depuis le 27/12/1985.

(2) La « Loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France » du 15/7/82 a permis la création de huit E.P.S.T. : C.N.R.S., I.N.S.E.R.M., O.R.S.T.O.M., I.N.R.A., I.N.R.I.A., I.N.R.E.T.S., C.E.M.A.G.R.E.F., U.N.E.D. ; le C.E.M.A.G.R.E.F. est aujourd'hui le seul E.P.S.T. à ne pas disposer des statuts des personnels de la recherche prévus par la loi (loi du 15/7/82 et décret du 30/12/83).

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

PITEUX qui, comme Ulysse, n'aurait pas fait un beau voyage, et s'en serait retourné, sans rime ni raison, dans son petit village, n'ayant vu ni le mont Palatin, ni le Tibre latin. (Profiteons-en, histoire de se venger sur le premier qui passe, pour dire ici du mal de Du Bellay, qui aurait pu s'économiser une lourde cheville en forme de pléonisme : où voit-on que le Tibre puisse être autre chose que latin ?)

N'ajoutons pas, il paraît que ce voyage raté, c'est la faute à Personne, du nom que se donnait Ulysse pour tromper un borgne. Mais exprimons, personnellement, l'impression de stupéfaction que subit tout voyageur qui ne voyage pas, parce qu'il s'est cassé les dents sur une correspondance. D'ailleurs, ce contretemps cadre trop bien avec le reste pour s'étonner qu'il se soit produit.

Il est vrai qu'il faut être le dernier des benêts pour se faire piéger par Francfort (sur le Main). Dans cet aéroport, il n'est constamment question que de départs différés et d'arrivées tardives des appareils. Il faut vraiment être nul pour ne pas le savoir. Le premier qui vient se plaindre des compagnies françaises est bon pour la strangulation.

Plutôt que le pays de légendes dont il était imprudemment question la semaine dernière, ce fut le retour au pot-au-feu municipal, qui, décidément, colle aux doigts.

DANS les villes (définition ?), on se bat pour être maire. La démonstration n'est pas à faire. En campagne, celle-ci ne se distinguant probablement pas des autres, c'est l'inverse. C'est à qui n'ira pas. L'adjoint de gendarmerie énumère les localités où tous les possibles ont envie de se faire porter pâles. Nombre de sortants ne se représenteraient pas, invoquant leur âge, mais aussi la lassitude. Les successeurs ne se bousculent pas. L'adjoint — souhailons qu'il se trompe — préconise le temps où les maires, tant il leur faut maintenant de compétences, seront des fonctionnaires. Revenir au temps où ils étaient normaux, ce n'est pas si vieux, merci.

Les « trente-neuf heures », pour un maire rural, cela n'existe pas. Il faut beaucoup d'habitants pour n'être plus « rural » et que l'administré consente à avoir un autre interlocuteur que le maire. M. Henri Nallet, à Tonnerre, l'a déjà compris.

Un « vrai » maire rural, dont l'Yonne républicaine (qui a présenté les résultats d'une manière particulièrement incomplète) (1), se fait l'écho, explique : « Dans les petites communes, le maire est un peu le farin du village. Et puis les gens ne souffrent plus rien. Ils deviennent de plus en plus amérindiens. »

C'est ainsi que, dans l'une de ces communes, il n'y a jamais de bulletins de vote. Cette fois-ci, sur 126 inscrits, il est sorti 68 noms au premier tour ! En 1959, raconte un habitant, il a fallu soixante-six

tours pour élire le maire. Il est repassé avec trois voix, le pauvre. »

Mais ceux qui ne veulent pas s'y coller répugnent à ce qu'un autre, fût-ce pour être un simple conseiller municipal, occupe la place. Des noms d'oiseaux accompagnent parfois le bulletin rayé pour l'annuler. A l'aune du village, le consensus...

AU chef-lieu du canton, cela s'est passé plus simplement. L'équipe municipale a été reconduite à peu près à l'identique. De sorte que le maire, point encore réélu mais assuré de l'être, a pu, mardi, enraciner, sur la place du marché, cet arbre de la Liberté (ici, un tilleul argenté) dont, très théoriquement, un exemplaire devait être planté le même jour dans chacune des trente-six mille et quelques communes de France.

## Ulysse

Chacun y est allé de sa pellette : le maire, évidemment, le conseiller général, le receveur des postes, et même le curé, dont l'église, restaurée à grands frais, a reçu un coq neuf et une Pietà, paraît-il du XVI<sup>e</sup> siècle, remise à neuf. Le précédent coq datait du 16 novembre 1822. Il était rongé de rouille, mais aussi criblé de balles.

Les guerres ? Non. L'adjoint de gendarmerie sait, lui, que des rigoles ne tarderont pas à s'exercer au fusil sur cette cible neuve d'un genre particulier. L'habitude est ancienne.

Le sous-préfet honorait la manifestation de sa présence. Avec ses pantalons trop courts, on pouvait admirer ses chaussettes vert foncé du meilleur effet. Les enfants des écoles, cocarde tricolore dans les cheveux, ont successivement chanté : une fader prénominale, pour les petits ; une Carmagnole pas trop fausse, pour les moyens ; et la Marseillaise, pour tout le monde. Le sous-préfet était au garde-à-vous, serrant les poings ; non pas d'émotion, mais parce que, comme tout un chacun, il pelait de froid.

Enfin, on a inauguré le nouvel ensemble immobilier postes-HLM-école dédié à Robert Desnos, « poète français, mort en déportation ». Le chef-lieu étant jumelé avec une localité allemande, dont un représentant s'était déplacé pour la circonstance, un mauvais esprit pouvait trouver cela bizarre. Mais le jumelage allemand n'a pas piégé. Après tout, Louis XIV dans le Palatinet et Napoléon en

Bavière n'ont, toutes proportions gardées, pas non plus été des anges.

AU marché, il y a une nouvelle marchande, la dame de la ferme du Colombier ; grande femme dont le visage trahit le travail incessant. Muette, immobile, elle propose des œufs et des pains d'épice, et puis elle parle.

Avec trois enfants en bas âge, dit-elle, c'est difficile de venir au marché. Elle doute de pouvoir continuer. Et puis, il y a la future autoroute (relancée durant cette cohabitation qui paraît effacée de l'histoire mais qui va se graver dans la terre d'ici) qui va leur prendre 10 hectares et couper en deux leur ferme, où ils sont quasiment les derniers à pratiquer l'élevage et à tenir une basse-cour dont ils essaient de vendre les produits. Devons-nous rester, se demande-t-elle, avec cette exploitation amputée, coupée en deux ? C'est plus que l'ordinaire plainte paysanne, mais le cri du laboureur sans espoir.

SPECIAL-COPAINS. Comme le fut Yma Sumas, la chanteuse péruvienne des années 50, si injustement oubliée, Thierry Roth-Platen est un prodige vocal, dégringolant des sommets de la haute-contre aux abords de la basse ; faisant le grand écart sur quatre ou cinq octaves, quand le commun des mortels ne doit pas dépasser l'octave et demie. (Ce sont là des approximations d'amateur qui a eu peine à trouver réponse à ses questions sur ce point.)

Pour autant que la comparaison des timbres soit possible de mémoire, la voix de Thierry Roth-Platen l'emporte en richesse sur celle de son prédécesseur dans le genre, Klaus Nomi, disparu voilà quelques années et dont le renommé tenait surtout à ses aigues.

Thierry Roth-Platen sort aujourd'hui son premier disque, un modeste 45-tours, alors qu'il s'était jusqu'alors fait connaître par de trop rares récitals pour happy few.

Sur ce disque, sorti aux Editions Celatoid, 50 rue Stendhal, Paris-20<sup>e</sup>, figurent deux airs (plutôt que deux « chansons ») : « Glasnost et Zimbe ». Ce dernier morceau, que chantait Lucienne Dalyle dans les années 40, donne à notre... pourquoi n'y a-t-il pas de ressemblance à cantatrice ?) chanteur (faute de mieux) l'occasion de faire montre d'une époustouflante virtuosité ; d'autant plus remarquable que la voix est belle « au naturel ».

Thierry Roth-Platen, c'est un vrai talent. S'il n'y a décèle pas malice, il ferait (une idée, comme ça) un fantastique meneur de revue. Car il y a aussi de l'acteur dans cette voix-là.

(1) Ne jamais fournir l'équation politique des listes au pouvoir, y compris dans des villes comme Avallon, Migennes ou Saint-Florentin, c'est pousser un peu loin l'objectivité — journalistique.



## Pour lutter contre l'échec scolaire

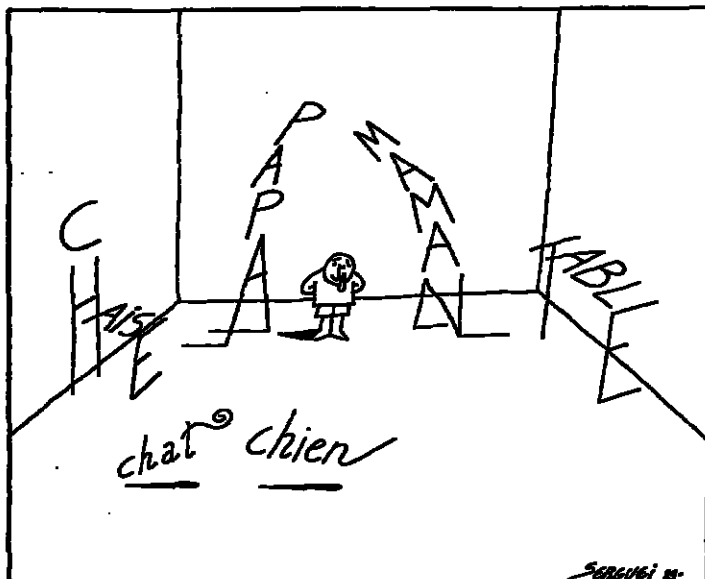
### Le rapport Migeon propose un apprentissage continu de la lecture, de la maternelle au collège

M. Lionel Jospin a précisé, jeudi 23 mars à Arras, les suites qu'il comptait donner au rapport du recteur Michel Migeon sur l'apprentissage de la lecture, rendu public le même jour. Il a notamment indiqué que, dès la rentrée prochaine, il sera procédé à une évaluation des acquis des élèves de CE 2 et de sixième, en français et en mathématiques, afin que des actions de soutien et d'approfondissement puissent être menées, si nécessaire. Des modules de

formation continue seront mis au point pour les enseignants qui sont confrontés à des difficultés particulières d'apprentissage de la lecture. Des « missions lectures » permettront à des maîtres qualifiés d'apporter une aide à leurs collègues. Des missions mixtes d'inspection seront mises en place pour les écoles maternelles et élémentaires. Le rapport Migeon sera largement diffusé, pour que toutes les personnes concernées

puissent y apporter leur contribution, en vue d'un colloque national à la fin de l'année. M. Jospin a insisté sur la notion de décloisonnement, à la fois entre les classes, entre les disciplines, et entre l'école et son environnement, notamment avec les associations périscolaires qui prennent en charge les enfants les plus défavorisés. Il a également estimé que la scolarité dès l'âge de deux ans devait être généralisée dans les zones d'éducation prioritaires.

## Un sur cinq...



« Lire, c'est comprendre », précisent les programmes et instructions pour l'école élémentaire. Or, plus d'un élève sur deux arrive au collège avec une maîtrise insuffisante de la lecture, et au moins 20 % ne savent absolument pas lire.

C'est sur ce constat navrant, établi en 1987 par la direction de l'évaluation et de la prospective, que s'appuie le rapport de M. Michel Migeon, ancien recteur, professeur à l'université Lille-I. Encore faut-il distinguer entre les enfants qui ne font que du « déchiffrement » et les « vrais lecteurs », c'est-à-dire ceux dont la vitesse de lecture est supérieure au débit de parole, soit environ 9 000 mots à l'heure. Ces derniers ne sont que 9 % à l'entrée en sixième et moins de 20 % en troisième. De telles statistiques inquiètent M. Migeon à l'extrême : « Le pronostic global de réussite est, à l'entrée au collège, de moins d'un élève sur deux ».

L'échec scolaire est précoce et le savoir-faire le conditionne grandement. C'est pourquoi les propositions que fait M. Migeon au ministre de l'Éducation nationale « pour modifier les pratiques » concernent à la fois la maternelle, le primaire et le cycle d'observation des collèges. Il rappelle, en effet, que la lecture n'est pas un savoir qui s'acquiert une fois pour toutes, et que « le moment fondamental de son acquisition s'étale de deux à douze ans ».

Les instructions officielles, qui, depuis 1972, recommandent l'allongement du temps d'apprentissage sur deux ans (CP et CE1), n'ont jamais été suivies d'effets. Pour les parents et de nombreux enseignants : « C'est au cours préparatoire qu'on apprend à lire ». Et gare au redoublement pour ceux qui l'ont ! Or, précise M. Migeon, « toutes les études montrent que le redoublement au CP équivaut à une véritable condamnation ».

À la place de ce copier-coller, Michel Migeon préconise un apprentissage continu en trois cycles de trois ans :

la petite enfance (deux à cinq ans), les apprentissages premiers (cinq à huit ans) et les approfondissements (huit à onze ans). Pour chaque cycle, les programmes actuels seraient traduits en objectifs prioritaires et complémentaires.

Une telle hiérarchisation éviterait d'abandonner en route les élèves les moins rapides, à condition qu'il y ait une continuité des contenus et des méthodes pédagogiques. Dans ce but, des liens doivent exister entre les maîtres de la grande section de maternelle, du CP et du CE1. L'idéal serait que le même enseignant suive les enfants au CP et au CE1. « Plus important encore est de peser sur la constitution d'équipes pédagogiques d'instituteurs expérimentés, pour mener à bien l'acquisition du premier niveau de lecture-écriture », écrit M. Migeon, regrettant que ces classes soient trop souvent confiées à des débutants.

Il souhaite que les académies organisent chaque année l'évalua-

tion des acquis de tous les élèves à leur entrée en CE 2 ainsi qu'en sixième, et que les parents et les enseignants concernés soient destinataires des résultats. En corollaire « des actions de soutien ou de reprise d'apprentissage seront organisées en début des classes de CE 2 et de sixième ». L'homme-clé de cette rénovation sera l'inspecteur départemental. C'est lui qui aura en charge « la mise en œuvre d'une pédagogie de la réussite pour tous les enfants de toutes les écoles maternelles et élémentaires de sa circonscription ».

## Des « animateurs-conseillers »

La mise en œuvre de cette réforme demande une modification de la formation continue des maîtres, jugée dans son état actuel « insuffisante », car « effectuée trop loin du terrain, sur une base individuelle et coupée de l'exercice pédagogique ».

Le recteur Migeon propose une formation en équipe, proche des lieux de travail pour la mise en pratique immédiate, avec l'aide d'« animateurs-conseillers », des connaissances acquises. Cette réflexion amène à constater le manque de formateurs : M. Migeon réclame « à titre exceptionnel, un module de formation à l'apprentissage de la lecture-écriture, défini et diffusé au plan national », pour qu'une « première vague de formateurs » soit mise à la disposition des équipes de terrain « dans les meilleurs délais ».

Ce serait aussi l'occasion de mettre en relation deux mondes qui s'ignorent : les praticiens et les chercheurs. Il propose « que la recherche universitaire en sciences de l'éducation soit structurée, développée et soutenue au plan des moyens » et « que les compétences de l'INRP soient reconnues et utilisées ». Outre l'organisation de « pôles académiques de recherche et d'innovation pédagogiques », le rapport demande pour les écoles normales une organisation de type « institut universitaire » permettant de « professionnaliser » la formation initiale des instituteurs.

L'environnement immédiat de l'enfant étant tout aussi important pour ses progrès en lecture que l'école elle-même, M. Migeon suggère « des actions d'accompagnement au bénéfice des parents défavorisés » et des expériences pédagogiques au niveau des CE2, CM1 et CM2 pour apprendre aux enfants à regarder la télévision autrement. Enfin, « puisque c'est dans les livres que l'on apprend à lire », il invite M. Jospin à lancer une grande opération consistant à doter chaque classe, prioritairement celle de grande section de maternelle, CP et CE1, d'une centaine de livres de jeunesse.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

## L'instruction de l'affaire de la SORMAE

### Encore des inculpations

Les inculpations des hommes politiques — élus municipaux ou régionaux mis en cause par certains dirigeants de la SORMAE, selon lesquels de l'argent leur aurait été versé afin d'obtenir d'eux en retour des attributions de marchés de construction, — se poursuivent au Palais de justice de Paris.

Dans la journée du jeudi 23 mars, M. Pierre Culié, président de la section de la chambre d'accusation de Paris chargée du dossier, a notifié à M. Jean-Louis Geiger, membre (UDF) du conseil de la région Provence-Côte d'Azur, une inculpation de corruption et de complicité d'abus de biens sociaux. Le magistrat a aussi inculpé MM. Jean-Pierre Roux, ancien maire RPR d'Avignon puis battu le 19 mars, et Jean-Victor Cordonnier (PS) ancien premier adjoint à la mairie de Marseille, de corruption et recel d'abus de biens sociaux.

Ces personnalités régionales, comme celles inculpées la veille (le Monde du 24 mars) figuraient sur la liste de celles dont le parquet général de la cour d'appel de Paris avait requis l'inculpation dès le 15 février, à l'exception de M. Geiger, à propos duquel M. Jean-Claude Gaudin, président UDF du conseil de la région Provence-Côte d'Azur, a déclaré qu'il lui gardait « toute sa confiance ». « Je connais cet élu comme un honnête homme, a-t-il ajouté, j'apprécie son travail et sa rectitude. Je ne peux pas croire qu'il soit impliqué dans cette affaire ».

En dehors de ces inculpations de « politiques » qui devraient encore être complétées, M. Culié a notifié des inculpations de corruption et complicité d'abus de biens sociaux à deux responsables d'une société niçoise la Côte d'Azur Aménagement, réalisation développement (CAARD), MM. Pierre Michaux et Patrice Prud'homme.

Une autre affaire est venue se greffer sur celle proprement dite de la SORMAE. Elle concerne le chef de la section financière du SRP de Marseille, M. Yves Levasseur. À la suite de déclarations faites par certaines personnes entendues, il est apparu au procureur de la République de Marseille que ce policier était susceptible d'être inculpé de corruption : une société de travaux publics parisiens lui aurait proposé une remise d'argent pour ne pas apparaître dans le dossier.

En sa qualité d'officier de police judiciaire, M. Levasseur ne pouvait faire l'objet d'une information judiciaire au tribunal dans le ressort duquel il exerce ses fonctions.

Il appartenait à la chambre criminelle de la Cour de cassation, en application de l'article 687 du code de procédure pénale, de désigner une juridiction pour instruire le dossier visant ce fonctionnaire. C'est ce qu'elle a fait mercredi 22 mars, en choisissant le tribunal de Paris dont le président a confié le dossier à l'un des juges d'instruction de cette juridiction, M<sup>me</sup> Annie Grenier.

## Amnistie et délits électoraux

### Le pourvoi de la famille Brocard est rejeté

La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, jeudi 23 mars, le pourvoi formé par les parents de Philippe Brocard, ce sympathisant socialiste mortellement blessé de neuf coups de poignard, le 7 mars 1986, au cours d'une rixe avec des colleurs d'affiches du Front national. Les parents du jeune homme demandaient que soit cassé un arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles qui, en décembre 1988, avait jugé que la loi d'amnistie votée l'été précédent, devait s'appliquer et effacer — car ils sont en relation avec les élections, — tous les délits connexes au crime, comme la non-assistance à personne en danger, la détention d'armes et la dissimulation de traces. Ainsi, à l'exception de l'auteur principal, qui devrait être jugé par une cour d'assises, les trois autres membres du commando, qui ont été remis en liberté quelques mois après les faits,

échappent à toute sanction pénale (le Monde du 23 mars).

La chambre criminelle de la Cour de cassation, si elle a déclaré le pourvoi recevable, l'a rejeté sur le fond. En faisant valoir qu'elle n'a pas à interpréter la loi d'amnistie et qu'il n'existe aucun principe de droit pour justifier qu'un délit connexe à un crime, et commis à l'occasion d'élections, perde cette spécificité qui lui confère l'amnistie.

AG. L.

## Rejugés à Paris après cassation

### Deux membres du GAL sont condamnés à des peines de réclusion

À la suite d'une audience de deux jours, la cour d'assises de Paris, spécialement composée de magistrats, a condamné, jeudi 23 mars, deux hommes recrutés par le Groupement antiterroriste de libération (GAL), qui avaient assassiné quatre réfugiés basques espagnols dans un bar de Bayonne, le 25 septembre 1985.

Lucien Martet, quarante-cinq ans, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité et, par décision spéciale de la Cour, la sanction est assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans, pendant laquelle le condamné ne peut bénéficier des dispositions concernant la suspension ou le fractionnement de la peine, le placement à l'extérieur, les permissions de sortir, la semi-liberté et la libération conditionnelle. Son complice, Pierre Frugoli, vingt-six ans, a été condamné à vingt ans de réclusion criminelle.

Lors d'un premier procès, qui s'était déroulé devant la cour d'assises spéciale des Pyrénées-Atlantiques le 30 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre 1987, les deux hommes avaient été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, décision annulée par la Cour de cassation, qui avait désigné la cour d'assises de Paris pour statuer à nouveau.

● Xavier Curtet inculpé pour une quinzaine d'incendies à Belfort. — Auteur présumé de l'incendie d'un meublé, le 8 mars, au centre de Belfort (quinze morts, dix blessés), Xavier Curtet, vingt-trois ans, a été de nouveau inculpé, jeudi 23 mars, pour une quinzaine d'autres incendies volontaires qui ont eu lieu, sans faire de victimes, également à Belfort, au début de l'année dans deux quartiers populaires de la ville. Après son inculpation, le 11 mars, pour l'incendie meurtrier du meublé, Xavier Curtet avait été écroué dans une maison d'arrêt éloignée de Belfort. C'est pour cette raison, que les nouvelles inculpations lui ont été notifiées à Dijon.

## Une décision de la cour de Paris

### Les avocats peuvent faire connaître leur « activités dominantes »

La cour d'appel de Paris, statuant en assemblée composée des trois premières chambres, sous la présidence de M<sup>me</sup> Myriam Ezratty, a rejeté, mercredi 22 mars, un recours formé par deux membres du barreau d'Evry, qui s'opposaient à ce que les « activités dominantes » des cabinets d'avocats figurent dans l'annuaire des barreaux d'Ile-de-France.

M<sup>me</sup> Martine Kainic et Roger Hudon estimaient que cette mention constituait une infraction aux textes réglementant la publicité de la profession mais, surtout, ils invoquaient une atteinte à l'égalité entre les avocats et reprochaient à cette mention d'introduire, dans l'esprit du public, une confusion entre les spécialistes authentiques et ceux qui, sur simple déclaration, s'inscrivent sur les listes d'« activités dominantes » sans aucun contrôle.

Le 29 février 1988, le Conseil de l'ordre du barreau d'Evry avait rejeté la réclamation présentée par les deux avocats. La cour d'appel de Paris se trouvait donc invitée à trancher. Mais la haute juridiction a d'abord recueilli l'avis d'« amis de la cour » (amicus curiae) et de personnalités choisies par les parties. Ainsi, le bâtonnier de l'Ordre des avocats à la cour d'appel de Paris, M<sup>me</sup> Philippe Lafarge, et le bâtonnier Roger Malinconi, président en exercice de la conférence des bâtonniers, se sont montrés favorables à la publication des « activités dominantes », telles qu'elles figurent d'ailleurs depuis 1984 dans l'annuaire des avocats à la cour de Paris. Ainsi, chaque membre de ce barreau peut demander à apparaître, sous sa propre responsabilité, dans cinq rubriques maximum,

parmi quarante-quatre activités : droit maritime, droit administratif, droit du travail, droit étranger, droit fiscal, de la construction, etc. M. André Damien, conseiller d'État, ancien bâtonnier du barreau de Versailles, avait, pour sa part, souligné que les barreaux reconnaissent à cette inscription tout qu'un système de contrôle des compétences n'aurait pas été institué. C'était aussi l'avis de M<sup>me</sup> Sylviane Mercier, présidente du Syndicat des avocats de France (SAF), qui a en outre jugé que la précision d'une activité dominante constituait « une publicité dépréciative » à l'égard des jeunes et de ceux qui exercent leur profession à titre individuel. Certains intervenants, comme le bâtonnier Malinconi, ont souhaité faire une distinction entre « l'activité dominante » et « la spécialité », qui ne fait l'objet actuellement d'aucun diplôme approprié. Aussi M<sup>me</sup> Mercier s'est-elle prononcée en faveur d'une réforme législative instituant des spécialités.

En l'état actuel des textes, il n'entre pas dans le pouvoir des Ordres de subordonner l'exercice d'une activité spécialisée ou dominante à l'existence de conditions spécifiques qu'il appartient au seul législateur d'établir (...). Si cette situation de droit existait actuellement, toute possibilité d'établissement de listes de spécialités, qui impliqueraient une reconnaissance des compétences, il n'en va pas de même en ce qui concerne l'exercice d'une activité dominante qui porte sur une situation de fait. Il appartient au Conseil de l'ordre (...) de veiller à l'observation des devoirs des avocats et d'exercer la surveillance que l'honneur et l'intérêt de ses membres rendent nécessaires.

La cour observe en outre que l'inégalité de traitement entre les avocats, invoquée par les requérants, n'est pas fondée « dès lors que chacun d'eux demeure libre de décider de ses conditions et modes d'exercice, ainsi que de s'inscrire, ou au contraire de s'abstenir de figurer, dans la partie de l'annuaire consacrée à la mention des activités dominantes ».

Enfin, la cour précise : « Constitue une pure assertion l'argument selon lequel la publication d'un tel annuaire aurait pour effet de déprécier, auprès des justiciables, ceux des avocats qui entendraient exercer la profession en sa plénitude, en tant que généralistes. En effet, au sein des barreaux, qui ont déjà admis les activités dominantes, il n'apparaît aucun lien démontré entre la notoriété ou le niveau des revenus professionnels et l'étendue du champ d'activités revendiqué ».

MAURICE PEYROT.

## Information du public

Le ministère public, représenté par l'avocat général Gérard Lupi, tout en considérant que cette initiative répondait au besoin d'information du public, a estimé que les modalités d'inscription des activités dominantes retenues par le barreau d'Evry « ne comportaient aucune garantie de nature à assurer les justiciables de la réalité de l'exercice des activités dominantes mentionnées ».

La cour n'a pas retenu cette dernière argumentation. Elle déclare

## Elections de présidents d'université

### M. Michel Meslin à Paris-IV

M. Michel Meslin, professeur d'histoire comparée des religions et d'anthropologie religieuse, a été élu président de l'université de Paris-Sorbonne (Paris-IV), par 69 voix sur 105 votants. Il succède à M. Jacques Bompain, qui avait démissionné de ses fonctions d'administration provinciales de l'université ayant été confiée, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1988, à M. Charles-Pierre Guillebeau.

[Né le 29 septembre 1926 à Paris, M. Michel Meslin a effectué ses études à la faculté des lettres de Paris. Il est agrégé d'histoire et docteur ès lettres. Il a été professeur au lycée d'Amiens (1954-55), attaché de recherche au CNRS (1955-59), professeur à la faculté des lettres de Rennes (1965-69), à l'université de Nanterre (1969-70), puis à Paris-Sorbonne (depuis 1970). Il était premier vice-président de l'université de Paris-Sorbonne depuis 1982.]

### M. Georges Cremer à Paris-V

M. Georges Cremer, professeur de médecine a été élu président de l'université René-Descartes (Paris-V) au premier tour, par 82 voix sur 139, en remplacement du professeur Louis Augier.

[Né le 15 avril 1927 à Paris, M. Cremer est doyen de l'UFVR Cochin-Port-Royal, chef de clinique en 1961, il est nommé professeur agrégé de médecine interne en 1971, et titulaire de la chaire de Cochin en 1983. Depuis 1986, il coordonne le département de médecine interne de Cochin avec le professeur Christopherson.]

### M. Bernard Miège à Grenoble-III

M. Bernard Miège, professeur de sciences de la communication, a été élu, le 20 mars, président de l'université Stendhal (Grenoble-III), au deuxième tour, par 56 voix, sur 38 bulletins blancs et un nul. Un autre candidat, M. Serge Lancel, avait obtenu au premier tour 45 voix, contre 48 à M. Miège. Un premier vote sans résultat avait eu lieu le 13 mars. M. Miège succède à M. Hippolyte Rakotofringa, qui avait démissionné.

[Né le 5 novembre 1941, à Annecy (Haute-Savoie), M. Miège est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, docteur d'État en sciences économiques et en lettres et sciences humaines. Il a été, de 1968 à 1973, adjoint au directeur du service de la recherche du ministère de la culture. Entré en 1973 comme assistant à l'université Stendhal et nommé professeur en 1980, il a enseigné à l'université de Rennes-II de 1980 à 1983, avant de revenir à Grenoble. Il est président de la Société française des sciences de l'information et de la communication, et l'auteur de plusieurs ouvrages sur les industries culturelles et les structures de la communication audiovisuelle.]

**PICARD**

**Parade**

La serrure automatique sans clé

Ligne des installations agréée au 42-33-44-26

MANAGER ET OU MUNIQUER

## Société

## Succès de la journée nationale d'action de la SNAPC

## Les policiers en civil contre le « mandarinat »

Grand et massif, cheveu et barbu, lunettes à fine monture, pour les amateurs de préjugés, M. Alain Brillet n'a pas l'apparence du « fio » de police judiciaire qu'il est, depuis plus de vingt ans, à Nantes (Loire-Atlantique), mais plutôt celle d'un écologiste endurci, voire d'un subvante-lutteur attardé.

Du 68 libertaire, il a le franc parler, loin des convenances hiérarchiques et de la langue de bois : « J'ai toujours été syndiqué. Parce que je suis un éternel révolté, je ne supporte pas les atteintes au droit, je n'admets pas le mandarinat et son cortège de passe-droits et de privilèges régaliens. Mes capacités d'indignation et de révolte sont intactes face à la bêtise ou à l'incurie. »

Cette mobilisation, à laquelle son élection récente au secrétariat général du SNAPC ne fut pas étrangère, avait aussi le goût du spectaculaire et de l'innovation hérités de 1968 : écharpes tricolores distribuées aux passants, brassards « policiers en civil en colère », défilés de rue, banderoles déployées à la base des tours de Notre-Dame par les « alpinistes de la BRI », les « durs » de la brigade de recherche et d'intervention du Quai des Orfèvres, autrement dénommée brigade anti-gang, cortège de véhicules en province, baptisés « opération escargot », etc.

Organisée par le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), majoritaire parmi les inspecteurs et enquêteurs, la journée nationale d'action du jeudi 23 mars (le Monde du 24 mars) a été un succès. Sur tout le territoire et y compris dans les DOM-TOM, quelque 6 000 policiers ont participé à des assemblées générales, à des défilés accompagnant des délégations dans les préfectures ou à des cortèges de véhicules. A Paris, 800 policiers en civil se sont rassemblés sur le parvis de Notre-Dame, face à la préfecture de police ; à Marseille, ils étaient 300, à Lyon près de 400, à Lille 200. Seuls incidents : quelques paroles vives échangées avec le préfet de police des Bouches-du-Rhône ainsi qu'avec le préfet de Meuse (Lozère).

Des années 80 ces manifestations avaient cependant conservé la sagesse et la réserve, un côté responsable esquissant ces débordements quelque peu postjudiciaires que n'avait pas eût, dans le passé, le corps des policiers en civil. « Nous sommes des policiers, donc des légalistes », explique M. Brillet. Nous ne ferons donc jamais d'actions illégales. Ce jeudi, nous nous sommes limités à la grève nous est interdite — mais appliquée — le décret de 1982 sur les droits syndicaux dans la fonction publique qui autorise trois heures groupées d'information syndicale par trimestre.

Cette sagesse est toutefois trompeuse : le SNAPC a su « tenir » ses troupes mais la colère des manifestants affleure sans cesse, nourrie par une profonde lassitude due à leurs conditions de travail. « En cette année du

teurs et les enquêteurs ressentent un malaise qui les dépasse.

« La démotivation est insupportable, commente M. Naigou. Les manifestants d'aujourd'hui ont en général au minimum sept à huit ans d'ancienneté. Les jeunes ne sont pas venus. Ils se disent : à quoi bon ? A quoi bon faire du zèle quand on ne peut prendre ses rétroviseurs, quand l'indemnité par heure supplémentaire n'est que de 4,40 francs, quand les frais de police ne dépassent pas 155 francs, quand l'avancement est bloqué puisque le rapport promotionnel-promu est tombé, en dix ans, de 90 % à 9 % ? »

Une insatisfaction certes corporatiste mais significative d'un climat d'ensemble. Et qui se focalise notamment sur l'actuel directeur général de la police nationale, M. Ivan Barbot, soupçonné par le SNAPC de se préoccuper plus de ses nouvelles fonctions internationales à la tête d'Interpol que de la police française au quotidien.

E. P.

## Cote d'alerte

M. JOXE est un ministre heureux, mais le temps lui est désormais compté. Si les policiers en civil manifestent, c'est, assurent-ils, afin de l'aider, de l'inviter à accélérer le mouvement, de soutenir ses ambitions réformatrices. Un avertissement sans frais, qui sous-entend, néanmoins, qu'un retard a été pris.

Le SNAPC n'est pas seul à le penser et à le dire : par-delà de traditionnelles rivalités syndicales, il tient, aujourd'hui, le même discours que la puissante Fédération autonome des syndicats de police (FASP), majoritaire parmi les policiers en tenue, qui annonce, elle aussi, une mobilisation pour mai prochain. « Aucune divergence fondamentale entre nous », résume le secrétaire général du SNAPC.

Le message syndical est clair : le changement ne passe pas, la hiérarchie bloque, la police n'est pas dirigée. Entre les dossiers basque et corse, les échéances électorales et les problèmes internes au PS, M. Joxe n'a-t-il pas quelque peu dégariné son front policier ? Bousculée par l'événement, la police redonne une thérapie permanente, comme le découvre à ses dépens Gaston Daffre, obnubilé par la décentralisation.

Réforme de l'encadrement, blocage des carrières, réorganisation des structures territoriales : autant de dossiers connus de la place Beauvau mais aujourd'hui au point mort. Le crédit du ministre de l'Intérieur est encore intact, il le restera à condition qu'il se consacre rapidement aux dossiers.

EDWY PLENEL.

## RELIGIONS

## Des personnalités lancent un « appel au dialogue » dans l'Eglise catholique

« Nous ne pouvons plus nous taire... » Ainsi commence le texte d'un « appel au dialogue dans l'Eglise catholique », signé par une trentaine de prêtres et de laïcs, publié dans l'hebdomadaire *Témoignage chrétien* daté 20-26 mars. « Nous ne nous reconnaissons pas dans les attitudes frileuses des plus hauts responsables de l'épiscopat et du Vatican », affirment les auteurs, qui dénoncent « le refus de voir un film, si contestable soit-il, les interdits moraux répétés, l'autoritarisme et le cléricalisme, les pressions du Vatican dans les

nominations épiscopales, dans les débats éthiques, autour des théologies de la libération, [qui] donnent de l'Eglise et de l'Evangile une image tronquée ».

Les premiers signataires de cet appel (9, rue Cadet, 75009 Paris) sont René et François Bedarida, historiens, Jean-Marie Bockel, député et nouveau maire socialiste de Mulhouse, Jean Delumeau, professeur au Collège de France, Pierre Pierrard, historien, Pierre Toulat, secrétaire de la commission Justice et Paix, et Georges Montaron, directeur de *Témoignage chrétien*.

On apprit ainsi qu'un visiteur récent du commissariat de la Folie-Méricourt qui, résistant, y avait été détenu et malmené en... 1943, avait constaté que les lieux n'avaient pas changé depuis quarante-cinq ans. En somme, les orientations réformatrices de M. Pierre Joxe ne se traduisaient pas, ou peu, à la base, entravées par les pesanteurs et conservatismes hiérarchiques. « Notre ministre actuel est certainement quelqu'un qui peut briser ce mur de la routine et de l'habitude », explique M. Brillet. Mais il est un peu seul... « Et on voudrait l'aider un peu », conclut M. Christian Naigou, secrétaire général adjoint.

Car, c'est le paradoxe de cette mobilisation : loin de s'opposer au ministre de l'Intérieur, elle voudrait l'inviter à aller plus vite et plus fort. Corps intermédiaire coincé entre la masse des gardiens de la paix et la hiérarchie des commissaires, les inspec-

## MÉDECINE

## Plus d'un millier de séropositifs, plusieurs dizaines de morts

## Sida : les hémophiles adressent un ultimatum au gouvernement

L'Association française des hémophiles adresse un ultimatum au gouvernement en lui demandant de fournir, avant la fin du mois d'avril, une réponse concrète aux problèmes de la contamination de ces malades par le virus du sida à partir de produits anticoagulants infectés. Il y a en France environ 3 000 cas d'hémophilie graves et parmi eux 1 200 séropositifs, et l'on compte près d'une centaine de décès. Contrairement à ce qui s'est passé dans plusieurs pays, les pouvoirs publics français n'ont pas encore trouvé de solution à ce très douloureux problème, comme pour-

tant depuis plus de quatre ans. L'Association française des hémophiles rompt ainsi pour la première fois avec la politique qu'elle menait jusqu'à présent, fondée sur la discrétion et sur la volonté de ne pas faire une « affaire » de cette tragédie. L'entretien accordé au Monde par M. Bruno de Langre, nouveau président de cette association, illustre pleinement cette évolution : il met notamment en cause, fait particulièrement grave, les pouvoirs publics et les responsables de la transfusion sanguine.

« Où en êtes-vous, aujourd'hui, dans vos rapports avec les pouvoirs publics ?

— C'est, dans vos colonnes, le 4 novembre dernier, que M. Claude Evlin, ministre de la santé et de la solidarité, avait annoncé, non sans satisfaction, que les indemnités sans cesse augmentées, justes et rapides, et que les partenaires impliqués seraient réunis. Beaucoup ont cru alors que le problème était résolu.

Les médias, les députés et les sénateurs, mais aussi l'opinion publique, se sont désintéressés de notre situation. Pourtant, quel que soit le travail du ministre de la santé sur cette question, il n'y a aucun résultat concret pour le moment. Notre association n'est ni consultée ni informée comme le demanderait la gravité du dossier. La méthode d'indemnisation indiquée par le ministre est difficile, voire impossible à mettre en œuvre.

« Notre association ne recherche ni polémique ni « affaire », mais simplement des résultats concrets pour les hémophiles séropositifs et pour leurs familles.

« Faut-il rappeler qu'il est question d'enfants que leurs parents n'arrivent plus à faire soigner convenablement, faute de moyens nécessaires pour faire face au double problème de l'hémophilie et du virus du sida ? D'adolescents bloqués dans des situations qui paraissent sans issue ? De charges de familles particulièrement anxiées et qui voudraient, au moins, voir les leurs à l'abri du besoin ? De familles sans ressources à cause de la perte de travail ou du décès du chef de famille ? Toutes ces personnes n'ont plus le temps d'attendre !

## Des retards et des fautes

— Quelles conclusions pratiques tirez-vous de cette situation ?

— L'Association française des hémophiles constate que le ministre de la santé a bien du mal à faire progresser son dossier. Chaque erreur, chaque retard ne peut que renforcer chez les hémophiles contaminés l'impression que l'ensemble du problème sida depuis le début n'a pas été convenablement traité.

« C'est au ministre qu'il revient de prouver sa compétence dans l'exercice de la tutelle sur l'organisation de la transfusion sanguine. Avec de temps s'est écoulé depuis les contaminations pour en faire apparaître clairement les conséquences et pour permettre au ministre de préparer une action que nous ne devions pas avoir à demander. L'assemblée générale de notre association aura lieu les 29 et 30 avril. Les hémophiles contaminés

n'admettent pas que des résultats concrets ne soient pas obtenus d'ici là. Nous n'avons pas le temps d'attendre !

— Comment pouvez-vous affirmer que la méthode d'indemnisation indiquée par M. Claude Evlin est difficile ou impossible à mettre en œuvre ?

— Il faut bien voir dans quelle situation nous nous trouvons. A la différence des personnes qui ont reçu des transfusions de sang infecté, nous recevons des produits qui peuvent être fabriqués à Lille et distribués à Chambéry, importés des Etats-Unis par le Centre national de transfusion sanguine et distribués à Toulon...

Il est impossible, dans ces conditions, et compte tenu des circuits industriels fabriquant ces produits, d'identifier leur origine exacte. Il est donc difficile d'établir et de faire reconnaître la responsabilité d'un centre de transfusion donné. C'est pourquoi l'approche dont parlait le ministre en invoquant l'existence depuis 1980 d'une assurance des centres de transfusion nous semble en réalité non pas fondée sur une analyse concrète du problème mais sur le désir, en définitive, de faire payer quelqu'un d'autre... C'est pourquoi nous souhaitons la mise en place en urgence d'un fonds de solidarité.

— Au-delà de cette analyse et de vos demandes, pensez-vous que des fautes puissent être à l'origine de la situation et des difficultés actuelles ?

— Des fautes, il y en a. Pour de multiples raisons la collecte du sang en France n'a pas pris en compte assez tôt le risque qu'il y avait à collecter le sang de certains donneurs. Il est invraisemblable, pour ne prendre que ce seul exemple, que des collectes aient pu être organisées à Beaubourg jusqu'en 1985 ! Nous avons vu des spécialistes très compétents dire énormément de bêtises et se tromper.

« Il y a eu encore de très nombreuses réunions où l'on a dit qu'il n'était pas nécessaire d'informer les malades hémophiles de leur séropositivité... On aurait pu, contrairement à ce que l'on raconte aujourd'hui, mettre en place dès le mois de janvier 1985 et même avant le dépistage des donneurs de sang contaminés.

« Nous estimons enfin que des mesures tout à fait incompréhensibles ont été prises, comme cette décision, durant l'été 1985, de ne plus rembourser à partir du mois d'octobre suivant les produits anticoagulants débarrassés de tout risque de contamination virale. Cette décision a eu pour conséquence d'inciter certains centres de transfusion à se débarrasser des produits potentiellement contaminés au lieu

de dire qu'ils étaient dangereux et de les détruire. Nous avons des documents internes à la Transfusion sanguine qui font état de tout cela.

— Estimez-vous sur le fond que votre situation doit être dissociée de celle des personnes polytransfusées qui ont également été contaminées accidentellement par le virus du sida ?

— Il n'y a pas d'échelle à la souffrance humaine. Personnellement, je pense qu'il est normal que le ministre de la santé prenne en compte ces autres victimes. Il ne serait pas acceptable en effet que, parce qu'ils sont moins bien organisés, les polytransfusés puissent être oubliés. Toutefois, je le répète, les circonstances matérielles sont différentes entre les polytransfusés et les hémophiles, et nous n'accepterions pas que l'on cherche à nous inclure de manière forcée dans l'ensemble des personnes ayant eu des problèmes d'urgence.

« Il ne serait pas acceptable non plus que les spécialistes se débarrassent du problème en essayant d'impliquer l'ensemble de la population médicale et en évoquant l'impossibilité d'indemniser le risque thérapeutique.

— Que comptez-vous faire si votre ultimatum n'est pas suivi d'effets ?

— Nous allons d'abord demander que les personnes concernées nous fassent parvenir des témoignages permettant d'appuyer nos demandes. Si nous ne sommes pas entendus, nous attaquerons l'Etat. Soit par le biais de l'association, soit de manière individuelle. Pendant cette année 1989 où tant d'argent va être dépensé pour célébrer la République et ses institutions, les hémophiles contaminés ne peuvent accepter que ces mêmes institutions restent indifférentes à un drame que leur juste fonctionnement aurait dû éviter.

JEAN-YVES NAU.

« Collision sur la Seine, à Paris : un mort. — Un homme a été tué et dix autres personnes légèrement blessées dans une collision qui s'est produite, jeudi soir 23 mars, entre un bateau-mouche et une barge, sur la Seine au niveau du Pont-au-Change à Paris. Cet accident entre le bateau-mouche et la barge chargée de sable s'est produit vers 23 heures, dans des circonstances encore indéterminées. Les sapeurs-pompiers immédiatement alertés ont fait rapidement évacuer les passagers du bateau de tourisme. L'un de ces passagers, dont l'identité n'a pas été communiquée, est mort dans la collision tandis que dix autres touristes victimes d'entorses ou de contusions étaient hospitalisées à l'Hôtel-Dieu, à l'hôpital Saint-Antoine et à la Pitié-Salpêtrière.

ENSEIGNANTS  
LA REVALORISATION  
DE VOTRE SITUATION

TOUTE L'INFORMATION SUR MINITEL.

3613  
Code Edutel

Ministère de l'Education Nationale  
de la Jeunesse et des Sports

هكذا من الأصل



## Sciences

### Les chimistes Martin Fleischmann et Stan Pons confirment avoir réussi à froid une fusion nucléaire

« Nous ne savons pas quelles sont les implications scientifiques de notre découverte, mais nous sommes convaincus qu'elle peut mener relativement facilement à une nouvelle technologie de production d'énergie. » Vingt-quatre heures après l'annonce par le quotidien économique britannique *Financial Times* des résultats de leurs recherches (le *Monde* du 24 mars), les deux électrochimistes Martin Fleischmann (Grande-Bretagne) et Stan Pons (Etats-Unis) ont confirmé, jeudi 23 mars à Salt-Lake-City (Utah), qu'ils avaient réussi là où tant d'autres avaient échoué : à savoir la mise au point d'un procédé de fusion nucléaire à froid ne nécessitant pas l'utilisation de ces formidables et coûteux chaudrons nucléaires dont se servent, sans aboutir encore, les spécialistes mondiaux de la fusion.

Comment y parviennent-ils ? « Le plus simplement du monde », disent-ils. En effectuant ce qui paraît être une électrolyse de l'eau, d'où il émane une décomposition en hydrogène et oxygène sous l'action d'un fort courant électrique. Mais pas n'importe quelle eau. Une eau lourde où les atomes d'hydrogène ont été remplacés dans les molécules par des atomes d'hydrogène lourd (deutérium). Selon les deux chercheurs, le deutérium s'est concentré dans une des électrodes — celle au palladium — et ils ont pu observer « pendant une centaine d'heures une importante libération d'énergie » qui aurait permis de faire fondre l'électrode supposée résister à une température légèrement supérieure à 1 500°.

« Lors de cette expérience, commente Stan Pons, nous n'avons pas cru que nous avions obtenu les conditions d'allumage des réactions de fusion nucléaire, mais nous pensons que nous avons trouvé là un moyen sûr de faire de la fusion avec production d'énergie. »

En dépit de la notoriété de Martin Fleischmann, nombre de scientifiques se sont déclarés sceptiques quant aux conclusions des deux chercheurs. Et beaucoup se demandent s'il n'y a pas là un phénomène réel de fusion à froid d'atomes de deutérium, mais en « quantité si limitée, si infime et avec un rendement si dérisoire » qu'il serait vain d'espérer passer à un stade plus industriel de production d'énergie.

Cela ressemble un peu, commente M. Jean Tellec, haut-commissaire à l'énergie atomique, aux phénomènes de fusion froide que l'on avait effectivement obtenus voici quelques années en remplaçant les électrons de la molécule d'eau lourde par des particules plus massives (muons), qui rapprochaient tellement les atomes de la molécule d'eau que les forces nucléaires des noyaux pouvaient agir et favoriser des fusions. Mais les espoirs furent déçus, car la durée de vie du muon est trop brève pour favoriser un grand nombre de réactions nucléaires. « Il faut donc, conclut M. Tellec, rester prudent, sans mépriser pour autant l'expérience de Salt-Lake-City qui de nombreux laboratoires vont refaire, ce qui permettra de lever tous les doutes. »

J.-F. AUGEREAU.

### «AGLAE», installé sous le Grand Louvre

#### Inauguration du premier accélérateur consacré à l'étude des œuvres d'art

M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, M. Jacques Lang, ministre de la culture, M. Emilio Bianini, secrétaire d'Etat aux grands travaux et quelques centaines de personnes se pressaient, le jeudi 23 mars, dans les nouveaux locaux aménagés à 12 mètres sous la cour Napoléon du Louvre, pour le laboratoire de recherche des musées de France (LRMF). L'objet de cet intérêt : une structure linguistique en « Y », autrement dit AGLAE (Accélérateur Grand Louvre d'analyse élémentaire), le premier accélérateur au monde dédié à l'étude exclusive des « objets » artistiques ou archéologiques.

AGLAE ne remplace pas mais complète l'équipement du LRMF : il élargit considérablement l'éventail des analyses non destructives. Connaître les éléments chimiques présents — même à l'état de traces — entrant dans la composition des peintures, des métaux, des verres, des céramiques, des pierres, des émaux, est, en effet, essentiel pour l'étude des œuvres d'art et des objets archéologiques. Ainsi peut-on retrouver l'origine des matières premières utilisées, parfois l'atelier et l'époque où tel objet ou tel tableau ont été faits.

AGLAE, qui a coûté 10 millions de francs, avec l'informaticien et qui a vu le jour grâce à la collaboration de plusieurs organismes scientifiques (CNRS, IN2P3, université de Californie, à Davis) et de sociétés (Matra, Alcatel, National Electronics Corporation), va permettre d'analyser des milliers d'œuvres d'art et d'objets archéologiques.

Y.R.

### OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphones d'abord ou venez à la librairie  
**LE TOUR DU MONDE**  
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS  
45-20-87-12

— Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.  
— Si n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande après d'un réseau de correspondants : vous recevrez une proposition écrite et chiffrée des que nous trouverons un livre.  
**AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT**

## Bicentenaire

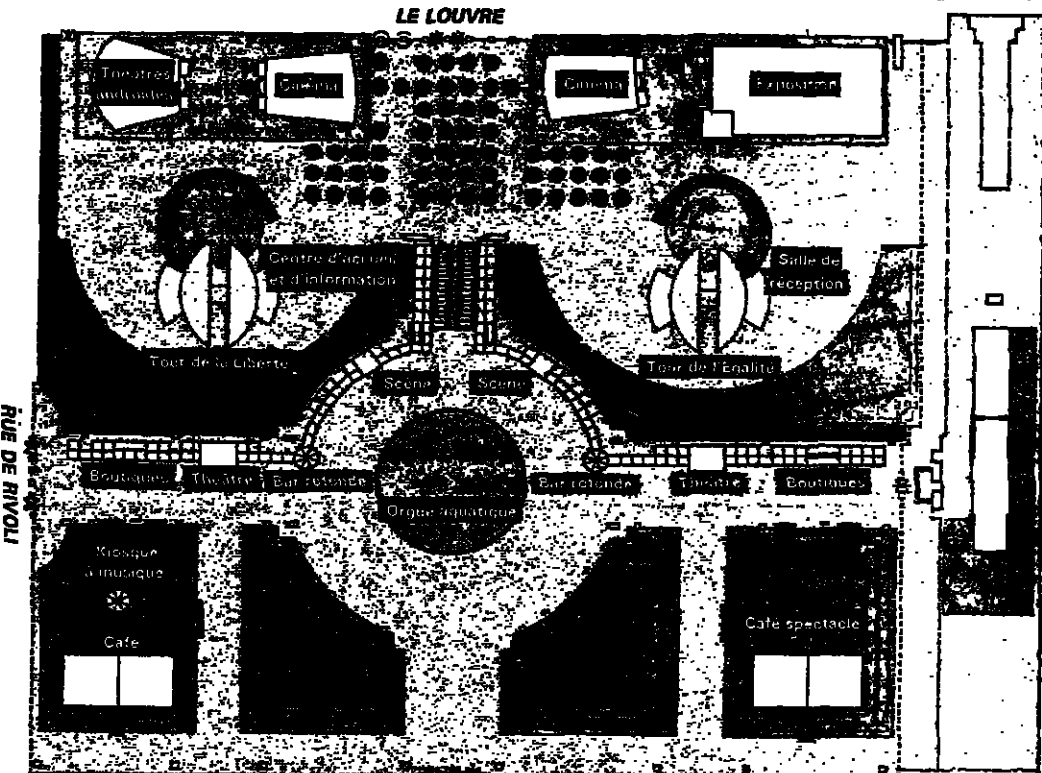
Entre mai et octobre

### «Tuileries 89» attend plusieurs millions de visiteurs

La polémique autour de la construction — éphémère — dans les jardins des Tuileries à Paris, d'un centre d'information et d'animation pour le Bicentenaire de la Révolution paraît s'estomper. Les travaux, commencés en janvier, doivent être terminés au plus tard le 10 mai. Les deux bâtiments principaux sont édifiés, la première des deux tours métalliques est en cours d'assemblage, de même que les structures de bois des boutiques et des espaces prévus pour les spectacles de plein air. Ce sera pendant six mois le QG touristique du Bicentenaire, avant d'être démonté (en novembre), les jardins devant être aussitôt remis en état.

Les deux tours culminent à 36 mètres de haut (plancher visiteurs à 16 mètres) avec des voiliers de 30 mètres sur 10, « osseaux de toile et d'acier », selon la formule des architectes du projet, MM. Jean-Marie Henin et Nicolas Normier. Vers la rue de Rivoli, la Tour de la liberté sera consacrée à l'information (bibliothèque, diffusion de brochures, bornes télématiques, studio permanent de 150 mètres carrés de Radio-France...). Côté Seine, la Tour de l'égalité servira à des réceptions privées.

Deux bâtiments en parpaings, vers le Louvre, sous une couverture parasolaire de 5 000 mètres carrés, seront décorés extérieurement par des fresques images d'Épinal. Ils abriteront : deux salles de cinéma, où seront projetés en boucle un film de 10 minutes réalisé en images de synthèse ; un spectacle permanent d'automates de 7 minutes au théâtre d'automates ; une exposition sur l'héritage, les acquis de la Révolution (« Mémoires vivants »).



Autour du bassin, vers la Concorde, prennent place une quinzaine de boutiques de 10 mètres carrées chacune — louées 300 000 F à des commerçants ou à des sociétés comme « vitrines » de leurs produits des bars, deux scènes et deux théâtres à l'italienne, où seront donnés en permanence des spectacles d'animation. Deux grands espaces en plein air (café littéraire et café-spectacle) complètent cette partie et seront le lieu de concerts et de bals en soirée.

Un restaurant (sous bâche), de 400 places, sur la terrasse près de la Seine, est prévu. Les responsables de « Tuileries 89 », société privée où la Caisse des dépôts et consignations est majoritaire (le *Monde* du 15 février) veulent que cet ensemble soit animé en permanence. Plus de quatre-vingts comédiens, musiciens, jongleurs, danseurs, etc., y seront présents, des artistes français et étrangers étant invités en soirée. La société Philips sponsorise l'éclairage nocturne.

Le site est clos (sauf le restaurant) : l'entrée sera de 20 F avant 18 heures, 35 F après, auxquels il faudra ajouter 10 F pour le cinéma, pour l'exposition ou pour le spectacle d'automates. « Tuileries 89 » espère amortir son budget prévisionnel de 157 millions de francs avec 3,5 millions de visiteurs.

## Le Carnet du Monde

### Anniversaires

— Hervé MASNYOU

fête ses vingt-cinq ans à Dublin avec ses amis.  
Son épouse,  
Suzanne,  
lui souhaite un très joyeux anniversaire, ce 25 mars 1989.

« L'artiste n'est pas le transcrit du monde, il en est le rival. »  
(André Malraux.)

### Mariages

— Alain CLERGEOT

et  
Maryse LEVACHER

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité le 18 mars 1989, à Vaulangis (Seine-et-Marne).

14, rue Marignan,  
92110 Cligny.

### Décès

— Nelly Beaupère,  
Françoise, Damien, Jean-Luc et Marie,  
Père René Beaupère O.P.,  
Le docteur André Beaupère,  
son épouse, ses enfants,  
Henri Beaupère,  
son épouse, ses enfants,  
Geneviève Beaupère,  
sa famille,  
Ses amis,  
font part de décès, à cinquante-trois ans, de

Jean BEAUPÈRE,  
professeur d'histoire,  
le jeudi 23 mars 1989.

Célébration le 25 mars, à 10 h 15, en l'église Saint-André, 1, Lyon-9, à 15 heures, à Barnave (Drôme).

21, rue Paul-Huvelin,  
69000 Saint-Foy-la-Lyon.

— Dijon (Côte-d'Or). Salins (Jura).

Le lieutenant-colonel Berthod,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Bertrand B. de Chazournes et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Dominique Duval et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe Berthod et leurs enfants,  
M. Olivier Berthod,  
M. et M<sup>me</sup> Emmanuel Berthod et leurs enfants,  
Le docteur et M<sup>me</sup> François Aïx, ses frères et belle-sœur,  
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jacques BERTHOD,  
née Marie-Thérèse Aïx,  
survenue le 22 mars 1989 à Dijon, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 28 mars, à 10 h 30, en la cathédrale Saint-Bénigne de Dijon, suivie de l'inhumation à Salins (Jura).

Ni fleurs ni couronnes. Des messes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M<sup>me</sup> Mathias Mayer et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Vodoz et leurs enfants,  
Les familles parentes et alliées,  
ont le grand chagrin de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Odette HEGARD,

leur très chère tante et grand-tante, qui s'est éteinte le 22 mars 1989.

Une réunion à sa mémoire aura lieu ultérieurement.

3, boulevard des Tranchées,  
1206 Genève.

— Junine Brioudes,  
son épouse,  
Monique Brioudes et Daniel Vognet, ses enfants,  
Elise Vognet,  
sa petite-fille,  
André et Sany Brioudes, leurs enfants et petits-enfants,  
Paulette Combel,  
Les familles Brioudes, Vognet, Combel et Frisson,  
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre BRIOUDS,  
directeur régional honoraire de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,  
survenue le 22 mars 1989, à l'âge de soixante-huit ans.

Un hommage lui sera rendu le mardi 28 mars, à 8 h 30, en l'église Saint-Médard à Paris-6.

4, rue Liné,  
75005 Paris.  
96 bis, rue Beaumont,  
75003 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Xavier Jaureteche, M<sup>me</sup> le docteur Maya Linop, M. Paul Linop et Clémence,  
M. et M<sup>me</sup> Jérôme Quémén Bay et Emmanuel,  
Les familles Aspuru, Alciabar et Mariscal,  
M<sup>me</sup> Marie Henriette Jaureteche, M<sup>me</sup> Hélène Rondou Jaureteche, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Machales JAURETECHE ASPURU,

survenue le 22 mars 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 25 mars, à 11 h 30, en l'église Saint-Laurent de Cambo (Pyrénées-Atlantiques).

Une messe sera célébrée le jeudi 30 mars, à 18 heures, en l'église Notre-Dame d'Anteuil, Paris-16°.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Aïtralde », allée Anne-de-Neubourg, 64160 Cambo-les-Bains, 59, rue d'Anteuil, 75016 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris,  
Les évêques auxiliaires de Paris,  
M. le chanoine Gérard Tournier, directeur interdiocésain de l'enseignement catholique,  
M. l'abbé Étienne Jaquet, directeur de l'école Bossuet,  
M. l'abbé Yves Brossard, ancien directeur de l'école Bossuet,  
MM. les abbés J. Schneider, J. Robin, Y. du Plessis,  
Les professeurs,  
Les éducateurs,  
Et le personnel de l'école Bossuet, L'Association des anciens élèves de l'école,  
M<sup>me</sup> Paul Lefebvre,  
sa belle-sœur,  
M. et M<sup>me</sup> Albert Gueffier,  
M<sup>me</sup> Annick Lefebvre et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Lefebvre et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Paul Lefebvre-Krol et sa famille,  
M<sup>me</sup> Marie-Axelle,  
M<sup>me</sup> Marie-Madeleine et Geneviève Broust, ses consœurs,  
font part du retour à Dieu de

M<sup>me</sup> Henri MANZANARES,

survenue le 22 mars 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 25 mars, à 9 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Paix, place de la Paix, Suresnes (Haut-de-Seine).

— M<sup>me</sup> Ginette Vogel-Vaux, M. Lucien Haurie, M<sup>me</sup> née Pierrette Vaux, et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, Ses frères, sœurs Et toute sa famille, font part du décès de

M<sup>me</sup> Alexandre VAUX, née Suzanne Goumy.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Tulle (Corrèze), le 22 mars 1989.

27, rue Raymond-Rouveyrol, 19000 Tulle.

— Le docteur Jean de Verbizier son épouse,  
Ses enfants et petits-enfants, Ses parents, Alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Lise de VERBIZIER, née Benadix,

survenue à Paris, le 22 mars 1989, dans sa soixante-troisième année, après une longue et douloureuse maladie.

15, square de Clignancourt, 75018 Paris.

— Soussou, Bénou, Poissy.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Edmond YANA (31°), ancien bachelier de Bône (Algérie), ancien directeur de l'Assurance mutuelle universitaire,

survenue le 16 mars 1989, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu le 20 mars.

De la part de M<sup>me</sup> Edmond Yana, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Patrick Yana, ses enfants, Des familles parentes et alliées.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

13, avenue des Usiniers, 78300 Poissy.

### Soutenances de thèses

— Université Paris-IV, le samedi 25 mars, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M. Michel Lacroix : « L'idée de politesse dans les manuels de bonnes manières ».

### EN BREF

● La faiblesse tricolore. — La faiblesse « la plus haute d'Europe » au Tréport (Seine-Maritime) va être peinte en trois couleurs pour en faire « le plus grand drapeau du monde ».

● Folon sur les avions. — Les trois oiseaux tricolores, dessinés par Folon, ambassadeur officiel du Bicentenaire de la Révolution française, vont orner les avions d'Air France et d'Air Inter.

● « Fédéralité persistante ». — M. Jean-Marc Lévy-Leblond, professeur de physique théorique à l'université de Nice, fait signer une pétition-messagerie dont voici le texte : « Des Nîcois aux Français. De tout cœur avec vous pour le Bicentenaire de la Révolution. STOP. Mais célébration impossible à Nice. STOP. Fédéralité persistante. STOP. Liberté, égalité, fraternité aux oubliettes. STOP. A la prochaine. STOP. »

● Etats généraux au collège. — Le collège Jean-Lurcat à Ris-Orangis (Essonne) rédige son nouveau règlement intérieur sous la bannière de 1789. Les « ordres » (professeurs, parents, élèves, personnel non enseignant) ont rédigé des cahiers de doléances, puis des Etats généraux ont eu lieu : la première réunion au collège et la deuxième, plus solennelle (avec Marseille...). Le 18 mars, dans la salle des séances du conseil général, à Evry.

● D'une révolution à l'autre. — Le 14 juillet, une équipe de motards doit partir de la place de la Bastille pour rejoindre Pékin le 1<sup>er</sup> octobre, date du quarantième anniversaire de la proclamation de la République populaire de Chine. Cette expédition — intitulée « D'une révolution à l'autre » — doit emprunter la « Route de la soie ».

● VEGA, 27, bd Salvator, 13006 Marseille, tél. : 91-55-57-74.

● Calligraphie. — « Art Pen 89 » est un concours de calligraphie organisé par la société Angalis. Les candidats doivent calligraphier au moins trois des dix-sept articles de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Le lauréat recevra 25 000 F et aura la charge de calligraphier le texte de la Déclaration universelle de la jeunesse préparé par l'association AD 89. \* Numéro vert : 05-11-11-89.





# Le Monde SANS VISA

Le Monde sans visa • Samedi 25 mars 1989 15



Rien ne les arrête : ils arrivent par milliers dans l'espoir d'exercer l'un des petits métiers qui donnent son caractère à la capitale de l'Indonésie Djakarta, métropole débordée par son succès, où l'on vient d'interdire la construction de nouveaux gratte-ciel pour cause de sous-sol fragile.

## Djakarta aux pieds d'argile

par Jean-Claude Pomonti

**L**a construction de gratte-ciel de plus de trente étages vient d'être interdite jusqu'à l'an 2005. A cette date, selon les experts, le Grand Djakarta - près de dix millions d'habitants aujourd'hui - pourrait compter jusqu'à dix-huit millions d'habitants, ce qui en ferait alors, après Mexico et Sao-Paulo, la troisième métropole mondiale. D'un côté, il y a les efforts, hélas souvent futiles, entrepris pour décongestionner la capitale : ainsi, le 25 février encore, une centaine de familles de vagabonds et de mendiants devaient dans le cadre du programme officiel de transmigration, émigrer au sud de Sumatra. De l'autre, la terrible pression démographique à Java : cent millions d'habitants, dont deux cent mille en moyenne, chaque année, rejoignent la « grande fumée », capitale grouillante et bruyante, qui vit un pied dans le tiers-monde et l'autre dans l'an 2000.

Des mées de gamins, souvent pieds nus, sous la pluie comme lorsque le soleil est de plomb, se faufilent dans les embouteillages des grandes artères pour vendre journaux, grappes de cacahuètes grillées, bouteilles d'eau fraîche, cigarettes et bonbons. Sur les trottoirs, souvent défoncés, d'autres se glissent dans la colonne, leur attirail à cirage en bandoulière ou, dès qu'il pleut, un parapluie à la main, histoire de gagner 50 roupies en raccompagnant un client jusqu'à son véhicule. Beaucoup sont des écoliers. Ils se mêlent à la foule des discours de bonne aventure, des vendeurs de billets de loterie, des marchands ambulants et des gardiens, en uniforme et sifflant au bec, qui aident un peu partout à garer les voitures.

Dans le quartier de Grogol, le long de Pintu Besar, une avenue sans fin, les fruits s'empilent çà et là sur des étalages improvisés.

Des montagnes de poires, de jaci- quiers, de raisins, de lychees et de pommes alternent avec les minuscules « restaurants » des marchands ambulants : une table, une banquette et deux toiles tendues qui baissent, le plus souvent, dans une odeur de friture de riz et de brochettes.

### Echapper quelques heures au bidonville

Dans une rue adjacente, à proximité de l'hôtel City, un marché-restaurant - association classique - attire une clientèle de Chinois que des baladins entretiennent, comme s'il n'y avait plus de jeunes sans guitare en Indonésie. Les trottoirs du Jalan Pecanongan, non loin du palais présidentiel, sont un autre royaume de la cuisine populaire, avec leurs crustacés et soupes chinoises.

Derrière tout ce fouillis émerge la culture des classes moyennes, omniprésente dans l'Asie du Sud-Est non communiste. Une culture de néon, de vitrines étincelantes, et parfois du plus mauvais goût. Sur le Pintu Besar, une vaste bannière hollandaise affiche un moulin rouge illuminé en guise de toit. Des restaurants à la mode proposent ice-cream and steak. Entre deux magasins ou entrepôts qui n'ont pas encore été happés par le changement et qui, de nuit, n'offrent que leurs grilles sales, apparaissent déjà les vitrines opaques des « centres de jeux » vidéo fréquentés par une jeunesse dorée. Dans les allées latérales, entre l'hôtel Jayakarta Tower et le Jalan Mangga Besar, l'enseigne dominante est celle du « massage traditionnel » ou même du « bar-massage ». La capitale de l'Indonésie, la moins javanaise des villes de Java, semble s'accommoder de tout.

Le sol s'enfonce sous le poids d'immeubles trop lourds, a dit en février le gouverneur pour justifier l'interdiction des constructions trop élevées. Il s'oppose, en

outre, à la multiplication des habillages de verre : la climatisation des gratte-ciel miroirs absorbe trop d'électricité, et la réverbération surchauffe une ville qui baigne déjà dans une pesante et humide tiédeur tropicale. L'univers frais des palais, grandes banques et supermarchés devra donc freiner ses appétits, à moins que certains entrepreneurs aient le bras assez long pour que quelques exceptions soient tolérées.

Les efforts entrepris pour faire de Djakarta une grande métropole moderne sont omniprésents. Un métro aérien, le Jabotabek, est en construction. Il doit sillonner la ville et rejoindre Bogor, la fameuse station d'altitude, à 60 kilomètres de là, déjà reliée au centre par une autoroute. La deuxième tranche de travaux de l'aéroport international - « la porte de l'Indonésie », dit le président Suharto - est en cours. Sur deux grands boulevards dans le prolongement l'un de l'autre, les Jalan Thamrin et Sudirman, un quartier d'affaires et d'hôtels de grand luxe finit par émerger, encadrant la « vieille dame » de l'hôtellerie, l'hôtel Indonesia, inauguré il y a déjà près de trente ans.

Ali Sadikin, un entrepreneur gouverneur aujourd'hui en disgrâce, avait souhaité sauver des espaces verts. Il y a réussi avec la place Merdeka et plusieurs parcs d'amusement, dont celui d'Anchol, sur le bord de mer, vaste ensemble d'hôtels, de pelouses, de centres de jeux, envahi par les enfants le week-end et par les belles de nuit dès que tombe l'obscurité. Ce Disneyland à l'indonésienne, lieu privilégié de pique-nique, a été imaginé comme un bol d'oxygène pour une ville menacée d'étouffement par un homme d'affaires local, Aryanto, qui a investi pas moins de 15 millions de dollars dans l'opération. Le rêve d'évasion, en somme : celui d'échapper, ne serait-ce que

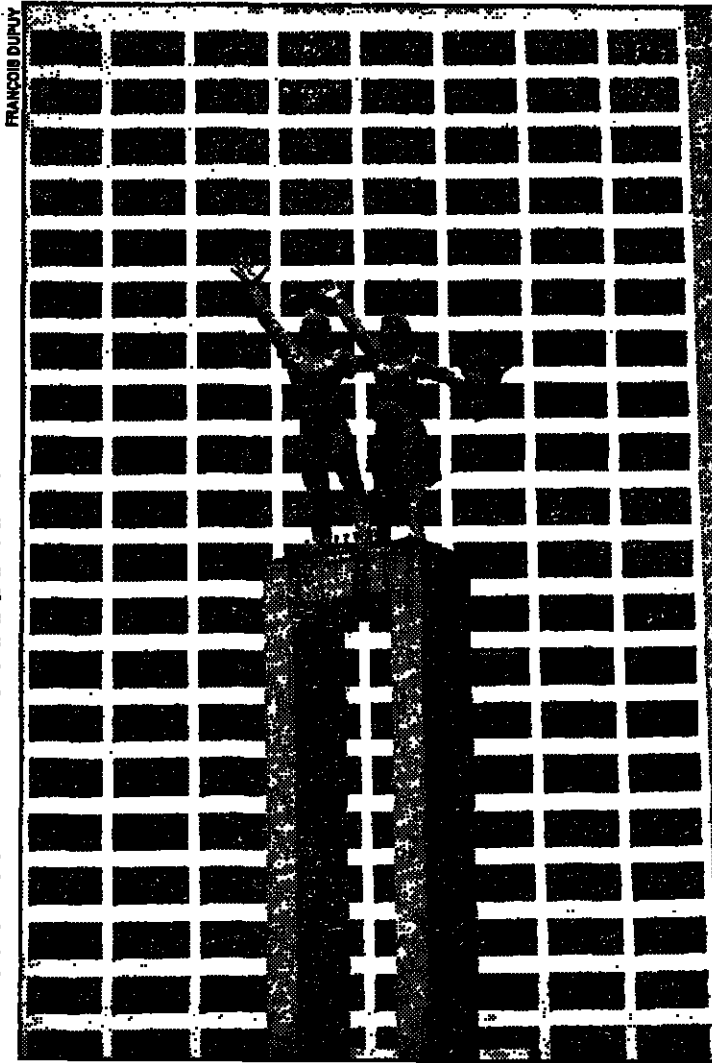
quelques heures, à la pauvreté, à l'environnement des bidonvilles.

Car la pression demeure. Les taudis se voient un peu partout, y compris le long de la voie ferrée qui longe Anchol. Les Hollandais avait conçu, il y a plus de quatre cent soixante ans, un port avec des canaux, comme à Amsterdam, et de confortables demeures coloniales blanchies à la chaux.

### Une ville privée de centre

Ce simple avant-poste colonial, l'ancienne Batavia, dont les Indonésiens s'efforcent de préserver quelques aspects, est presque englouti. Les canaux sont obstrués par les ordures. Sur chaque terrain vague s'érige un bidonville. Djakarta compte plus de mille cinq cents mosquées, près d'un million et demi de véhicules, deux mille fabriques - du textile à l'électronique - et autant de poulets que d'habitants.

C'est une ville privée de centre, sorte d'addition de gros bourgs traversés par des voies express ; un ensemble difficile à discipliner, dont l'infrastructure s'effondre en plusieurs endroits. 60 % des habitations sont censées avoir l'eau courante, mais combien de gens n'ont pas de résidence légale, achètent l'eau à des vendeurs et sont privés d'électricité ? En février, des inondations ont balayé des centaines d'habitations précaires - carton et bois - dans plusieurs bidonvilles. Il n'y a pas eu d'épidémie, mais trois personnes ont été tuées et quatre cent cinquante autres soignées dans des centres médicaux. Progressivement, le ramassage des ordures - Djakarta en produit 21 000 mètres cubes par jour - va être confié à des sociétés privées, ce qui fera, une nouvelle fois, plus d'affaires des riches que celle des pauvres. Le service de la ville, doté de sept cents camions, ne peut en collecter que 5 000 mètres cubes chaque jour.



Il y a belle lurette que les taxis sont climatisés et marchent au compteur. Les autobus à impériale sillonnent aussi de larges avenues. Mais les betjaks, les fameux cyclo-pouses de Djakarta, interdits de circulation sur les grands axes, mènent avec un certain succès une bataille d'arrière-garde. En 1987, vingt mille d'entre eux ont été jetés à la mer et vingt-cinq mille autres consignés dans des entrepôts. Cette année, une fondation a proposé de les remplacer par treize mille petits véhicules à quatre roues pour faire des navettes entre les grandes artères. Les betjaks, en effet, doivent définitivement disparaître des rues de Djakarta en 1991. Mais, pour l'instant, ils sont encore bien présents dans toutes les allées parallèles. Moyen de transport rudimentaire mais peu onéreux, ils refont surface après chaque rafle, ne serait-ce que par ce qu'ils sont une source de revenus pour des dizaines de milliers de gens.

Djakarta est une ville bâtarde, dotée d'une sous-culture chinoise mi-arabe, avec son parler, son théâtre, ses danses, ses fêtes. Une histoire typiquement djakartanaise est celle d'un héros musulman du dix-neuvième siècle, très pratiquant, aux prises avec des brigands et des tueurs à gages payés par des forces occultes. Au début des années 80, comme dans les grandes villes d'Indonésie, de « mystérieux tueurs » y ont sévi, nettoyant la ville de ses gangs et réglant apparemment quelques comptes personnels au passage. On sait aujourd'hui qu'ils avaient l'aval de l'armée dans l'accomplissement d'une justice expéditive mais, en général, populaire. Djakarta est une ville où l'on peut se promener sans risque, de nuit comme de jour. Mais c'est également une cité bousculée par un afflux incontrôlable de population. Les villages de Java - une densité de sept cents habitants au kilomètre carré - se replient sur cette capitale qui n'en finit jamais de se façonner. ■

## JOEL LAUTIER EN FORME

## NOTES

12. Rb3, Rb5; 13. Ra4! suivi de  
 14. Ra5 et de 15. a4 et les Blancs sont  
 perd!

CLAUDE LEMOINE.  
**ÉTUDE N° 1325**  
**L. KUBBEL**  
 (1835)

a b c d e f g h  
 BLANCS (4) : Rd4, Tg8,  
 Pz2, f4  
 NOIRS (4) : Rb2, Tg5, Ff4,  
 Pz7.  
*Les Blancs jouent et font nulle.*

## DE FIL EN AIGUILLE

Ann. : O. donn. E.-O. vuln.

Quest	Nord	Est	Sud
1 SA	passé	passé	2 ♣
passé	4 ♣	passé	passé...

Quest ayant attaqué l'As de Pique et le 3 de Pique, comment Sud doit-il jouer pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ?

**Note sur les enchères.**

Le révéil à « 2 Piques » non vulnérable est courageux. Peut-être aurait-il été plus raisonnable de dire d'abord « 2 Trèfles » (pour se replier à « 2 Piques » si on est contrôlé). Nord aurait alors déclaré « 2 Carreaux » et Sud « 2 Piques ». Mais il n'est pas sûr que la manche aurait été atteinte.

**PHILIPPE BRUGNON.**

---

(1) *Aventures au jeu de la carre* (édit. Belfond). Prix : 140 F.

### Tournoi de Kislovodsk.

**PROBLÈME  
BEAUREGARD  
1920**

*Les Blancs jouent et gagnent en quatre temps.*

*Élégante et déconcertante pour les nouveaux amateurs, cette application de la priorité à la prise matérialisée.*

● Solution : 35-30 ! (37x39)  
44x33 ! (24x44) 33x13 (18x9)  
49x36 !, +.

**JEAN CHAZE.**

[illegible]

**NAIRE** (**CENTIARE**, etc.). - 26.  
**OISELA**. - 27. **EMPLITES**. - 28.  
**DOLDOIRE**, ouïl tranchant. - 29. **EOR-**  
**NIEB**. - 30. **AERATES**. - 31.  
**TIREUSES** (**REUSSITE TIREUSES**).  
- 32. **ARAMEEN** (**AMENERA EMAN-**  
**NERA**). - 33. **APIFUGE**. - 34.  
**MICHEANTE** (**EMBECHANT**). - 35.  
**INEMPLOI**. - 36. **ORVISTAN**, remède  
en miel (**NOVERAIT NOVEVAIT**).  
- 37. **TOURETS** (**TORTUES TOURTRES**).  
- 38. **NEBULISE**. - 39. **SABIER**  
(**BALISER**, etc.). 40. **TOUITIME**. -  
41. **CREDECE**.

**MICHEL CHARLEMAGNE**

هكذا من الأصل



SEMAINE GOURMANDE

Le Fleury

Restaurant « de quartier » (rien de péjoratif) et sans prétention, mais qui mérite d'être signalé pour les efforts de Denis (en cuisine) et Josiane Chénier à présenter une honnête cuisine en une carte intelligente et à des prix raisonnables. Ne serait-ce qu'avec le menu (95 F) proposent un choix entre huit entrées, autant de plats, le plateau des fromages et un dessert. Ce qui m'a permis le repas suivant : rillettes de saumon sur toasts, filet de porc crème d'oignons, tandis que mon voisin appréciait une terrine de canard confite d'oignons suivie d'une risotto au roquefort.

Bon plateau de fromages proposé avec beurre, noix et grains de raisin. Des vins de 55 F (coteau-de-bourg) à 63 F (syvalve). A la carte, il vous faudra compter 200-250 F, mais mon addition, café et vin compris, ne dépassa point 150 F pour ce repas fort honnête.

● LE FLEURY, 139, avenue Farnetier, 75010 Paris. Tél. : 42-38-36-97. Fermé mardi soir et mercredi. CB - DC.

Le Cottage Marcadet

Cottage est peut-être beaucoup dire, mais, en ce quartier mal avenant, c'est une bien agréable petite maison que s'est « arrangée » M. Jean Robin, lequel, avec son chef Spyros Varkas et sa jeune et avenante serveuse Marie, doit réussir vite à drainer les gourmets du coin. Ne serait-ce qu'avec son menu à 150 F vin compris, dans lequel vous pourrez choisir entre une nage de moules au curry et le gîte de foies de volaille, par exemple, puis entre une goulourette de colin à la nage et le tendron de veau braisé à l'ancienne, un fromage, un dessert (bonne crème brûlée à la cassonade), le tout arrosé d'une demi-bouteille (touraine blanc ou rouge Commanderie de la Bergemone).

A la carte (compter 250 F), la salade de langoustines est au vinaigre de framboise, le filet de bœuf béarnaise, le magret à la crème de céleri. Tout cela bon, bravement servi. Et, avec le café, des truffes au chocolat exceptionnelles !

● LE COTTAGE MARCADET, 160, rue Marcadet, 75018 Paris. Tél. : 42-57-71-22. Fermé dimanche. CB.

Le Mot de passe

C'est l'ancienne Via Veneto du cher Jacques Simon trop tôt disparu. Rajoutée, la petite salle paraît avenante, avec Philippe Chiere venu de Biarritz pour patron et Franck Remot, Breton, pour cuisinier. Le saumon norvégien est fumé « maison » (52 F.), les saint-jacques en chaudière (80 F.), le carpaccio de canard aux épinards (44 F.). On trouve une choucroute de poissons (75 F.), des filets de sole aux

pâtes fraîches (90 F.), un tartare au couteau (65 F.), etc. J'ai testé le bar au safran (un peu trop cuit) et les noisettes d'agneau à l'ail.

Carte surtout de bordeaux, avec l'un de ceux-ci au verre. Un menu déjeuner à 130 F intéresse si l'on y ajoute le fromage. C'est honnêtement bon, et les quarante-deux couverts seront vite trouvés aux déjeuners, dans le quartier. A découvrir pour des soirées sages.

● LE MOT DE PASSE, 13, rue Quentin-Bauchard, 75008 Paris. Tél. : 47-23-05-65. Fermé samedi midi et dimanche. CB - AE.

Le Croquant

Cela doit faire deux ans que Jean-Yves Bigot a repris cette petite maison sympathique. Le voici bien dans ses meubles, frisant les champignons à sa façon, servant le poulet de Bresse mariné en salade, un verre de jurançon « vendanges tardives » avec le foie gras. Notez encore la matelote de carpe royale au bourguignon et le foie de veau au muscat de Miraval, la côte de bœuf au chiroles, etc.

A la carte, il vous faudra compter 250-300 F, mais, sauf week-ends, le menu à 180 F (choix de deux plats, fromage et dessert, café et mignardises) est intelligent et gourmand. Bons desserts, de la tatin au miel à l'assiette chocolat, de la mousse aux agrumes confits à la glace à la vanille Bourbon.

● LE CROQUANT, 28, rue Jean-Marcel, 75015 Paris. Tél. : 45-58-50-83. Fermé dimanche et lundi midi. AE - DC - CB.

Le Clos de l'Alma

C'est la « petite boîte » type comme les aime Camusky. Simple, de bon accueil, de prix honnête pour une cuisine elle aussi honnête et simple. La carte l'indique : « Cuisine traditionnelle au beurre, produits frais, vins de propriété ». Claude Chazalon vous proposera donc entrées et hors-d'œuvre (de 14 F l'œuf mayonnaise à 64 F le foie gras de canard en passant par une bonne quiche lorraine (32 F), les poireaux ou les lentilles en salade (30 F) et la morteau pommes à l'huile (34 F). Avant d'excellentes grillades (la viande vient des Boucheries Nivernaises), un chou farci robotisé (58 F), etc. L'andouillette est diplômée de l'AAAAA, les fromages sont honorables, le pavé chocolat onctueux (34 F).

Une douzaine de vins entre 56 et 80 F, dont le couteau d'Aix la Bergemone 1988 à 68 F. C'est bien. Et des couteaux coupants !

● LE CLOS DE L'ALMA, 17, rue Malher 75007 Paris. Tél. : 44-55-78-77. Fermé samedi et dimanche. CB, AE. Chiens acceptés. L. R.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

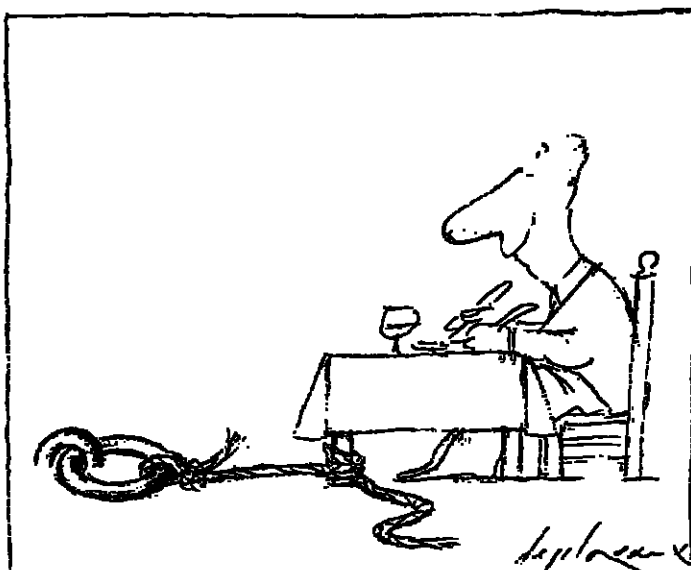
GRANDS VINS DE BOURGOGNE Direct. du product. GIVRY rouge et bl. FARISSÉ Gérard, viticult. 71640 GIVRY

GRANDS VINS DE JURANÇON CHATEAU DE ROUSSE Direct. du producteur au consommateur. Qualité et millésime en sac et mouleux. J. LARAT-LABONNETTE, 64110 JURANÇON. Tarif sur demande.

Avec Simenon à La Rochelle

On vient de fêter le quatre-vingt-sixième anniversaire de Simenon, et son nom vient d'être donné à une artère de La Rochelle. Certes, l'illustre cité avait déjà des titres littéraires, qui vit naître Tallant des Raux, Eugène Fromentin et quelques autres, et elle est devenue personnage de roman avec Alexandre Dumas. Mais le nom de Georges Simenon en est inséparable depuis qu'il vint habiter à Marailly (1932-1933), où il écrivit en deux ans quelque quatre-vingt romans. C'est La Rochelle qui est le personnage principal du *Voyageur de la Toussaint*, des *Fantômes du chapelier* et du *Testament Donadieu*.

La Rochelle mérite plus qu'une visite : un séjour. C'est la ville aux douze musées, aux tours portuaires, aux aristocratiques hôtels Renaissance... Ville aussi de la bonne table. Vous pourrez descendre aux Bries, belle maison aux chambres face au grand large (chemin de la Digue-Richelieu ; tél. : 46-43-89-37), sans restaurant. Au cœur de la ville, le grand hôtel est le *France et Angleterre* (22-24, rue Gauguillon ; tél. : 46-41-34-66). Simenon y séjourna en 1938 (il écrivit *Coup de vague*, qui se passe au pays voisin des boucholeurs). Le restaurant de l'hôtel, *Le Richelieu* (tél. : 46-41-34-66) est un des grands classiques du coin, avec en cuisine Bernard Frigère, gendre de la



patronne. Menus 115 à et à 155 F, et carte.

La Rochelle, pour les « anciens », c'est le souvenir de Guy Epailard, en son *Vieux Port* (4, place de la Chaîne ; tél. : 46-41-06-08). Vous y trouverez encore un beau plateau de fruits de mer. C'est aussi, un peu moins lointain, celui du *Yachman* (23, quai Valin ; tél. : 46-41-62-31) qu'anima Le Divellec, maintenant devenu parisien. Mais c'est un de ses anciens poulains

qui est à la barre, et lui-même garde un œil sur la carte où la mouclade du pays d'Aunis le dispute au tartare de thon. Menus et carte (compter 300 F).

En dehors de ces classiques, vous irez bien évidemment chez le grand homme du coin : Richard Coutanceau. Certains reprochent à ce *Relais gourmand* la monotonie de la carte, d'autres s'en félicitent, d'autres enfin adorent la salade de pigeonneau à la crème de noisettes et les crêpes à l'eau-de-vie d'abricot, tandis que

d'autres s'interrogent : qu'aurait dit le vieux Donadieu de tant de subtilité sur fond pastel ? Menus à 170 et à 340 F, et carte.

Les classiques préféreront sans doute *La Marmite* (14, rue Saint-Jean-du-Pérot ; tél. : 46-41-17-03), où Louis Marzin propose la mouclade (les moules à la façon délicate et rustique du pays) et la morue purée de pommes de terre. Menus de 150 F à 330 F, et carte. Marzin, de reste, vient d'ouvrir, voisin de sa *Marmite*, un petit bistrot, *L'Assiette Saint-Jean* (18, rue Saint-Jean-du-Pérot ; tél. : 45-41-75-75), où le commissaire Maigret eût aimé s'installer pour se régaler de moules marinières et de tête de veau ravigote, pour guère plus d'une centaine de francs.

Du temps de Simenon, il y avait, à L'Houmeau, à quelques kilomètres, un cabaret-auberge tenu par la Guiguite, ancienne marchande de poisson, au menu en sept services à des prix « oubliés ». Les alentours de La Rochelle, aujourd'hui, sont moins personnalisés. Notez cependant *La Maison des mouettes* (à Aytré, 5 kilomètres, S.E. ; tél. : 46-44-29-12), renommée. Et relisez Simenon, histoire de retrouver, à travers le *Relais gourmand* d'aujourd'hui, dans les mêmes rues qu'autrefois, un La Rochelle de toujours.

LA REYNÈRE.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE  
HOTEL LA MALMAISON  
Belle Western 1944-45  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
50 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 92-47-42-45 - Tél. 478-418.  
Télécopie 92-16-17-29.

HOTEL VICTORIA \*\*\*  
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-38-39-60  
Plais centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.  
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN  
(Hautes-Alpes, Queyras)  
Pays rép. Site classé. Stat. village. Piste, fond. Plus les com. d'Épave, 2040 m.  
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08  
GRILL et CHAMBRES-STUDIO  
Appart. Depuis 650 F pers./semaine.  
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62  
1/2 pers. 1029 F à 1680 F la sem.  
Pension compl. 1316 F à 1925 F la sem.

Paris

SORBONNE  
HOTEL DIANA \*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-53.

Provence

83240 CAVALAIRE  
HOTEL-RESTAURANT  
LA CALANQUE \*\*\*  
« Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Piscine, tennis, télévision. 1/2 pers. de 440 à 470 F/jour et par personne.  
Tél. 94-64-04-27.  
Tél. 480 293 F CALANC  
Spécialité : POISSONS.

LANGUEDOC

Vacances printemps, été, automne  
Vallée de la CÈZE  
M. Maurice COSTE (3<sup>e</sup> génération)  
et PHOTEL DU COMMERCE \*\*\*  
30330 GOURDAGUES  
vous proposent leurs séjours au soleil et leurs prix de pension (voir ci-dessous).  
18/3 au 31/3. De 155 à 180 F (semp. ch. ind.)  
1<sup>er</sup> juin au 5 juillet 1989.  
25/8 au 29/8. De 165 à 190 F (semp. ch. ind.)  
6/7 au 24/8. De 185 à 215 F (semp. ch. ind.)  
Réductions de 5 % pour 15 jours pleins.  
(Sauf du 4 juillet au 24 août).  
Excursions en car dans toute la région, randonnées pédestres, piscine, baignade, nombreux loisirs, location de vélos, canot-tayak, tennis, soleil, calme, repos, régimes assurés.  
Doc. rapide sur dem. au tél. 66-82-20-68.

26110 NYONS  
4 heures PARIS TGV. Site except. Randonnées. Sauna, piscine, etc. Cuisine à votre goût. Ou ne fume pas à table. Biblio. Chambr. gd confort. TV. Tél. Dir. Mireille COLOMBE.  
AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES.  
Tél. 75-26-12-89.

Italie

VENISE  
HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES \*\*\*  
Saint Marc 1936  
Réservations : 193941/52-32-333  
Fax : 193941/52-03-721.  
Tél. : 41150 FENICE I.  
VÉRONE  
NOVO HOTEL ROSSI  
Via Delle Case, 2  
Près de la gare de PORTA NUOVA  
Réservations : 193945/56-90-22  
Fax : 193945/57-82-79.  
Atmosphère intime, tout confort.

Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE  
EDEN PLAZA HOTEL  
68 QUEENSGATE,  
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7  
Tél. 19-44-1-578-6111. Tél. 916228.  
Télécopie 19-44-1-578-6578.  
Hôtel moderne et accueillant  
Près de Knightsbridge, Harrods  
Hyde Park, musées.

MIETTES

● Pauvre Jules ! — Publicité, que de crimes en ton nom ! Le restaurant Laperouse, pour se consoler sans doute de n'avoir que trois petites fourchettes au Michelin fait une publicité parlant de « voyage gourmand » et illustrée d'un voilier. C'est vouloir faire croire que ce vieux restaurant autrefois illustre porte le nom de l'explorateur La Pérouse (les deux mots), alors qu'il n'honore que celui de Jules Laperouse, nouveau du fondateur du café-restaurant Lauvergny, ancêtre de la maison.

● Menus. — Les menus-cartes d'un excellent rapport qualité-prix sont assez rares. Patrick Lenôtre

(28, rue Duret, Paris-16<sup>e</sup> ; tél. : 45-00-20-45) lance un « menu de printemps » (et du soir) : choix de deux plats, fromages et dessert (260 F). A signaler aussi le menu du soir du *Bourdonnais* (113, avenue de La Bourdonnais, Paris-7<sup>e</sup> ; tél. : 47-05-47-98) à 250 F vin compris en cette excellente maison ouverte, qui mieux est, le dimanche. Enfin, notons une nouveauté aux 256-bis (hôtel Nikko, 61, quai de Grenelle, Paris-15<sup>e</sup> ; tél. : 45-75-62-62), le « menu du jour », choix de cinq entrées, d'un poisson et d'une viande tous les jours différents, fromages et chariot des desserts (220 F).

L. R.

Le Monde SERGUEI



PLUS DE 150 DESSINS PARUS DANS LE MONDE ET DE NOUVEAUX INÉDITS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE - 140 p. - 47 F

FRANCE (hors de port inclus)  
Nbre ex. : 250 F +  
Europe, 150-170 F (hors de port inclus)  
Nbre ex. : 257 F +  
Commande et règlement à retourner à :  
Le Monde  
Service vente au numéro  
7, rue des Beaux-Arts, 75003 Paris France

BON DE COMMANDE SERGUEI  
NOM : \_\_\_\_\_  
PRÉNOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
LOCALITÉ : \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL : \_\_\_\_\_  
PAYS : \_\_\_\_\_

Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77

ARC





EXPOSITIONS

« L'Europe et la Révolution » au Grand Palais

Le destin d'un continent

La Révolution, l'Europe, il fallait beaucoup d'habileté pour échapper aux lieux communs. Les organisateurs de l'exposition qui se tient au Grand Palais ont déjoué le piège par la profusion des œuvres.

En 1755, Voltaire a pleuré. Les nouvelles du terrible tremblement de terre de Lisbonne l'ont ému, comme elles ont touché une bonne partie de l'Europe. Les larmes de Voltaire sont le signe d'une solidarité européenne bien établie. Les nouvelles circulent, les hommes émeuvent, diffusant informations, savoir, lumières et émotions. En 1812, Napoléon est aux portes de Moscou. Il a imprimé par la force la marque militaire sur le réseau des solidarités européennes tissé par les intelligences du siècle. Auparavant les élites désiraient parler français, dorénavant les peuples refuseront de l'entendre.

C'est entre ces deux conceptions du destin d'un continent que la gigantesque exposition du Grand Palais — « L'Europe et la Révolution » — situe ses ambitions. L'Europe, la Révolution, deux majuscules pour deux mots aujourd'hui chargés d'un lyrisme un peu convenu. Il fallait beaucoup d'habileté pour échapper à ces lieux communs. Les organisateurs ont, en quelque sorte, déjoué ce piège par la profusion. Il est sûr que dans cette exposition — près de mille cinq cents œuvres — il y a trop à voir. Mais il y a également beaucoup à glaner de-ci, de-là. On peut même y découvrir quelques tableaux d'une Révolution que l'on pensait trop connue. Malgré la rigueur d'un découpage strict en trois parties — l'Europe à la veille de la Révolution, l'événement révolutionnaire, la Révolution créatrice, — malgré la sévérité de la présentation,

c'est à un parcours « impressionniste » que l'on nous convie. De cette massive tranche de vie de l'Europe à la fin du dix-huitième siècle, chacun retient ce qui lui plaît, un portrait royal par Goya, un buste de Kant, un aigle, une caricature de l'Anglais James Gillray ou un podomètre en forme de montre. Plus tôt qu'un parcours linéaire et imposé dans l'art de la Révolution européenne, c'est un peu de l'esprit du temps qui flotte au Grand Palais à l'occasion d'une exposition pourtant lourde de sens.

Un mouvement structure cependant l'ensemble. Comment est-on passé de l'Europe des historiens à celle des nationalistes, de l'Europe à sa négation ? La Révolution française est au centre de ce mouvement, regardant vers le cosmopolitisme des esprits, suscitant également, en réaction contre ses appétits territoriaux, la naissance des nationalismes du dix-neuvième siècle. L'univers artistique reflète cette ambiguïté, et c'est le grand apport de cette exposition. Les artistes européens, à l'horizon 1800, recueillent aussi bien les étonnelles qui, de France, ont rejoint sur les autres pays que les traditions nationales revigorées par la résistance à l'influence française.

Tout commence dans la galerie des portraits en majesté. Ces figures royales, souvent déguisées (les portraits anglais ou portugais), parfois brillantes (Gustave III de Suède), incarnent la tradition. En des poses héritées du Grand Siècle classique, parés des symboles de l'absolutisme, ils supportent pourtant les formes adoucies de la philosophie. Ces monarques sont despotiques mais aussi éclairés ; ils sont la base de la société et de l'art européens de l'époque.

Malgré tout, le « républicanisme » menace l'idéologie monarchiste. Le grand art, dès les années 1770, accueille les masses les sujets antiques. Diogène, les Horaces, diffusent, à travers

l'Europe le modèle d'un nouvel homme : le héros qui sacrifie sa vie à la politique et fait naître un nouveau régime. David, Pissel, Fléger, Peyron, Houdon portent ces figures néo-classiques à leur apogée avant la Révolution. Même les penseurs s'habillent à l'antique. Quelques impressions salées de bustes permettent de découvrir ainsi Rousseau, Raynal, Quesnay déguisés en Solon ou en Cicéron.

Contre-propagande

Cette mode a-t-elle préparé la Révolution ? Les historiens en discutent. Même si peindre des héros romains est compatible avec une position très modérée, il n'est pas sans conséquence d'exalter Lucius Brutus, contempteur des rois, ou Marcus Brutus, assassin d'un tyran, pas plus que de donner en exemple Guillaume Tell ou Socrate. Quoi qu'il en soit les artistes européens, comme les écrivains, étaient prêts à accueillir la Révolution. Les images de la prise de la Bastille le prouvent. C'est là une belle profusion de genres et de styles. De l'imagerie à la toile de maître, des graveurs hollandais aux peintres allemands, partout l'on rêve à la chute du « monstre despotique ». Les poètes ne sont pas en reste qui, d'Alfieri à William Blake, versifient sur l'aurore d'une Europe éclairée par la révolte des Français.

Très vite, le point de vue de l'Europe sur la Révolution va changer. Les salles suivantes, illustrant l'événement révolutionnaire, le montrent clairement. Les artistes européens, tout comme les gouvernements, n'ont admis ni la guerre ni l'exécution du roi. On se souvient de la première salle, ces portraits de majestés tranquilles où figuraient en harmonie le bonhomme Louis XVI. Il était l'un des leurs. Les rois européens tentent alors de laver l'effront. La contre-propagande par l'art en est un des moyens les plus efficaces. Les images du martyr de Louis se

répandent rapidement, tout comme la vision du révolutionnaire français déformé par le dessin génial de Gillray. La caricature anglaise fut une arme de première valeur, traduite et réinterprétée dans la plupart des pays européens en guerre contre la République. Tout aussi virulents sont les gravures qui, à chaud, répondent à la présence française sur les différents sols européens. La fierté nationale s'éveille de ce difficile contact, les œuvres d'art, déchirées contre des soldats qui « veulent manger le monde », le soulignent assez.

Après tout cela que reste-t-il de l'art révolutionnaire ? Quelques toiles tragiques qui n'ont pas toujours échappé au vandalisme contre-révolutionnaire, le *Triomphe du peuple français*, de Hennequin, que l'on découvre ici en partie restauré, les *Morts* (Marat, Bara), de David, la *Liberté ou la Mort*, de Regnault, sans doute l'une des plus belles toiles du moment, mais surtout la prolifération de l'imagerie de propagande, longtemps méprisée, sûrement méprisable par certains de ses aspects, mais très significative. La Révolution, jouant sur la rapidité de son propre tempo, n'a pas laissé aux artistes la possibilité de musarder en chemin ; engagés dans un combat ou rejetés, ils ont suivi le rythme effréné des commandes d'Etat.

Finalement, c'est la rencontre de deux arts officiels qui fait l'intérêt de l'exposition du Grand Palais. Là où le tableau de cour croise la propagande révolutionnaire, l'Europe du dix-huitième siècle jette ses derniers feux, comme si l'homme européen hésitait entre le « bon » monarque et le héros régénéré, entre la nostalgie de la douceur de vivre et l'appel des temps nouveaux.

ANTOINETTE DE BAECQUE.

★ « L'Europe et la Révolution ». Du 19 mars au 26 juin 1989. Galerie nationale du Grand Palais. Exposition organisée par le Conseil de l'Europe et la Réunion des Musées nationaux.

Munich 1937 au Goethe Institut

« L'art allemand » et « L'art dégénéré »

(Suite de la première page.)

L'exposition de l'art allemand, qui réunissait environ neuf cents œuvres d'artistes allemands ariens, avait lieu dans un vrai temple de l'art, dont c'était l'inauguration. Les œuvres y étaient accrochées avec soin, dans un climat forçant le respect. Beaucoup d'entre elles relevaient d'une peinture de genre, traditionnelle, héritée du dix-neuvième siècle, d'une production banale, insipide et conforme à un goût petit-bourgeois, sans qu'on puisse vraiment leur trouver, prises séparément, quelque chose de spécifiquement allemand. Par contre, d'autres ne pouvaient être analysées autrement qu'en termes d'idéologie national-socialiste.

Des esprits malades

On peut prendre l'exemple de la façon de couler l'image de la jeunesse allemande dans de beaux corps respirant la santé, comme le fait un Ivo Saliger dans son *Jugement de Paris*, Paris étant un jeune militant du parti en culottes courtes. C'est un des quelques tableaux montrés au Goethe Institut, prudemment derrière un rideau noir, comme échantillon des sujets privilégiés par les nazis. On y trouve aussi un *Semeur glorifié* sur fond d'arc-en-ciel (Oskar Martin Amorbach), une sculpture, allégorie parfaite de la femme en mère sage (Arthur Von Huls) et des *Rameurs* tout droit inspirés des performances des JO (Albert Janesch).

Autant la présentation de l'exposition de la nouvelle Mai-

son de l'art allemand, était faite pour valoriser les œuvres et les donner comme participant d'une même grande idée de l'art, autant celle de l'art dégénéré était faite pour détruire toute idée d'œuvre d'art. Elle avait lieu dans un vieux bâtiment, un atelier de moulage du Hofgarten. Les quelques cinq cents œuvres de cent vingt-trois artistes, dont les plus visées étaient les expressionnistes et les représentants du Bauhaus (l'exposition comptait 49 Schmidt-Rottluff, 35 Nolde, 31 Kirchner, 24 Otto Mueller, 22 Rohlf, 20 Grosz, 19 Otto Dix, 17 Kokoschka, 16 Klee, 14 Kandinsky, 11 Beckmann et, entre autres, 4 Schwitters, 4 Chagall, 2 Mondrian, 2 Ernst et une lithographie de Picasso), y étaient volontairement accrochées de travers, entassées les unes sur les autres, entourées de commentaires les bafouant, les dénaturant et regroupées dans des salles mal éclairées ayant chacune une thématique dominante, du genre « la femme allemande tournée en dérision », « la vision yiddish du paysage allemand », « l'invasion du bolchevisme en art », « la nature revue par des esprits malades », « la folie érigée en système ».

Contre le beau, le bien, les valeurs éternelles, l'ordre, la clarté et la santé, on présentait là le laid, le mal, la mode, le désordre, la confusion mentale. On faisait la preuve définitive de la dégénérescence de l'art moderne et de la nécessité de l'enlever des musées. Après cette démonstration les artistes de la modernité n'eurent plus qu'à se taire ou s'exiler. Et avec eux, ceux qui les défendaient encore. En huit mois quelques dix-huit mille œuvres furent saisies, vendues au profit du Reich, récupérées par exemple par Goebbels, ou entreposées dans des hangars, où certaines ont finies par être brûlées.

Comment de théories en thèses et de thèses en discours, le national-socialisme a posé la qualité raciale comme condition de la qualité d'un peuple, de sa culture et de son art ; comment de glissements en glissements, de Darwin à Marx Nordau en passant par Cesare Lombroso, il a fini par assimiler tout l'art moderne à une production dégénérée, c'est ce que tente de montrer honnêtement l'exposition du Goethe Institut, en s'appuyant sur cette vaste machinerie de propagande qu'ont été les deux manifestations de Munich. Pour nous, essayez de comprendre l'incompréhensible.

GENEVIEVE BREERETTE.

★ Munich 1937. Art acclamé, l'art diffamé. Exposition conçue et réalisée par Ulrich Amberger et Amick Lantenois. Goethe Institut, 17, avenue d'États, jusqu'au 17 mai.

★ Jeudi 13 avril, autour de l'exposition, colloque : « Les répercussions du nazisme en France ». Réflexion sur la politique artistique national-socialiste. Doit-on aujourd'hui accrocher l'art officiel nazi dans les musées ?

**LIEU-DIT**  
atelier floral

Sur un coup de cœur  
Sur un coup de fil  
Nos bouquets de fleurs  
des champs... et de ville

à l'atelier ou sur commande  
21, avenue du Maine  
75015 Paris  
TEL : 42 22 25 94

**GALERIE KATIA GRANOFF**

**JEAN COUTY - LES CATHÉDRALES**

15 MARS - 15 AVRIL 1989

92, faubourg Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. 42 65 24 41

JAZZ

Dizzy Gillespie et Max Roach à Banlieues bleues

Le fou de Philadelphie

Final de luxe à Banlieues bleues : deux des fondateurs historiques de la révolution bebop jouent en duo, Max Roach et Dizzy Gillespie. En prime, un film relate le voyage de Dizzy à Cuba : Night in Havana. Il y prophétise l'avenir du jazz et des musiques populaires du continent américain. On l'écoute.

« Oui, raconte Dizzy Gillespie, il va y avoir une unification de toutes les musiques. Jazz, Brésil, afro-cubain, les musiques de toutes les Amériques vont se joindre. C'est leur destin. Ça prendra quelques années, quinze ou vingt, peut-être davantage. Mais je veux être là pour le voir. Je serai là. Ce sera une espèce de, comment diriez-vous ? de *how-illa-baise* et ce sera très fort.

« Vous savez, la musique n'a pas d'influence sur le monde politique et sur l'histoire des hommes. C'est regrettable, mais c'est ainsi. Elle n'a pas assez de force, mais elle place son empreinte. Le jazz a été déterminant pour les Noirs américains. Mais il n'a pas suffi. Vous ne pouvez pas créer un ordre social, vous ne pouvez pas en changer juste par la musique. Tout ce que vous pouvez espérer, c'est que les politiques vous voient et vous écoutent quand vous approchez.

Un flux d'énergie constant

« Les choses se sont arrangées aux Etats-Unis, mais si timidement, si *len-te-ment*. Quel que vous fussiez, quels qu'aient pu être les changements, vous ne pouvez jamais éviter ce fait que vous avez, regardez, la peau noire. Ça revient tout le temps, tout le temps, tout le temps...

« Avec Max Roach, nous sommes fin prêts pour ce concert en duo. Comment ? Je ne vous le dirai pas. Je me prépare depuis soixante-douze ans pour ce concert et lui, depuis si peine quelques années de moins. Il me connaît et je le connais. Quelque

chose circule entre nous, de l'ordre de l'intellect.

« Voyez notre concert fameux à Toronto, en 1953, avec Bird, Bud Powell, Max Roach et Mingus. Quel fou ce Mingus ! On a failli se tuer. Si vous écoutez bien le disque, tout le monde se plante. On n'a pas arrêté de se planter. L'un en était à la deuxième mesure quand l'autre attaquait le pont. Un moment, Bird avait deux fois huit mesures à jouer, puis le pont. A la place, il s'est mis à rejouer imperturbablement huit autres mesures puis huit nouvelles. On n'en sortait plus. La musique, elle, sortait toute seule. Le fait est là. Nous nous trouvons dans un flux d'énergie constant. C'est la marque principale du bebop. Ça a duré.

Après quoi ça roule, ça évolue. Dans le jeu de Bird, par exemple, vous avez des traits qui vont durer très longtemps. Parce qu'il y a une intelligence sensible. Visible.

« Rien de miraculeux à cela. C'est simplement la musique et elle vient à son heure. On aura toujours besoin des musiciens. Un synthétiseur ne pense pas. Les machines ne pensent pas : elles n'ont aucune envie. Vous pouvez toujours vous en servir, les utiliser, mais si vous leur demandez de jouer, elles ne montent pas.

« Ce qu'il faut c'est jouer et assurer le spectacle. Mon côté showman est lié à ma formation. J'ai travaillé avec Frank Fairfax, Cab Calloway, Lucky Millinder, Earl Hines, d'autres encore : tous étaient de remarquables showmen. C'est le jeu. Mon nom l'indique. Dizzy ça veut dire le fou, le dingue, le barje. C'est Philadelphie qui m'a surnommé Dizzy. Beaucoup de musiciens se sont vantés d'avoir inventé ce nom. Mais c'est Philadelphie. Avant d'arriver à Philadelphie en 1935, je m'appelais John, comme tout le monde, John Birks Gillespie. Et en sortant de Philadelphie, deux ans plus tard, tout le monde m'appelait Dizzy. C'est ainsi qu'à Paris, pendant l'été 1937, quand je suis venu pour la première fois avec la revue du Cotton Club au Moulin Rouge, je m'appelais déjà Dizzy... »

Propos recueillis par FRANCIS MARMANDE.

★ Dizzy Gillespie et Max Roach à Bobigny, le 25, à 20 h 30. Tél. : 45-85-66-00.

MUSIQUE

Semaine sainte en Arles

Autour d'un tombeau

Le lyrisme théâtral de l'Italie et l'austère dépouillement de l'Espagne, deux expressions religieuses de la Semaine sainte en Arles.

Le Printemps des instruments anciens se déploie pendant cette période peinte en un arc de cercle d'Aix-les-Bains à Lourdes, en passant par la Provence et le Vaucluse, où vingt-sept concerts décentralisés se dérouleront d'ici au 16 avril. En Arles, depuis trois ans, on célèbre la Semaine sainte, qui a inspiré tant de prodigieuses musiques, en l'église Saint-Martin-de-Méjean.

Cet édifice roman avait été aménagé après la Révolution par la Coopérative du syndicat des éleveurs de mérinos en deux étages séparés par un plancher de bois qui permettait une acoustique parfaite pour les concerts. Il y régnait mardi un fervent profond pour ce programme d'oratorios que les Arts florissants présentent actuellement à travers la France (Saint-Médard, Tournon, Caen, Versailles, Colmar), tant le public est captivé par la présence toute proche de ces chanteurs et instrumentistes dont William Christie tire la quintessence.

Ce programme très original était composé d'œuvres italiennes rarement jouées, bien que *Jésus au sépulcre* (1685), de Giacomo Antonio Perci, ait été révélé en France ces dernières années par Alain Pacquier et la Capella de Bologne, dirigée par Sergio Barolo, qui le donne justement ce vendredi saint à la basilique du Rosaire à Lourdes. C'est un oratorio très caractéristique du baroque italien de la fin du dix-septième siècle, tant par la musique que par le texte, très personnels et d'un mani-

risme échevelé. Autour du Christ mort sont assemblés la Vierge Marie, saint Jean, Marie-Madeleine, le centurion et Joseph d'Arimatee, qui se lamentent et se frappent la poitrine.

Mais l'horreur du drame et l'amertume du remords disparaissent peu à peu sous la tendresse des phrases, la douceur des mélodies, l'accumulation des images poétiques, la sensualité des mots et des gestes qui se dissimule à peine dans les souvenirs de Marie-Madeleine ou de Jean, le disciple bien-aimé.

A ces brassées de fleurs jetées sur le tombeau du Christ s'opposent cependant un admirable madrigal déplorant sans fin « qu'une mère languissante accroisse, d'un océan de larmes, un océan de sang », les véhéments reproches aux juifs de Joseph d'Arimatee, et surtout l'air turturé de la Vierge Marie, qui défile dans sa douleur, avec des modulations brutales d'un expressionnisme saisissant.

L'Oratorio pour la Semaine sainte, que l'on attribue à Luigi Rossi, quarante ans plus tôt, environ, est d'un baroque tout aussi extravagant, mais d'une autre ligne. C'est d'abord le tableau fort pittoresque de la foule juive qui harcèle Pilate, le persécute pour qu'il libère Barabbas, et les récitatifs, les airs pathétiques du procureur romain, qui s'interroge et se lamente avant de se laver les mains.

Ensuite, grande fête chez les démons, sûrs de leur victoire, qui dansent autour de la Sainte Vierge et tournent sa foi en dérision. A ces hurlements, clameurs, sifflements et éclats de rire de l'enfer, Marie oppose des lamentations dignes du Monteverdi de l'Orfeo ; et l'admirable Agnès Mellon s'élève au sublime dans cette longue progression rhé-

rique qui mêle à la douleur très simple d'une mère les plaintes d'une grande amoureuse, et jusqu'aux reproches à ce fils divin qui l'abandonne ! Sa voix transpire comme un glaive, presque désincarnée au milieu d'un merveilleux déploiement instrumental, avant qu'un ample madrigal achève cette œuvre extravagante et poignante (1).

Grandes déplorations

A ce lyrisme italien très théâtral s'opposait jeudi, en cette même église du Méjean, le dépouillement des musiques espagnoles réunies par Jordi Savall et sa Capella Reial de Barcelone. Dans une chapelle latérale, des roulements de tambour et un concert traçant, déchirant de cornet, chirimía, saqueboute et basson évoquaient les longues processions de pénitents qui s'ébranlent dans la nuit. Puis venaient de très anciens motets catalans chantés à la cour du roi Alfonso le Magnanime, à Naples, au début du quinzième siècle. Grandes déplorations à l'unisson ou dans un contrepoint très archaïque qui semblaient sortir du fond des siècles, d'une Espagne mystique très anonyme, proches parfois du grégorien ou du chant populaire. Ils cédaient enfin la place à la splendeur austère d'une *Leçon de ténébres* de Victoria, en vastes polyphonies souvent presque immobiles, s'animant pour appeler à la contemplation et la conversion. La Capella Reial, dirigée par Jordi Savall au visage de Christ catalan, avec les profonds accents de son quintette de violes, avait rempli son office en cette veille du vendredi saint.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Cet Oratorio de Rossi, chanté par Agnès Mellon, vient de paraître chez Harmonia Mundi avec *Un pêcheur repent*, également de Rossi. (Disque compact HMC 901-297).

Grève à l'Opéra de Paris

Pour la troisième fois en huit jours et la deuxième soirée consécutive, l'Opéra de Paris a annulé *in extremis* la représentation en soirée, le jeudi 23 mars, de la *Bataille de Rurik*, à la suite du mouvement de grève des danseurs de son ballet.

En dépit d'une nouvelle rencontre jeudi après-midi avec le directeur national de la musique et de la danse, M. Michel Schneider, la situation est inchangée à l'Opéra de

Paris dans le conflit qui oppose le ministère de la culture aux danseurs de l'Opéra de Paris et d'autres compagnies des opéras de province.

Les délégués CGT des danseurs campent sur leurs positions. Ils demandent l'exemption du diplôme prévu par la future loi visant à réglementer l'enseignement de la danse, principalement dans le secteur privé.

## Culture



« Goal » de Martin Munkacsi

Parution d'un album sur les « visions du sport »

## Plus dure sera la chute

Image brouillée du mouvement, étude de geste, capture spontanée d'un saut brie dans son élan, cette photo fut prise vers 1923 par Martin Munkacs, vraisemblablement pour le quotidien sportif de Budapest AZ Est, auquel il collaborait après avoir abandonné son métier de peintre en bâtiment.

Personne avant lui n'avait montré des sportifs en action. Par son réalisme, la vue de ce gardien de but mordant la poussière possédait une violence égale à celle du militant espagnol, foudroyé, saisi au vol par Capa. Photographie le mieux payé du monde dans les années 30, Munkacs fit progresser la photo d'un bond en appliquant à la mode ce qu'il avait appris sur le terrain comme reporter sportif. Il mourut en

1963 d'une crise cardiaque en regardant un match à la télévision où jouait une équipe hongroise.

Cet instantané mémorable figure en bonne place dans l'album des éditions Admira qui brosse en deux cents photographies un panorama dynamique et novateur de cent années de photographies sportives.

PATRICK ROEGERS.

★ Jean-Claude Gaubard, *Visions du sport*, photographies 1860-1960, préface de Pierre Borhan, éditions Admira, 253 pages, 340 F. Exposition au Palais de Tokyo, présentée par la Mission du patrimoine photographique, jusqu'au 17 avril.

## DANSE

« Changeling », de Charles Cré-Ange

## Funambules d'autoroute

*Changeling*, nous dit-on, est un mot anglais qui désigne un enfant faisant l'objet d'un échange. Dans les légendes anglo-saxonnes, les divinités ont des enfants mal formés, monstrueux; alors elles descendent sur terre et enlèvent un nouveau-né bien roulé qu'elles remplacent par le leur.

Dans *Changeling*, de Charles Cré-Ange, on ne voit ni dieux, ni enfants, ni échange; cela n'a aucune importance, on oublie vite ce titre, car le spectacle est très attachant, plein de drôlerie et de poésie.

Un homme est prostré contre une barrière d'autoroute, ligne infinie que coupe un poteau électrique. Débardeur noir découvrant une poitrine velue, pantalon et bottes noirs. Une fille blonde, une petite robe noire, jambes nues dans des godasses bruyantes, passe et repasse en traînant les pieds. Drôle d'endroit pour une rencontre. On ne sait pas si ces deux-là se sont trouvés, là, ou s'ils se connaissent depuis longtemps. Elle chantonne, parle toute seule,

sourit aux anges, elle a l'air un peu simple d'esprit. Il s'étire, ne la regarde pas. Elle joue à être une automobile, un cheval.

Soudain, il la juche sur son épaule. « Tu la connais, celle-là ? » demande-t-elle en fredonnant une chansonnette. « Tu descends de là, l'artichaut ? », dit-il. Il se met à faire divers exercices de culturiste, elle admire : « Fant pas avoir du nougat dans les mollets, hein ? » Ce n'était qu'un prétexte à un numéro de foire qu'ils vont nous faire tous les deux, messieurs et mesdames vous allez voir, en nous demandant de leur jeter des sons. Le comique naïf, bien sûr, de la disproportion entre la pompe du boniment et la pauvreté des tours qu'ils exécutent. « Le double Mermoz ! Le grand écart de la mort ! » Fellini n'est plus loin, la musique d'ailleurs y fait penser.

Du ciel descend lentement, le long du poteau électrique, un jeune homme blond. Il appelle la fille

« Zouzou », lui envoie des baisers. Il rit comme un fou, la tête en arrière. Zouzou va danser tantôt avec lui, tantôt avec l'athlète, la chorégraphie est toujours inattendue, insolite. Le jeune homme blond repartira comme il est venu, le long du poteau. Ange exterminateur ? Il redescendra, mais cette fois inerte, pendant au bout d'un fil. Et c'est aussi un corps sans vie que l'athlète, reprenant son numéro, manipuler. « Un phénomène de la nature ! Quatre-vingts centimètres seulement ! »

Les trois interprètes ont une présence captivante. Christie Lehné, en Gelsomina vaillante, pathétique, Gérard Weingand, en faux macho, à la fois las et obstiné, tendre et violent, replié sur quelque obscur secret. Et Jean Gaudin en ange du bizarre, aux fous rires un peu inquiétants, lunaire et hanté par le funambule des autoroutes.

SYLVIE DE MUSSAC.

★ Théâtre d'Ivry, jusqu'au 26 mars. Tél. : 46-70-21-55.

## URBANISME

## Banlieue 89 lance un mouvement pour la civilisation urbaine

Après plusieurs années d'existence, Banlieue 89 a besoin de trouver un nouveau souffle. D'abord parce que la ville est aujourd'hui un sujet à la mode, un cheval de bataille enfoncé par tout le monde (l'action de Roland Castro, l'un des promoteurs de Banlieue 89 y est certainement pour quelque chose). Ensuite parce que d'autres associations concurrentes, sinon rivales, sont nées — 75021, par exemple. Et Roland Castro entend bien marquer sa différence. Aussi vient-il d'annoncer la naissance d'un mouvement d'une revue, au titre commun : *Civilisation urbaine*. On retrouve au comité de rédaction de cette dernière, autour de Castro, des écrivains, des sociologues, des philosophes, et bien sûr des architectes. Jean-Paul Dollé, Étienne Blasine, Jean-Pierre Le Dantec, ou Antoine Grumbach, tous de la même génération soixante-huitarde.

## « Un socle théorique solide »

Cette revue, qui paraîtra deux fois par an, a pour principe que « la ville n'est pas seulement une question sociale, mais plus fondamentalement une question de politique, d'esthétique et d'éthique ». Son objectif est d'être un lieu de débat : « Il s'agit, dit Roland Castro, d'élaborer un socle théorique solide qui devra irriguer la réflexion comme les revues *Éléments* ou le *Débat* l'ont fait, chacune de son côté. »

Mais Banlieue 89 entend également poursuivre son action sur le terrain, avec des moyens accrus, autour de 200 millions de francs si le ministère des finances exauce ses demandes. Castro appelle à lutter contre la ville à deux vitesses : « Les villes où l'on habite doivent être pareillement belles, que l'on soit puissant ou misérable. C'est à l'État de garantir ce droit. »

Il donne cinq objectifs prioritaires à son association. Multiplier les projets architecturaux dans les villes de banlieue, cent par an pendant six ans. Lancer une campagne pour désenclaver les quartiers les plus excentrés et lutter par la même occasion « contre le lobby autoroutier ». Réhabiliter en profondeur les grands ensembles, « et ne pas se contenter de badigeonner quelques barres particulièrement vétustes » (une Ecole centrale de réhabilitation doit être créée par Banlieue 89). Lancer, en liaison avec le ministère de la culture, des grands projets culturels dans les quartiers qui vont mal : « Au Haut de Lièvre, à Nancy, le club-club et le club de jazz font venir en banlieue les gens de la ville, qui n'auraient jamais eu l'idée d'y mettre les pieds. »

## Une carte des points noirs

Enfin, Banlieue 89 dressera une carte de la France « à deux vitesses » pour faire ressortir les points noirs mais aussi les actions potentielles positives. Reste le problème du Grand Paris que Castro a retourné dans tous les sens sans résultat. Il prône maintenant l'entente de certaines municipalités sur des dossiers limités, précis (les communes riveraines de la Seine pour régler l'aménagement des berges du fleuve, les communes voisines de la Défense pour résoudre les problèmes du logement dans cet univers de bureau, etc.). Une approche plus réaliste qui a des chances d'aboutir avec un coup de pouce de l'État, c'est-à-dire le déblocage de quelques subsides. De toutes les manières, le délégué à la rénovation des banlieues est résolulement optimiste : « Nous allons vivre l'âge d'or de l'architecture et de l'urbanisme. »

EMMANUEL DE ROUX.

## NOUVELLE FORMULE

**Le Monde**  
ARTS · SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI  
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

## Communication

## Statu quo pour la presse écrite

## Réforme de l'audiovisuel aux Pays-Bas

AMSTERDAM  
de notre correspondant

Par une remarquable coïncidence, les deux dossiers qui tenaient en haleine depuis plusieurs mois les milieux néerlandais de la communication ont pris, ces jours derniers, un tour nouveau et... opposé. Le projet de fusion entre les deux principales sociétés éditrices de quotidiens nationaux a reçu le coup de grâce, tandis que la télévision commerciale a obtenu le feu vert de la part du gouvernement.

La fusion qu'avait annoncée, en novembre 1988, les dirigeants des groupes de presse NDU (*Nieuws de Eindhoven*) et Perscombinatie n'aura pas lieu. Après les rédactions des cinq quotidiens nationaux concernés, les actionnaires de Perscombinatie s'y sont à leur tour, mardi 21 mars, déclarés opposés. Là où les journalistes avaient dénoncé les risques d'une perte d'identité rédactionnelle et d'une atteinte au pluralisme, les propriétaires des titres ont vu « une opération inacceptable ».

Celle-ci aurait eu pour effet de faire tomber dans une seule escarcelle cinq des six quotidiens nationaux néerlandais, créant ainsi un nouveau géant de l'édition qui aurait contrôlé près du tiers du marché de la presse quotidienne. Le projet, toutefois, n'est pas complètement abandonné. Un haut responsable d'Elsevier a laissé entendre, mercredi 22 mars, que son groupe renoncerait « avec déception » à tout prolongement de discussion.

Si la partie est terminée en ce qui concerne la presse écrite, elle est entrée dans une phase cruciale s'agissant de la télévision commerciale. Après des années de tergiversations, le gouvernement de La Haye s'est finalement fait une religion : c'est oui. Mais à des conditions telles que l'on peut résumer la réforme audiovisuelle présentée le vendredi 17 mars par une formule lapidaire : la redevance pour les uns, la publicité pour tous !

Sans trop perdre de sa spécificité (le *Monde* du 1<sup>er</sup> février), le futur paysage audiovisuel néerlandais fera cohabiter sur le petit écran la chaîne purement commerciale et deux chaînes semi-commerciales. La première vivra à 100 % de la publicité, les messages pouvant occuper

un maximum de 15 % du temps de diffusion. Les secondes bénéficieraient de la totalité de la redevance et porteraient progressivement la durée de leurs écrans publicitaires à 7,5 % du temps d'antenne. Leur volume de publicité ne pourrait jamais excéder la moitié de celui de la chaîne commerciale.

## Un compromis politique

Par ailleurs, les chaînes pourraient, à l'avenir, collaborer sous la forme de coproductions ou de lancement de produits dérivés avec les éditeurs de presse écrite. C'est la deuxième originalité de la réforme, qui ferait ainsi disparaître la frontière, actuellement parfaitement étanche, entre les médias audiovisuels et les médias écrits.

Troisième et dernier point fort de la réforme : l'assouplissement des règles régissant les messages publicitaires. Leur diffusion resterait interdite le dimanche, mais elle n'aurait plus lieu sous la forme de blocs compactes encadrant les journaux télévisés. Les spots auront droit de cité sur toute la grille des programmes, et leurs tarifs seront calculés en fonction de l'audience des émissions.

Cette réforme est un compromis politique, au sein du gouvernement, entre les libéraux et les chrétiens-démocrates. Les premiers souhaitent la création d'une chaîne commerciale ; ils ont en gain de cause. Les seconds craignent que le lancement d'une telle chaîne ne tue les autres ; ils ont donc obtenu pour elles une plus grande liberté économique. De plus les deux partis partageaient en commun une analyse : les discussions en cours au niveau européen sur la « télévision transfrontalière » auront tôt ou tard pour conséquence d'ouvrir le marché publicitaire des Pays-Bas aux chaînes étrangères, qui pénétreraient dans 90 % des foyers grâce aux réseaux câblés. D'où la nécessité de permettre aux chaînes nationales de diffuser plus de publicité sous peine de voir des ressources importantes leur échapper.

Reste à savoir si cette commercialisation accrue du paysage audiovisuel sera du goût du Parlement, qui en discutera le mois prochain.

CHRISTIAN CHARTIER.

## EN BREF

● TF 1, A 2 et FR 3 proposent des compensations financières aux artistes-interprètes. — TF 1, Antenne 2 et FR 3 tentent d'éviter la grève des artistes-interprètes prévue pour le 29 mars qui risque de paralyser la production. Dans un communiqué commun, les trois chaînes indiquent qu'elles ont entamé des négociations avec les syndicats et que, dans un souci de « conciliation », elles proposent une compensation financière de 2,5 millions de francs.

Les organisations d'artistes-interprètes protestent contre le ralentissement des activités de production et les conséquences sur l'emploi (le *Monde* du 9 mars). Selon elles, les accords signés en novembre 1987 avec TF 1, A 2 et FR 3, qui prévoyaient quarante-quatre mille journées de travail en 1988, n'ont pas été respectés par les chaînes. Celles-ci dressent de l'année écoulée un bilan très défavorable : « Les heures de production d'œuvres de fiction originales françaises ont progressé de 15,3 %, le nombre de jours de travail des artistes français de 9,2 %

et la masse salariale distribuée aux artistes français de 43,2 % ».

● Démonstration de la TV haute définition européenne à Moscou. — Les industriels européens de la télévision, réunis dans le programme Euréka 95, ont procédé pendant trois jours à des démonstrations de leurs matériels de télévision haute définition, qui doivent dans l'avenir remplacer les téléviseurs actuels. Ces démonstrations, auxquelles ont assisté plusieurs responsables soviétiques, dont le premier ministre M. Mikhaïl Ryzkov, avaient pour but de convaincre l'URSS de soutenir la norme européenne HD Mac. En effet, le CCR (organisme mondial de normalisation) doit arbitrer en 1990 entre plusieurs propositions, japonaises, américaines et européennes. Le soutien des pays de l'Est serait un atout important pour la position européenne. Par ailleurs, étant donnée la taille de son territoire, l'URSS pourrait s'intéresser à la diffusion de programmes en haute définition, par satellites, vers un réseau de salles.

L'argentine très MARGA, 80 ans, une pêche terrible, une main folle. Alfredo ARIAS nous fait voyager loin...  
Un enchantement.  
Il faut savoir rire et pleurer aux aventures de cette famille, de ces acteurs.  
A Aubervilliers, on croit aux miracles, et c'est bien !

## FAMILLE D'ARTISTES

Une comédie avec chansons de Kado KOSTZER et Alfredo ARIAS  
au rythme de la musique argentine d'Astor PIAZZOLLA

Mise en scène Alfredo ARIAS

PROLONGATION

THEATRE DE LA COMMUNE  
2, rue Edouard Poisson 93300 AUBERVILLIERS  
Location 48 34 67 67 et FNAC

سكزا من الأصل





## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans dimanche-matin. Signification des symboles : R Signifié dans le Monde radio-télévision • F Film à émettre • O On peut voir • N Ne pas manquer • M M Chef d'œuvre ou classique.

## Vendredi 24 mars

## TF 1

20.40 Variétés : Arts de recherche. Emission présentée par Patrick Sabatier. Invité : Michel Galabru. Variétés :



Stone et Chardon, Tracy Spencer, les Rita Mitsouko et Sparks, Graziella de Michele, Tom Jones, des vidéos de Michel Jonasz et de Madonna. 22.45 Magazine : Desclères. De Patrick Jendy. Romy Schneider, avec des textes de Jean Duriens les par Lambert Wilson. 23.45 Journal et Météo. 0.05 Série : Arabes Lapins. Le bouchon de cristal. Avec Georges Desclères. 1.00 Série : Des agents très spéciaux. Une bonne discothèque.

## A 2

20.35 Série : Hôtel de police. L'occasion, avec Cécile Magnat, Olivier Granier. 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème : Peut-on les condamner ? sont invités : le cardinal Albert Decourtray (Un évêque et Dieu), Alain Finkielkraut (La Mémoire vaine), Frédéric Pottecher (Le Procès de la défilé), Simon Wiesenthal (Justice n'est pas vengeance). 22.55 Journal et Météo. 23.45 Chanson : Le Plus beau film français de Max Ophüls (1951). Avec Claude Dauphin, Jean Galland, Gaby Morlay. 0.55 Magazine : Du côté chez Fred (rediff.).

## FR 3

20.35 Feuilles : Mounibattim, le dernier vice-roi. De Tom Clegg, avec Nicol Williamson, Janet Suzman, Ian

Richardson (2<sup>e</sup> épisode). 21.30 Magazine : Thalassa. De Georges Perraud. Le mariage de la mer. 22.25 Journal et Météo. 22.50 Têlémag : La chanson de Dumas. De Ludovic Segarra, avec Alexandre Arbat, Vladimir Toïsty, Omar Antonin. 2.20 Têlémag : Les Misérables. Avec le Chœur de Champagne-Ardenne, direction Françoise Lassere.

## CANAL PLUS

20.30 Têlémag : Cri d'amour. De Paul Wendkos, avec Susan Blakey, Powers Boothe. 22.05 Documentaire : Le monde inconnu des serpents. 22.25 Magazine : Exploits. 22.50 Flash d'informations. 23.00 Chanson : Crocodile Dundee. Film australien de Peter Faiman (1986). Avec Paul Hogan, Linda Kozlowski, John Meillon. 0.30 Chanson : L'Artiste avec la mer. Film français de Philippe Mury (1984). Avec Christophe Malavoy, Elmi Dragouni, Julien Guiochon. 2.00 Chanson : Adieu, mon amour. Film américain de Peter Yates (1973). Avec Robert Mitchum, Peter Boyle, Richard Jordan (v.o.). 3.40 Chanson : Pour X raisons. Film français classé X de Philippe Byron (1983). Avec Françoise Verrier, Pierre Navarre. 5.00 Chanson : Les Caprices de Marie. Film français de Philippe de Broca (1969). Avec Philippe Noiret, Marthe Keller, Jean-Pierre Marielle. 6.30 Série : Stalg 13.

## LA 5

20.30 Têlémag : Implosion trois. De Robert Lewis, avec Heather Lockier, Terence Knox. 22.20 Têlémag : Les Évadés, maestro. De Sidney Hayes, avec Christopher Lee, Rudy Geeson. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Capitaine Furlito (rediff.). 0.50 Papa poule (rediff.). 1.50 Boulevard et compagnie (rediff.). 2.10 Magazine : Châli Châli (rediff.). 2.20 Vive la vie! (rediff.). 2.35 Journal de la nuit. 2.40 Voies (rediff.). 3.35 Feuilles : Le dernier vice-roi. De Tom Clegg, avec Nicol Williamson, Janet Suzman, Ian

5.30 Tendresse et passion (rediff.). 5.45 Boulevard et compagnie (rediff.). 6.00 Musique : Arts de rêve.

## M 6

20.35 Têlémag : Les derniers jours d'un soldat. De Francis Markey, avec Kenneth Welsh, Wayne Robson. 22.20 Série : L'Homme de fer. 23.10 Six clips. 23.40 Six minutes d'informations. 23.50 Magazine : Boulevard des clips. Spécial Madonna. 2.00 Magazine : Adventure (rediff.). 2.25 Magazine : Le glorieux et la balance (rediff.). 3.40 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 4.05 Magazine : Ombres de choc (rediff.). 5.00 Magazine : Le glorieux et la balance (rediff.). 5.30 Magazine : Adventure (rediff.). 6.00 Musique : Boulevard des clips.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. 21.30 Musique : Black and blue. The complete Duke 47-52. 22.40 Naïfs romantiques. Les ébénistes. 4. Sous le regard exotique. 0.05 De jour en lendemain. 0.50 Musique : Coda. Verres brisés, voix cassées.

## FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert (donné le 15 mars à la basilique Sainte-Cécile) : Passion selon saint Jean BWV 245 de Bach par l'Orchestre baroque d'Amsterdam et le Neerlandisch Kammerorkest, dir. Ton Koopman; sol. : Barbara Schlick, soprano. M. Cabré, alto. Jan Hogenman, ténor. Peter Kozay, basse. 22.20 Première. Jéssy. Suzanne Castrov-Vizcarra. Extraits des Noces de Figue, de Mozart; de Rinaldo et Juliette, de Gounod; de Miska, de Georges; de Sonnet des matines, de Hux; Colibri op. 2 n° 7, de Chausson. 23.07 Club 49 de la radio. 0.30 Poissons d'or. Œuvres de Weinmann, Copeland, Harrison; à 1.30. Les poissons d'or du passé; de Gian Francesco Malipiero.

## LA 5

13.30 Série : L'homme qui valait 3 milliards. 14.30 Série : K 2000. 15.30 Série : Shérif, fais-moi peur. De 16.25 à 18.30 Dessins animés. 16.25 Les Schtroumpfs. 16.50 Émil la magicienne. 17.15 Karim, l'enfant du Nord. 17.40 Les défilés de la Tarte. 18.05 Jeanne et Serge. 18.30 Boulevard et compagnie. 18.50 Journal images. 19.00 Série : Deux flics à Miami. 20.00 Journal. 20.30 Série : Les Évadés, maestro. De Sidney Hayes, avec Christopher Lee, Rudy Geeson. 2.00 Chanson : Adieu, mon amour. Film américain de Peter Yates (1973). Avec Robert Mitchum, Peter Boyle, Richard Jordan (v.o.). 3.40 Chanson : Pour X raisons. Film français classé X de Philippe Byron (1983). Avec Françoise Verrier, Pierre Navarre. 5.00 Chanson : Les Caprices de Marie. Film français de Philippe de Broca (1969). Avec Philippe Noiret, Marthe Keller, Jean-Pierre Marielle. 6.30 Série : Stalg 13.

## M 6

13.30 Série : Incroyable Hulk. 14.20 Série : Section IV. 15.10 Variétés : Hexagone 60-80. 16.20 Hit, hit, hit, hurra! 17.30 Magazine : Adventure. Sommaire : Windsurf extrême; Trilogie en surf; Le bateau; Paris-Dakar 89. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Série : Brigade de la nuit. 19.04 Magazine : Les cavaliers. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby show. Sacré soirée. 20.35 Têlémag : L'opération de la dernière chance. De Fielder Cook, avec Glynis O'Connor, Armand Assante. Des scènes de violence. 22.20 Têlémag : Têlémag sur la plage (rediff.). Des loubards persécutés une famille en week-end. 23.35 Six minutes d'informations. 23.45 Magazine : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Adventure (rediff.). 2.25 Magazine : M 6 aime le cinéma (rediff.). 3.20 Magazine : Le glorieux et la balance (rediff.). 3.45 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 4.10 Magazine : Ombres de choc (rediff.). 5.05 Magazine : Le glorieux et la balance (rediff.). 5.30 Magazine : Adventure (rediff.). 6.00 La lecture d'Amélie.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Jean-Louis Coste, patron du café Beaubourg. 20.45 Dramatiques : Les environs de Heilbronn, de Jacques-Pierre Amette; à 21.50. Trafic de Louis Calaferte. 22.35 Musique : Opus. Jean-Claude Casadesu, chef d'orchestre. 0.05 Clair de nuit.

## FRANCE-MUSIQUE

20.05 Opéra Fervat, de l'Indy, par le Chœur et l'Orchestre radio lyrique, dir. Pierre Michel Le Comte; sol. : Micheline Grancher, Jean Mollien, Pierre Germain. 23.05 Musique : de chambre. 0.30 La terrasse des audiences du clair de lune.

## Dimanche 26 mars

## TF 1

6.28 Météo. 6.30 Série : Drôles d'histoires. 7.00 Bonjour la France, bonjour l'Europe. Présenté par Jean Offredo. 7.45 Magazine : Bonjour monsieur le maire. 7.55 Jérémy à Nicolas. 8.10 Club Dorothée dimanche. 8.15 Spécial Disney dimanche. 8.25 Club Dorothée dimanche (suite). 9.25 Fus de nuit pour les croque-morts. 9.50 Série : Les chevaliers du ciel. 10.25 Magazine : Les animaux du monde. De Marlyse de La Grange. Voyage au centre de l'œuf. 10.45 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. Ombres. 10.55 Têlémag à l'antenne. 11.25 Magazine : Têlémag. 12.30 Jeu : Le juste prix. 12.55 Météo. 13.00 Journal. 13.25 Série : Tomerose de fer. 14.15 Monde Diago. 14.45 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. Ombres. 15.35 Têlémag à l'antenne. 15.45 Série : Pour l'amour du risque. 16.35 Dessins animés : Disney parade. Présenté par Jean-Pierre Foucault. 18.00 Spécial Ulysse. Harrison; premier grand raid international de moto-neige au Canada. 18.25 Série : Vive-mont. 18.55 Magazine : 7 sur 7. Émission d'Anne Sinclair. Invité : Monseigneur Lamy. 19.50 Loto sportif. 20.00 Journal. Météo et Table vert. 20.40 Chanson : Le Zézane. Film français de Claude Zidi (1978). Avec Louis de Funès, Annie Girardot, Julien Guiochon. 22.20 Magazine : Sport dimanche soir. 23.40 Journal et Météo. 0.00 Documentaire : Le film James de Taron Goto et Kazuji Ueno. 1. Avec les Tibétains de la Haute Vallée. 0.55 Musique : Jazz à Antilles. John Mac Laughlin et Christian Escudé. L'œuvre et ses musiciens. René Urtoguer et ses musiciens. George Adams, Don Pullen.

## A 2

8.30 Magazine : Cliché-matin. Présenté par Marie Talon et Bibou. La Pimp; Bogus; Mimi Cracra; Alex; Quick et Flupke; Les fables d'Esopo. 9.00 Chanson : Les Évadés, maestro. 9.15 Émission de Michel Andrieu (1971). Avec Jean Gabin, Eric Damain, Jacques Marin. 10.40 Chanson : Crocodile Dundee. Film australien de Peter Faiman (1986). Avec Paul Hogan, Linda Kozlowski, John Meillon. Le clair jusqu'à 14.00. 12.30 Magazine : Rapido. D'Antoine de Caunes. 13.00 Flash d'informations. 13.05 Magazine : Mon zébré à moi. Invité : Alain Prost. 14.00 Série : Taggart. L'arbitre. 15.45 Pochettes surprises. Sunday. 16.00 Magazine : Boulevard des clips. 16.00 Sport. Moto (Grand Prix du Japon) et boxe (Nun-Kalambay) (rediff.). 17.00 Basket-ball américain. 17.55 Automobile. Grand Prix du Brésil. 18.00 Informations. 18.05 Magazine : Les Évadés, maestro. 18.30 Série : Les Évadés, maestro. 18.50 Journal images. 19.00 Série : Deux flics à Miami. 20.00 Journal. 20.30 Série : Les Évadés, maestro. 20.50 Magazine : Sport dimanche soir. 21.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 21.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 21.50 Magazine : Les Évadés, maestro. 22.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 22.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 23.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 23.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 24.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 24.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 25.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 25.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 26.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 26.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 27.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 27.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 28.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 28.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 29.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 29.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 30.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 30.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 31.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 31.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 32.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 32.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 33.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 33.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 34.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 34.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 35.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 35.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 36.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 36.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 37.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 37.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 38.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 38.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 39.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 39.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 40.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 40.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 41.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 41.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 42.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 42.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 43.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 43.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 44.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 44.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 45.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 45.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 46.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 46.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 47.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 47.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 48.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 48.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 49.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 49.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 50.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 50.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 51.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 51.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 52.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 52.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 53.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 53.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 54.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 54.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 55.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 55.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 56.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 56.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 57.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 57.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 58.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 58.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 59.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 59.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 60.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 60.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 61.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 61.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 62.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 62.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 63.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 63.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 64.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 64.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 65.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 65.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 66.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 66.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 67.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 67.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 68.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 68.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 69.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 69.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 70.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 70.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 71.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 71.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 72.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 72.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 73.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 73.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 74.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 74.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 75.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 75.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 76.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 76.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 77.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 77.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 78.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 78.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 79.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 79.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 80.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 80.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 81.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 81.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 82.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 82.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 83.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 83.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 84.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 84.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 85.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 85.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 86.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 86.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 87.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 87.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 88.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 88.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 89.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 89.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 90.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 90.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 91.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 91.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 92.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 92.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 93.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 93.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 94.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 94.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 95.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 95.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 96.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 96.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 97.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 97.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 98.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 98.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 99.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 99.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 100.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 100.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 101.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 101.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 102.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 102.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 103.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 103.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 104.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 104.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 105.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 105.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 106.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 106.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 107.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 107.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 108.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 108.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 109.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 109.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 110.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 110.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 111.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 111.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 112.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 112.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 113.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 113.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 114.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 114.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 115.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 115.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 116.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 116.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 117.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 117.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 118.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 118.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 119.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 119.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 120.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 120.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 121.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 121.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 122.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 122.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 123.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 123.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 124.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 124.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 125.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 125.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 126.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 126.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 127.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 127.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 128.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 128.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 129.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 129.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 130.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 130.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 131.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 131.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 132.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 132.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 133.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 133.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 134.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 134.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 135.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 135.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 136.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 136.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 137.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 137.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 138.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 138.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 139.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 139.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 140.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 140.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 141.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 141.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 142.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 142.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 143.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 143.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 144.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 144.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 145.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 145.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 146.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 146.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 147.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 147.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 148.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 148.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 149.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 149.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 150.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 150.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 151.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 151.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 152.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 152.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 153.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 153.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 154.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 154.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 155.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 155.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 156.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 156.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 157.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 157.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 158.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 158.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 159.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 159.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 160.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 160.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 161.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 161.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 162.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 162.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 163.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 163.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 164.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 164.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 165.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 165.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 166.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 166.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 167.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 167.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 168.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 168.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 169.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 169.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 170.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 170.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 171.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 171.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 172.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 172.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 173.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 173.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 174.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 174.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 175.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 175.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 176.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 176.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 177.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 177.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 178.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 178.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 179.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 179.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 180.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 180.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 181.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 181.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 182.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 182.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 183.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 183.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 184.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 184.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 185.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 185.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 186.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 186.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 187.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 187.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 188.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 188.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 189.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 189.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 190.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 190.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 191.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 191.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 192.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 192.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 193.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 193.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 194.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 194.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 195.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 195.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 196.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 196.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 197.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 197.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 198.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 198.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 199.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 199.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 200.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 200.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 201.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 201.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 202.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 202.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 203.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 203.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 204.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 204.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 205.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 205.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 206.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 206.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 207.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 207.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 208.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 208.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 209.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 209.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 210.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 210.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 211.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 211.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 212.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 212.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 213.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 213.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 214.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 214.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 215.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 215.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 216.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 216.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 217.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 217.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 218.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 218.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 219.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 219.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 220.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 220.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 221.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 221.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 222.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 222.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 223.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 223.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 224.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 224.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 225.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 225.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 226.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 226.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 227.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 227.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 228.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 228.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 229.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 229.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 230.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 230.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 231.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 231.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 232.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 232.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 233.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 233.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 234.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 234.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 235.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 235.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 236.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 236.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 237.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 237.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 238.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 238.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 239.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 239.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 240.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 240.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 241.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 241.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 242.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 242.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 243.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 243.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 244.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 244.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 245.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 245.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 246.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 246.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 247.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 247.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 248.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 248.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 249.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 249.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 250.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 250.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 251.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 251.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 252.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 252.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 253.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 253.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 254.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 254.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 255.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 255.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 256.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 256.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 257.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 257.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 258.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 258.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 259.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 259.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 260.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 260.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 261.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 261.30 Magazine : Les Évadés, maestro. 262.00 Magazine : Les Évadés, maestro. 262.30 Magazine : Les Évadés, maestro



## AUTOMOBILISME : un entretien avec le directeur technique de Renault-Sport

### La F1 sur mesure

**L'**ABANDON du turbo et le retour au moteur atmosphérique constituent-ils une régression au plan technique ?

Le turbo était un moteur difficile mais riche d'enseignements. Nous avons beaucoup appris, grâce à la gestion électronique, sur la combustion, l'injection, l'avance à l'allumage, la forme des chambres de combustion, les transferts thermiques, le rendement énergétique, et il nous restait beaucoup à apprendre. Personnellement, je regrette son abandon, mais le moteur atmosphérique nous oblige à travailler dans d'autres voies tout aussi passionnantes pour un technicien.

À l'époque des turbos, le principal objectif des motoristes résidait, semble-t-il, dans le gain de puissance. Quelle est la nature des challenges avec les nouveaux moteurs atmosphériques ?

C'est toujours la puissance, mais il faut que cette puissance soit le plus domestiquée possible pour que la voiture soit plus facile à conduire, plus efficace et donc plus performante. Pour les motoristes, les problèmes découlent désormais des régimes très élevés, du rendement et de la résistance des matériaux et du remplissage dans les conditions de la pression atmosphérique.

Qu'est-ce qui différencie les moteurs atmosphériques de l'ancienne et de la nouvelle génération ?

La nouveauté, c'est l'intégration des connaissances acquises avec les turbos. Notamment une gestion électronique très sophistiquée et, à terme, l'introduction de matériaux nouveaux. Ainsi, chez Renault, nous utilisons la céramique qui réduit les effets thermiques, mais à très petite dose, car on ne la maîtrise pas encore totalement.

L'électronique jouera-t-elle un rôle moins important avec les moteurs atmosphériques ?

Champion incontesté des « années turbo » dans la formule 1 automobile avec trente-cinq victoires, Alain Prost avait parié en beauté cette année par une victoire le 13 novembre 1988, à Adélaïde. À partir du Grand Prix du Brésil, dimanche 26 mars à Rio-de-Janeiro, toutes les monopoles devront être équipées d'un moteur atmosphérique de 3,5 litres.

Plusieurs écuries ou motoristes ont profité de ce changement de réglementation pour débiter en formule 1. Après deux ans d'absence, c'est le cas de la règle Renault : elle avait introduit le turbo en formule 1 en 1977, elle revient avec un nouveau moteur atmosphérique qui équipera les Williams du Belge Thierry Boutsen et de l'Italien Riccardo Patrese. Bernard Dudot, directeur technique de Renault-Sport, nous a entrepris de ces moteurs atmosphériques de la « nouvelle génération » également présentée cette saison par Honda, Ferrari, Ford-Cosworth, Lamborghini, Yamaha, Subaru et Life.

Malgré l'abandon de toute limitation, nous devons continuer à assurer la meilleure gestion du carburant pour en emmagasiner le moins possible. Nous avons des programmes qui nous permettent de simuler les performances d'une voiture avec un moteur doté d'une puissance donnée, en faisant varier les appuis aérodynamiques, le poids de la voiture, etc. Nous connaissons, circulant par circuit, ce que coûte un excédent de poids. A Rio, 20 kg se traduisent par 7/10 de seconde de plus par tour. À Jerez, c'est entre 9/10 et 1 seconde au tour. Le poids est un élément fondamental de la performance.

Autrefois, les ingénieurs chassés devaient s'adapter aux caractéristiques du Ford-Cosworth qui équipait toutes les voitures, à l'exception des Ferrari. Désormais, il semblerait que les motoristes travaillent très étroitement avec les aérodynamiciens et les concepteurs de châssis.

C'est une autre grande nouveauté. L'époque où on construisait un moteur sans souci de son exploitation est révolue. Désormais, nous devons le concevoir en fonction de son intégration dans le châssis. Il influe directement sur les dimensions de la voiture, sur son aérodynamisme, sur sa rigidité, car il est porteur et joue

normale et avec tout le potentiel de Renault-Sport. L'une des conséquences tangibles, c'est que Honda a commencé ses essais sur châssis en octobre 1987 et nous exactement un an plus tard. C'est considérable pour la connaissance du moteur et on ne pourra pas combler ce handicap du jour au lendemain.

Pour leurs nouveaux moteurs atmosphériques, Ford-Cosworth et Yamaha ont choisi des huit cylindres, Ferrari, Lamborghini et Subaru des douze cylindres. Pourquoi avez-vous opté, comme Honda, pour un dix cylindres ?

Avant de concevoir notre moteur, nous avons consulté un certain nombre d'ingénieurs chassés. Nous avions fait des silhouettes de V8, de V10, de V12 avec des angles différents. Nous leur avons confié nos estimations pour la puissance, la consommation et le poids de chacun de ces moteurs. Nous leur avons demandé lequel ils retiendraient. Toutes les réponses ont convergé vers un V10 à angle assez fermé pour limiter l'encombrement vers le haut et favoriser l'aérodynamisme. Le V10 est un compromis entre le V8 (sobriété et faible encombrement) et le V12 (hauts régimes et puissance). Il restait à nos ingénieurs à résoudre les problèmes posés notamment par le nombre impair de cylindres par banc.

Compte tenu des énormes moyens mis en œuvre par Honda aussi bien au niveau des investissements que des hommes et du matériel, le handicap des autres motoristes est-il surmontable à court terme ?

Nous le pensons car nous ne nous battons pas pour être derrière. Renault revient pour gagner à moyen terme. Il va nous falloir travailler en conséquence pour réduire ce retard.

Propos recueillis par  
GÉRARD ALBOUY.

## TENNIS : Tournoi de Key-Biscayne

### Noah qualifié pour le troisième tour



Il a fallu plus de trois heures et demie et cinq sets (4-6, 7-5, 3-6, 6-1, 6-3) à Yannick Noah pour venir à bout, jeudi 23 mars, de l'Américain Bill Scanlon qu'il affrontait au deuxième tour du Tournoi de Key-Biscayne (Floride), doté de 2,1 millions de dollars. Après cette victoire sur le deux cent seizième joueur mondial, le Français affrontera au troisième tour le Soviétique Alexander Volkov, classé trente-septième. Après les éliminatoires de Thierry Tulasne par l'Américain Grabb (6-1, 6-3, 6-7, 6-4) et de Jean Kriekorian par l'Américain Kratzmann (4-6, 7-6, 6-4, 7-6), Noah est le dernier Français en compétition au troisième tour.

## SKI ALPIN : championnats de France

### Derniers flocons

Les championnats de France de ski alpin, qui ont lieu jusqu'au samedi 25 mars à La Foux-d'Allos (Alpes-de-Haute-Provence) sont la dernière occasion pour les titulaires de l'équipe de France de glaner des médailles. Face aux espoirs des comités régionaux, les anciens, comme Catherine Quittet en slalom géant ou Jean-Luc Créter en Super-G, ont montré leur supériorité. Les novices du circuit se sont manifestés avec Nathalie Bouvier en descente et Béatrice Fillion en slalom.

LA FOUX-D'ALLOS (Alpes-de-Haute-Provence) de notre envoyé spécial

La brune et la blonde s'embrassent. Nathalie Bouvier est heureuse du succès de Béatrice Fillion dans le slalom. Au pied de la piste enneigée, les deux jeunes femmes voient leur rêve se réaliser. Nathalie, championne de France de descente, peut lancer à sa compagne elle aussi couronnée : « On a gagné le cootier ! »

Tout a commencé lors d'un long trajet en avion, qui les conduisait en France après les dernières épreuves de la Coupe du monde dans les montagnes japonaises.

« On s'est dit, avec Béa, raconte Nathalie, qu'avec la prime de 1 600 F promise aux vainqueurs, on s'offrirait un séjour sur une île ensoleillée. »

Pourtant, rien ne prédisposait la petite Nathalie Bouvier à faire carrière dans le cirque blanc. Ses parents, lunetiers à Morez (Jura), ne l'ont pas poussée dans cette direction. Certes, à vingt-sept mois, elle prend déjà plaisir à glisser sur les pistes des Rousses, mais elle ne s'inscrit que tardivement dans le club de la station. « C'est au collège, par l'intermédiaire de l'UNSS (Union nationale du sport scolaire), que les professeurs de sport m'ont incitée à pratiquer la compétition », précise la jeune fille.

Ses parents acceptent facilement que leur unique enfant se lance dans un sport qui la passionne. Elève du lycée d'Albertville, elle poursuit entraînement et études, sans fausse note. A dix-sept ans, un titre de vice-championne de France de slalom géant, derrière Carole Merle, la

propulse dans les rangs des réserves de l'équipe de France. Sagement, elle attend toutefois de réussir son baccalauréat (série A) pour suivre la trace des idoles.

Mais sa première saison sur le circuit de la Coupe du monde n'est pas une réussite. Qu'importe ! Nathalie connaît ses défauts, ses insuffisances au niveau de la préparation physique et même accepte facilement de rétrograder, en Coupe d'Europe, dans le circuit des novices.

« Le passage dans l'élite est toujours délicat, reconnaît l'entraîneur François Sedan. Nathalie a bien compris que l'an dernier elle devait parfaire son apprentissage sur une tournée de compétitions moins prestigieuses. Un titre de championne de France de combiné confirme la polyvalence de la jeune skieuse, à l'aise dans les descentes comme entre les piquets. La Jurassienne retrouve sa place dans l'équipe cette saison. Elle peut enfin courir avec les « grandes » qu'elle admire, comme Carole Merle ou Chrystelle Guignard.

Embarquée pour les grands voyages en cette année de championnats du monde, elle se frotte

aux vedettes en obtenant la seizième place du Super-G de Schladming (Autriche) en début de saison. Puis viendront les championnats du monde : « Vail, pour moi, ce fut une expérience formidable. J'ai découvert la pression et l'enjeu d'une épreuve unique », reconnaît la brune. Sa septième place dans la descente du combiné ne l'a pas comblée, mais elle lui a appris « énormément de choses ». « Le bilan de Nathalie, en fin de saison, est satisfaisant, assure son entraîneur, les filles comme elle, qui pratiquent les trois disciplines, doivent s'agripper au contact des autres ; elles apprennent ainsi à devenir des athlètes. »

Nathalie est prête à suivre ses conseils. Elle va se consacrer à son entraînement physique. « J'ai envie de faire carrière dans ce sport car je pratique ce que j'aime par-dessus tout : le ski », affirme la jeune fille. Avant les Jeux olympiques d'Albertville, un objectif selon elle encore lointain, Nathalie Bouvier souhaite monter sur un podium de Coupe du monde : « Avec Béatrice, pour montrer aux filles plus âgées que je suis leur exemple. »

SERGE BOLLOCH.

## LES HEURES DU STADE

### Automobilisme

Championnat du monde de formule 1. — Grand Prix du Brésil à Rio-de-Janeiro. Dimanche 26 mars. En direct sur Canal Plus à partir de 17 h 55.

Championnat du monde de rallyes. — Safari rallye au Kenya jusqu'au jeudi 30 mars.

### Badminton

Internationaux de France. — A Paris jusqu'au dimanche 26 mars.

### Cyclisme

Paris-Camembert. — Mardi 28 mars.

### Equitation

Coupe du monde de sauts d'obstacles. — Finale à Göteborg (Suède), à partir du jeudi 30 mars.

### Football

Championnat de France. — Trente et unième journée du championnat de première division, samedi 25 mars. En différé

Saint-Etienne-Paris-SG sur Canal Plus à partir de 22 h 50.

Coupe de France. — Seizième de finale retour mercredi 29 mars.

### Golf

Open AGF de La Grande-Motte. — Jusqu'au lundi 27 mars. En différé dimanche 2 avril sur FR 3 entre 16 et 17 heures.

Open de Biarritz. — A partir du jeudi 30 mars.

### Hockey sur glace

Championnat du monde B. — Avec l'équipe de France à partir du jeudi 30 mars en Norvège.

### Motocyclisme

Championnat du monde de vitesse. — Grand prix du Japon à Suzuka, dimanche 27 mars.

### Tennis de table

Championnats du monde. — A Dortmund (RFA) à partir de mercredi 29 mars.

## CYCLISME : le nouveau président de la FFC

### Le développement communication

Conformément à un programme établi de longue date, Germain Simon a renoncé à la présidence de la Fédération française de cyclisme (FFC), qu'il exerçait depuis dix ans. C'est l'un de ses poulains qui lui succède, François Alaphilippe, élu au cours de l'assemblée générale du 19 mars par vingt voix contre dix-sept à Gérard Bail.

La transmission des pouvoirs annonce-t-elle un changement dans la continuité à la Fédération française de cyclisme ? Bien qu'il parle le même langage que son prédécesseur, enseignant comme lui, le nouveau président échappe aux schémas habituels. Sa jeunesse, ainsi que son passé sportif, représentent des privilèges rares, et cela suffit à imaginer qu'il fournira l'oxygène à l'une des fédérations les plus traditionnelles qui soit.

Cet organisme, qui s'appelait autrefois l'Union vélocipédique de France (UVF) et qu'on surnomma « la Vieille Bique », ne fut, pour des générations de coureurs, qu'une machine à distribuer des licences et... des amendes, en faisant respecter les règlements sans la moindre concession. Depuis quelques lustres, sous l'influence d'Olivier Dussaux d'abord, de Germain Simon ensuite, la FFC s'est humanisée et elle a choisi la transparence. Les conférences de presse suivies de déjeuners-débats, où l'on déguste le foie gras arrosé de sauternes, n'auraient pu se concevoir il y a peu de temps encore. Elles témoignaient d'une évidente volonté d'ouverture de la part du plus haut dirigeant fédéral, auquel on reprochait pourtant de n'être pas suffisamment médiatique. Homme discret, qui préfère les actes aux paroles, Germain Simon accepta la critique, en affirmant qu'il valait mieux voir à la télévision un peloton en action que le visage du président.

C'est également l'avis de François Alaphilippe. Mais ce Limousin de quarante-sept ans s'attache en priorité à développer la communication. Professeur de droit à la faculté de Limoges, directeur du Centre de droit et d'économie du sport, il possède le sens du contact, auquel il ajoute

une solide culture, ainsi qu'une formation technique pointue. Et, surtout, il n'ignore pas les préoccupations du pratiquant ; il connaît la valeur de l'effort à bicyclette puisqu'il fut coureur de première catégorie, contrairement à la plupart de ceux qui ont occupé ce fauteuil.

« Nous avons roulé côte à côte sur les routes du plateau de Millevaches, raconte Raymond Poulidor. François Alaphilippe était un excellent routier, un réel espoir du cyclisme régional. Il a renoncé à la compétition pour se consacrer à ses études et, si le peloton a perdu un bon élément, la fédération a gagné, je crois, un futur grand président. »

Dans quel état ce jeune cadre dynamique trouve-t-il les affaires de la FFC ? « Je ne laisse aucun testament », a dit Germain Simon en tirant sa révérence. Une déclaration aussi laconique ne dissimule pas un constat d'échec. Des progrès ont été réalisés au cours de la dernière décennie, en particulier sur le plan sportif. Le cyclisme français est aujourd'hui présent dans toutes les disciplines, alors qu'il comptait naguère de profondes lacunes.

Toutefois, l'effectif a subi un phénomène d'érosion, dont les causes ne sont pas évidentes et dont les remèdes demeurent incertains. Le nombre de licenciés dépasse légèrement 80 000. C'est nettement inférieur à l'objectif fixé naguère par le président Dussaux, qui voulait faire de la FFC la fédération des 100 000 adhérents. Il y a moins de 100 coureurs professionnels en France (94 contre 97 en 1986 et, plus de 400 en 1939). Le secteur amateur est, pour sa part, en légère régression. La seule catégorie véritablement prospère est celle des féminines (1 505 en 1986, 1 857 l'an dernier), indépendamment du vélo tout terrain, qui fait de nouveaux adeptes chaque année.

Grâce à cette forme d'activité, qui est à la bicyclette ce que le 4 x 4 est à l'automobile, François Alaphilippe espère que le seuil des 100 000 licenciés sera atteint à moyen terme. Parallèlement à la compétition, il veut développer le cyclisme des loisirs ou, pour reprendre l'expression de Jean Bobet, le cyclisme de plaisance.

JACQUES AUGENDRE.

## DOPAGE : les révélations du magazine des Jeunesses communistes

### Un laboratoire secret à Séoul

LES affaires de dopage n'épergnent plus l'URSS. Le magazine *Zmena* (« Changement ») du Comité central des Jeunesses communistes révèle, dans son édition datée du mercredi 22 mars, qu'un laboratoire ultramoderne installé sur un bateau ancré au large de Séoul (Corée du Sud) aurait servi, lors des derniers Jeux olympiques d'été, à tester les athlètes soviétiques dans le plus grand secret. Ils y auraient subi des tests analogues à ceux pratiqués sous le contrôle du Comité international olympique à l'issue des finales. Une manière efficace de dépiéger ceux qui ne résisteraient pas à un contrôle officiel et d'éviter ainsi un scandale en les priant de s'écarter discrètement des compétitions.

L'article paru dans *Zmena* confirme donc ces accusations. On y apprend également qu'un tel procédé est fréquemment utilisé. Lors des phases éliminatoires des grandes compétitions internationales, les Soviétiques subissent, selon la revue, des tests organisés par leurs dirigeants. Une fois les résultats des analyses connus, certains déclarent mystérieusement forfait malgré de bonnes performances. « Les entraîneurs, les docteurs et les sportifs ne disent rien car ils ont peur d'être évincés de l'équipe nationale », précise l'article, selon lequel un rapport confidentiel a évalué à 29 % la proportion des athlètes soviétiques (tous niveaux confondus) ayant été au moins une fois déclarés positifs.

# Économie

## SOMMAIRE

■ **Présenté, vendredi 24 mars, au conseil d'administration, le contrat d'objectifs 1989-1992 d'EDF prévoit un désendettement de l'entreprise et une nouvelle réduction des tarifs (lire ci-**

**contre).** ■ **Lorsqu'elle prendra, le 1<sup>er</sup> juillet prochain, la présidence du conseil de la CEE, la France agira en faveur d'une charte communautaire des droits sociaux (lire**

**page 25).** ■ **Malgré la croissance soutenue, l'élaboration du budget 1990 s'annonce difficile compte tenu des engagements pris pour la défense nationale, l'éducation, et l'Europe (lire ci-dessous).**

## Défense, éducation et Europe

### Les engagements pris rendent impossible la réduction du déficit budgétaire en 1990

Dès cette année, le gouvernement pourrait supprimer, outre les 10 milliards déjà gelés, une dizaine de milliards de dépenses publiques supplémentaires.

Après deux années de facilité économique et financière, le gouvernement va devoir diriger le ton. Non que la France soit menacée d'un ralentissement brusque et prononcé de la croissance qui obligerait l'Etat — faute de ressources suffisantes — à renouer avec une austerité abandonnée en 1985. De ce point de vue, les Français — comme chefs d'entreprise ou comme consommateurs — peuvent rester confiants : l'année 1989 sera très probablement, comme la précédente, celle d'une forte activité.

Ce qui va forcer Michel Rocard à durcir le ton est d'une autre nature. Comme la prise de conscience que le pays, malgré — ou à cause — d'une prospérité en partie retrouvée, s'est peut-être engagé dans des entreprises à la fois trop nombreuses et trop ambitieuses. Commencent en effet à apparaître les difficultés considérables que va rencontrer l'Etat pour assumer — financièrement — les décisions politiques et stratégiques prises ces dernières années : modernisation d'une armée que l'on dote d'équipements aussi performants que ceux dont disposent les Etats-Unis et l'URSS ; réhabilitation en profondeur du système d'éducation nationale en même temps que revalorisation importante de la condition d'enseignant ; entrée rapide de la France dans une Europe plus intégrée qui impose la réduction — au nom de l'harmonisation — d'un certain nombre d'impôts et d'abords, des plus productifs, comme la TVA ; enfin, amélioration de la solidarité nationale par la mise en place d'un revenu minimum d'insertion à coût rapidement croissant. La recherche simultanée, en quelque sorte, de plus de puissance, de plus de justice et d'une prospérité accrue.

A y regarder de plus près, on voit mal à laquelle de ces ambitions la France pourrait renoncer d'un cœur léger. La modernisation du système de défense fondé sur des avions, des porte-avions, des sous-marins nucléaires et des chars de combat s'avère de plus en plus coûteuse, mais est

devenue objet de consensus national. Quant au marché unique européen et à la libre circulation des personnes, des produits et des capitaux, il commence à effrayer, mais qui déciderait d'y renoncer ?

S'il a critiqué l'avion Rafale, s'il s'est inquiété de la paupérisation que risquait d'entraîner pour l'Etat la baisse d'une TVA nationale à haut rendement, s'il a montré très sélectif quant à la revalorisation de la condition d'enseignant, le premier ministre n'a pas la possibilité d'abandonner telle ou telle de ces ambitions nationales sous prétexte qu'elle coûterait trop cher et dépasserait les facultés d'épargne ou le rendement des impôts.

#### Lourdes menaces

Et pourtant... Le budget de 1989, voté il y a à peine trois mois par l'Assemblée nationale, a déjà été amputé d'une dizaine de milliards de francs par une décision commune de MM. Rocard et Bérégovoy, maintenant complètement d'accord sur le danger d'une montée trop rapide des dépenses publiques.

La question ne se pose déjà plus de savoir si ces crédits seront définitivement annulés d'ici la fin de l'année — ils le seront, — mais bien plutôt combien d'autres milliards devront être retirés aux différents ministères — une dizaine encore ? Cela pour respecter à peu près l'objectif d'un déficit budgétaire ramené à 100 milliards de francs en 1989.

C'est toutefois sur l'année prochaine que pèsent les plus lourdes menaces. Les dépenses risquent bel et bien de déborder, tandis que la progression des recettes pourrait se ralentir. Evolutions qui rendraient totalement impossible la poursuite de la réduction du déficit budgétaire à quelque 90 milliards de francs comme il a été envisagé, par exemple, du sérieux de la France aux yeux des milieux financiers internationaux.

Ce n'est même pas pêcher par pessimisme que de juger difficilement évitable un allourdissement en 1990 du déficit budgétaire, surtout si

sement qui, s'il se produisait, mettrait fin au mouvement de réduction engagé depuis 1986. En dehors même des dépenses entraînées par différentes promesses (rapatriés, DOM-TOM, voies navigables...) ou par différentes contraintes (brusque montée des intérêts de la dette publique, dotation en capital aux entreprises publiques...), les choix politiques précédemment évoqués en faveur de la défense nationale, de l'éducation nationale et de l'Europe vont brusquement peser très lourd.

Si elle était strictement respectée, la loi de programmation militaire 1987-1991, qui, pourtant, ne concerne que les dépenses d'équipement à l'exclusion des charges de fonctionnement (98 milliards sur un total de 222 milliards), entraînerait à elle seule une augmentation d'une douzaine de milliards de francs des dépenses publiques. L'évolution de ces dépenses militaires d'équipement est en soi un problème, mais elle ne constitue pas le cœur du problème. Les dépenses nouvelles très lourdes. Car les 8 à 10 milliards de francs nouveaux qui surgissent en 1990 puis, encore en 1991 de la loi de programmation militaire s'ajoutent aux mesures acquises les années précédentes. L'exact effet boucle de neige.

Il en va de même pour l'éducation nationale : 6 milliards de francs de dépenses nouvelles en 1989 (dont 1,8 milliard ajouté en cours d'année), puis 6 milliards de francs en 1990 et encore 4 milliards de francs pour chacune des années 1991, 1992 et 1993. Soit 24 milliards de francs sur cinq années, dont 11 milliards consacrés à la seule revalorisation des traitements des enseignants, le reste allant à la rénovation (recrutement, bâtiments, matériel pédagogique, bourses, etc.).

La réalisation du grand marché européen, de son côté, si elle n'a pas pour effet de gonfler les dépenses de

l'Etat, amputera régulièrement ses recettes : une dizaine de milliards de francs l'année prochaine au titre de la fiscalité de l'épargne.

L'accroissement des dépenses nouvelles risque donc d'être, l'année prochaine, plus rapide que celui des recettes supplémentaires tirées de la croissance, recommençant à creuser le déficit budgétaire et contredisant donc une stratégie amorcée en 1986, confirmée par M. Rocard l'année dernière.

Renversement inquiétant mais sans véritable surprise dans la mesure où le rythme d'accroissement des dépenses avait été — en partie du moins — artificiellement freiné depuis quelques années par la manne tirée des privatisations des entreprises publiques, mais aussi par une évidente sous-estimation des besoins de la nation dans un domaine aussi fondamental que celui de l'éducation nationale. Les débordements actuels correspondent pour l'essentiel à la correction de retards surprenants pour un pays moderne. Trouverait-on encore des professeurs dans quelques années si l'Etat continuait à mal les payer et à leur donner l'impression d'être peu considérés ?

Ce sont ces contradictions, pour l'instant sans solution, que traitera la lettre de « cadrage budgétaire » qu'enverra le premier ministre à chacun des membres du gouvernement vers le 10 avril. Et pour préparer chacun aux choix douloureux qu'il faudra bien faire un jour ou l'autre, M. Rocard réunira l'ensemble de ses ministres pour deux journées de réflexion, les 13 et 14 avril. Parmi les thèmes abordés : comment moderniser l'Etat sans relancer à tout-va la dépense publique, sans remettre en cause des équilibres monétaires et financiers sur lesquels la France est jugée à l'étranger ? Réponse possible : en améliorant la productivité de l'Etat.

M. Rocard préfère parler d'efficacité. Mais l'idée est bien la même que celle exprimée récemment par M. Bérégovoy : des rémunérations supérieures, sans doute, mais pour un rendement supérieur.

ALAIN VERHOLLES.

## Le contrat d'objectifs 1989-1992

### EDF va se désendetter et réduire ses tarifs

Les tarifs de l'électricité devraient diminuer de 1,5 % par an en francs constants d'ici à 1992, ce qui signifie que les hausses de prix d'EDF (Electricité de France) resteront inférieures de 1,5 point au rythme général d'inflation. Tel est l'engagement pris par l'établissement dans le cadre du contrat d'objectifs qui doit être signé prochainement avec les pouvoirs publics pour quatre ans (de janvier 1989 à décembre 1992). Ce contrat, qui devait être approuvé vendredi 24 mars par le conseil d'administration d'EDF, fixe en effet trois objectifs principaux à l'entreprise.

● **Désendettement** : EDF s'engage à réduire son endettement — au niveau record de 230 milliards de francs fin 1988 — de 20 milliards de francs au total, pendant la période, étant précisé que ses résultats doivent être au minimum équilibrés chaque année.

● **Baisse des tarifs** : le prix moyen de l'électricité devra diminuer de 1,5 % par an en monnaie constante. Contrairement au « contrat de plan » précédent, conclu pour cinq ans de 1984 à fin 1988, aucune date précise n'est fixée pour les mouvements tarifaires, EDF étant libre de moduler les hausses, après accord du ministère des finances...

● **Amélioration de la qualité** : EDF se propose de porter la qualité du service — mesurée au nombre de coupures, à la continuité du courant, etc. — au niveau moyen européen (à densité de population égale). Pour ce faire, le contrat prévoit qu'au total, pendant ces quatre années, 21,5 milliards de francs seront investis dans les réseaux.

En contrepartie de ces engagements de résultats, l'établissement obtient le feu vert des pouvoirs publics pour développer ses ventes à l'étranger, conclure des accords de partenariat avec des groupes industriels (français ou étrangers) et s'ouvrir à de nouveaux champs d'activité.

Ce contrat — le cinquième (1) à être conclu entre le gouvernement et des entreprises publiques — a fait l'objet de nombreuses et houleuses tractations entre les deux parties depuis l'automne. La direction de l'établissement soumettait, en contrepartie d'engagements chiffrés, obtenir une liberté de gestion accrue, par la suppression notamment de nombreux contrôles a priori qui entravaient considérablement sa marge de manœuvre. Jusqu'ici, en effet, ni les tarifs, ni les investissements, ni la politique commerciale, ni

même la gestion financière n'échappaient aux contrôles stricts des différentes administrations, ce qui constitue un handicap grave à l'heure où EDF doit s'adapter à une nouvelle donne énergétique et européenne.

Ayant pratiquement terminé son programme d'équipement nucléaire, EDF bénéficie d'un atout majeur vis-à-vis de ses concurrents européens. Elle peut, comme l'a montré l'accord récemment conclu avec Pechiney à Dunkerque et celui en négociation avec Exxon en Normandie (2), tenter d'attirer ou de retenir sur le sol national des industries grosses consommatrices d'énergie. Mais elle doit dans le même temps faire face à une concurrence accrue du pétrole et du gaz (dopés par la baisse des prix), utiliser au maximum des capacités de production largement excédentaires et réorienter ses activités afin de compenser l'arrêt de la construction des centrales, qui libère des effectifs importants alors que son statut lui interdit tout licenciement.

Un défi qui ne peut être tenu que par une hausse de son chiffre d'affaires. Tel est bien le sens du contrat d'objectifs qui devrait être signé officiellement dans quelques jours avec les pouvoirs publics. La seule manière, pour EDF, de parvenir à se désendetter, tout en équilibrant ses comptes et sans accroître excessivement ses tarifs, est de vendre plus, mieux et différemment, bref de « faire du chiffre ». Contrairement au contrat précédent qui enfermait l'établissement dans des contraintes étroites et qui n'a d'ailleurs été appliqué que très partiellement — l'Etat, en obligeant EDF à baisser ses tarifs deux fois plus vite que prévu initialement, l'a empêché de se désendetter et l'a conduit en 1988, après deux ans de grâce, à retomber dans le rouge, — la nouvelle charte passée avec les pouvoirs publics devrait amorcer une règle du jeu différente.

VERONIQUE MAURUS.

(1) Ont été « finalisés », c'est-à-dire approuvés par leurs conseils d'administration, les contrats d'EDF-Aquitaine, Rhône-Poulenc, et Bull, celui de Thomson devant être conclu vendredi 24 mars.

(2) EDF a négocié avec Exxon, qui doit implanter à Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine-Maritime) la plus grosse usine de plastiques d'Europe (le Monde du 18 mars), un contrat original, qui, sans aller aussi loin que celui conclu avec Pechiney, témoigne, selon le groupe pétrolier, d'une « politique commerciale intelligente et active » qui lui a permis de plaider son dossier auprès de la direction américaine.

## L'urgence d'une réduction de la dette latino-américaine

### La France plaide pour une attitude innovatrice et pragmatique

La réunion ministérielle informelle qui s'est tenue jeudi 23 mars à Paris, en présence de dix-huit ministres latino-américains et de gouverneurs des banques centrales de la région, a permis à la France de relancer les idées contenues dans le « plan Mitterrand » de réduction de dette. L'espoir d'une solution multilatérale, dès le sommet des pays industriels de juillet prochain à Paris, a posé les dirigeants français à faire preuve d'« innovation » et de réalisme.

Tout au long de la journée consacrée, jeudi 23 mars, aux problèmes de l'Amérique latine, et surtout à la réduction de la dette, à l'origine d'un « formidable gâchis économique », comme l'a souligné le président François Mitterrand, la France a souligné sa volonté de pragmatisme. Le chef de l'Etat français comme le ministre de l'Economie et des Finances Pierre Bérégovoy l'ont, chacun de leur côté, souligné. L'essentiel de leur démarche est de parvenir à un accord sur le principe même d'un allègement de la dette des pays latino-américains comme sur celui d'une garantie multilatérale permettant de vaincre les réticences des banques créancières.

Face à une « situation d'urgence », Paris a certes souligné la conférence du « plan Mitterrand ». Fondée sur une allocation de droits de tirages spéciaux dont la part, revenant aux pays industriels, serait consacrée à l'alimentation d'un fonds de garantie des remboursements des banques créancières, ce plan évite soigneusement le piège inflationniste de la création monétaire, selon ses auteurs. A titre indicatif, une allocation de 15 milliards de DTS permettrait de consacrer

9,6 milliards à un tel fonds de garantie et de « traiter » environ 110 milliards de DTS, soit 40 % de l'encours de la dette des pays à revenu intermédiaire — essentiellement latino-américains. Mais, face au plan américain du secrétaire au Trésor, Nicholas Brady, ou à celui proposé par les Japonais, les Français se veulent ouverts à toute solution facilitant un consensus. Pour éviter les frictions entre ceux qui préfèrent voir la Banque mondiale consacrer un fonds de garantie ou ceux qui, comme la France, « ne voudraient que des avantages » à ce que le Fonds monétaire international en assure la surveillance, Paris étudie une formule permettant un contrôle multilatéral moins marqué. Une instance parallèle au Fonds mais bénéficiant de son expertise pourrait permettre de rapprocher les points de vue.

#### Sortir d'un cercle vicieux

Mais il est un autre aspect de la réduction de la dette dont les responsables latino-américains et leurs hôtes ont souligné l'importance. Un allègement n'a de sens que s'il aboutit à une reprise des flux de capitaux et d'investissements productifs vers l'Amérique latine. Il ne s'agit que d'une première étape permettant de sortir d'un cercle vicieux. En ce sens, envisager de créer un fonds de garantie en tirant sur des ressources de la Banque mondiale notamment qui auraient pu être consacrées à d'autres types de projets serait une attitude réductrice. Une nouvelle forme de soutien devra s'ajouter et non se substituer aux opérations financées traditionnellement par les organismes multilatéraux. Une mise en garde discrètement adressée aux Etats-Unis.

F. Cr.

## Sur fond d'après discussions au sein de la CEE sur l'agriculture

### Le directeur général du Gatt relance les négociations commerciales multilatérales

Alors que les discussions sont vives entre la Commission européenne et les ministres des Douze sur la dose de rigueur à injecter cette année dans la politique agricole commune, le directeur général du GATT a relancé, mercredi 22 mars à Genève, la grande négociation commerciale multilatérale bloquée en décembre dernier à Montréal sur les désaccords agricoles entre les Etats-Unis et la CEE.

BRUXELLES  
Communautés européennes  
de notre correspondant

L'épreuve de force qui oppose la quasi-totalité des ministres de l'agriculture des Douze à la Commission européenne depuis que s'est engagé le débat sur les prix et les mesures d'accompagnement à appliquer en 1989-1990, devrait trouver son terme au cours de la prochaine session ministérielle qui débutera à Luxembourg le 17 avril.

Les réductions de prix qui seront alors décidées seront probablement limitées, autrement dit, d'une moindre ampleur que ce que propose la Commission. Au cours de la réunion, qui s'est tenue en début de semaine à Bruxelles, les ministres ont souligné leur volonté de ne pas prendre de retard par rapport au calendrier officiel. Or c'est en principe le 1<sup>er</sup> avril que commence la campagne applicable aux produits laitiers et à la viande bovine.

Le dossier le plus sensible cette année concerne le soutien à apporter aux céréales, aux oléagineux (colza, tournesol) et aux protéagineux

(soja). En 1988, la production communautaire a dépassé les « quantités maximales autorisées », ou QMG, fixées par les Douze. Conformément aux mécanismes de régulation du marché, approuvés par le conseil européen de février 1988 pour faire face à ce type de situation, il convient de faire jouer les « stabilisateurs », c'est-à-dire de baisser les prix.

Dans le cas des céréales, la diminution qui en résultera sera de l'ordre de 3 %.

La Commission a estimé que ce n'était pas assez, qu'il fallait davantage de rigueur afin de rétablir durablement l'équilibre entre l'offre et la demande. Elle a donc préconisé pour les produits en cause une limitation de la période durant laquelle les agriculteurs peuvent vendre leur production, faute de preneurs sur le marché, aux organismes d'intervention, et une réduction de 25 % des « majorations mensuelles », c'est-à-dire des indemnités qui sont versées aux producteurs pour les inciter à stocker leur marchandise plutôt qu'à l'écouler à l'intervention.

#### Consolider les réformes décidées en 1988

S'agissant des céréales, de telles mesures, combinées à la mise en œuvre des stabilisateurs, signifieraient des baisses de prix de l'ordre de 7 %.

Les ministres ont expliqué à la Commission que ses propositions n'étaient pas acceptables. « Depuis cinq ans, on a imposé à notre agriculture un effort considérable. Cette année, ce qui est en jeu, c'est la mise en œuvre des stabilisateurs. Il s'agit de consolider les réformes décidées

en 1988. Mais il ne faut pas en rajouter, sinon on risque de provoquer le reflux de l'ensemble », a expliqué M. Nallet, ministre français. Phénomène inhabituel, M. Braks, son collègue néerlandais, dont les agriculteurs sont réputés être les meilleurs élèves de l'Europe verte, est monté au créneau dans le même sens, évoquant les récentes manifestations paysannes aux Pays-Bas et réclamant, lui aussi, une pause. Même les Britanniques, les seuls au sein du conseil à éprouver quelque sympathie pour les propositions de rigueur de la Commission, se sont montrés discrets.

M. Ray MacSharry, le commissaire chargé des affaires agricoles, a fait part de son inquiétude à propos des négociations agricoles internationales en cours. Après l'échec de la session ministérielle de l'Uruguay Round, à Montréal en décembre 1988, un rendez-vous de rattrapage avait été inscrit dans les agendas, du 5 au 7 avril à Genève. Cette rencontre se présente mal. Les derniers contacts bilatéraux avec les Américains, qui restent « inflexibles », ont été « décevants », selon M. MacSharry.

Les propositions de compromis présentées le 22 mars, à Genève par M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT (l'organisation qui surveille le commerce international) ne vont pas faciliter la tâche aux négociateurs de la CEE.

En matière agricole, elles vont en effet très au-delà de la « position commune » définie avant Montréal et au-delà même des concessions supplémentaires qu'on laissait, il y a peu, entrevoir comme possibles à Paris et à Bruxelles.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

## Accord de rééchelonnement de la dette nigérienne

Le processus de rééchelonnement de la dette nigérienne lancé par l'octroi d'un crédit stand-by du Fonds monétaire international de 475 millions de dollars de tirage spécial a pris fin, mercredi 22 mars, par un accord signé entre les représentants de Lagos et le comité de coordination des banques créancières dirigé par la Barclays britannique, la BNP française et la Citibank américaine.

Aux termes de cet accord, 5,5 milliards de dollars de dettes seront rééchelonnées, la moitié sur quinze ans à un taux supérieur de 0,8125 % au Libor (taux interbancaire de Londres) et l'autre moitié sur vingt ans avec un taux de risque de 0,875 %. Les créanciers publics du Nigeria avaient, le 3 mars dans le cadre du club de Paris, accepté d'étaler dans le temps 5,7 milliards de dollars d'échéances.

#### INEDIT

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde

LES MOISSONS DE LA FRANCHISE

Suite de la France 3 superpuissance. Ressources économiques des 40 pays d'expression française. Droit de la mer : les zones maritimes sont-elles des prolongements territoriaux ? Les Etats riverains (France) demandent l'extension du droit de pêche. Les Etats d'expression française métropolitaine les 9 DOM-TOM, la zone franc conférence (40 nations), l'Union des Etats de l'océan Indien (41 nations), que franchisse le 41 nations, 250 p. 98 p.

Franco chez l'auteur.

MARTINOT DE PREUIL

49560 NUEL-SUR-LAYON

Télé 03 83 21 11 11 (10 France)

سكزا من الأصل



# Économie

## L'Europe sociale en construction

### La France demande une nouvelle réglementation du transfert des prestations dans la CEE

La France reprend l'initiative sur l'Europe sociale. M. Soisson, ministre du travail, a annoncé les orientations de la présidence française, à compter du 1<sup>er</sup> juillet. M. Evin, ministre de la solidarité et de la santé, entame des négociations pour une refonte du règlement communautaire sur les prestations familiales.

#### M. Soisson joue le pragmatisme

MARCY-L'ETOILE  
de notre envoyé spécial

Pour construire l'Europe sociale, il faut « adopter une position pragmatique qui ne soit pas celle du tout ou rien ». Telle est la philosophie qu'a exposée M. Jean-Pierre Soisson, le 23 mars à Marcy-l'Etoile (Rhône), lors d'un colloque organisé par l'Association des auditeurs de l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (AAINTEFP). S'exprimant devant un parterre de responsables syndicaux et patronaux de France et d'Europe, le ministre du travail n'a pas caché ses inquiétudes : « Si nous n'y prenons garde, nous risquons de voir se développer des forces de rejet de la construction européenne liées à des appréhensions de certaines couches de la population. Nous avons à expliquer, à rassurer, à convaincre et à entraîner ».

Alors que la France va assurer la présidence de la Communauté à partir du 1<sup>er</sup> juillet, après les élections européennes, M. Soisson a affirmé une volonté d'avancer vers l'Europe sociale mais... prudemment. De nouveau, il a récusé toute « uniformisation », jugeant par ailleurs préférable de n'utiliser les instruments juridiques de la CEE, comme la directive et le règlement, que de manière très limitée. L'idée est de recourir davantage à la persuasion qu'à la contrainte afin que « les prescriptions nouvelles soient réellement prises en compte par les Etats membres ».

Première illustration de ce pragmatisme : la France a l'intention de parvenir à l'élaboration d'une charte des droits sociaux fondamentaux

avant la fin de l'année 1989. A la suite de l'adoption par le Comité économique et social européen d'un avis qui, le 23 février, avait établi une liste de droits sociaux fondamentaux, les ministres du travail de la CEE, réunis le 7 mars à Séville en Espagne, avaient pris la décision de préparer un document dans le même sens, mais sans que son statut juridique soit déterminé. M. Soisson a confirmé que la charte ne serait pas une directive mais plutôt, « dans un premier temps », « une recommandation ou déclaration solennelle des gouvernements », à charge pour eux d'en intégrer quelques éléments dans leurs législations.

Cette prudence semblait bien accueillie par M. Tyskiewicz, secrétaire général du patronat européen (UNICE), mais suscitait de fortes réserves chez M. Hinterscheid, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES). M. Soisson a également évoqué les autres orientations de la prochaine présidence française sur le plan social : débat « politique » sur l'emploi pouvant conduire à la création d'un observatoire communautaire ; élaboration de « règles communes » dans le cadre d'un dialogue social ; à développer « sur la formation professionnelle : adoption de nouvelles directives sur la santé et la sécurité des travailleurs. Pour la France, M. Soisson s'est engagé à consulter les partenaires sociaux avant chaque décision importante, sans toutefois évoquer la création avec eux d'un « comité doté d'un secrétariat permanent », mentionnée dans le texte écrit du discours mais non annoncée.

MICHEL NOBLECOURT.

Le gouvernement français entend réagir très vite à l'arrêt de la Cour de justice européenne décidant que les citoyens des pays de la Communauté travaillant en France doivent bénéficier des allocations familiales françaises, que leurs enfants y résident ou non : il va se mettre en règle mais il va en même temps tenter de convaincre les autres gouvernements de la CEE d'établir une nouvelle réglementation communautaire sur le transfert des prestations sociales - tout en préparant par précaution certaines modifications de la réglementation nationale.

La Cour de justice européenne de Luxembourg, confirmant un premier arrêt du 15 janvier 1986 en faveur d'un Italien établi en France, M. Pietro Pinna, a annulé l'exception accordée en faveur de la France par un règlement communautaire de 1971 sur le « paiement des prestations sociales aux travailleurs qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté ». Le gouvernement français va se conformer à l'arrêt et payer les allocations au taux français à compter du 15 janvier 1986, et même avant pour les personnes qui avaient déposé déjà une réclamation avant l'arrêt de la Cour de Luxembourg.

Mais en même temps le gouvernement français va engager une action diplomatique pour obtenir la rédaction d'un nouveau règlement communautaire car l'arrêt de la Cour de justice européenne s'applique seulement tant que le conseil des ministres de la Communauté « n'a pas établi de nouvelles règles ».

M. Claude Evin, ministre de la santé et de la solidarité, a rencontré lundi 20 mars M. Papadéou, membre de la Commission européenne chargée des affaires sociales et jeudi 23 M. Jacques Delors, président de la Commission, et prendre ensuite contact avec les ministres des autres Etats européens. Il s'agit

de limiter aux allocations familiales *stricto sensu* les prestations exportables.

#### Un risque de dérive

Au ministère de la solidarité, on redoute en effet une dérive. La revendication ne va-t-elle pas s'étendre à d'autres prestations dont le montant peut dépasser celui des allocations familiales, comme l'allocation parentale d'éducation (APE), celle de parent isolé (API), voire celle d'adulte handicapé ? Le coût, limité pour l'instant à une centaine de millions de francs par an, augmenterait beaucoup. Surtout cela pourrait provoquer un déséquilibre dans certains pays de la Communauté européenne : le montant de l'APE par exemple n'est-il pas largement supérieur au salaire minimum portugais ?

Pour des prestations accordées sous conditions de ressources comme le complément familial, on imagine aussi la difficulté de vérifier les revenus des ménages dans des pays où la fraude fiscale est aussi répandue qu'en Italie.

D'autre part, même si l'arrêt de la Cour de Luxembourg ne vaut que pour les citoyens des pays de la Communauté, on craint à plus long terme une pression diplomatique de la part d'Etats associés à la CEE comme la Turquie, ou liés à la France par des accords bilatéraux comme ceux du Maghreb. Le coût atteindrait alors quatre ou cinq milliards de francs par an rien que pour les prestations familiales. L'affaire est donc prise très au sérieux dans l'entourage de M. Evin. « Si l'on devait consacrer ces sommes à la coopération, il vaudrait mieux les utiliser autrement », disent certains.

Indépendamment même de ce risque, ne faut-il pas donner des bases plus claires aux règles communautaires en matière de prestations sociales ? Fondée sur des accords économiques (traité de Rome, Acte unique) la jurisprudence commu-

nautaire y répond mal, voire de façon contradictoire. Ainsi la Cour de Luxembourg a-t-elle, le 15 septembre 1988, jugé conforme au traité de Rome le refus d'une caisse d'allocations familiales de verser l'allocation de rentrée scolaire à un retraité français installé en Grande-Bretagne.

Mais la négociation d'un nouveau règlement risque d'être difficile bien que l'actuel ait été adopté à l'unanimité en 1971. Si la France a des chances de bénéficier du soutien de l'Allemagne ou des Pays-Bas, l'attitude française en matière de prestations familiales est très critiquée dans d'autres pays, notamment l'Italie ou la Grèce. Ces critiques ont été aggravées par l'absence de réaction française au premier arrêt de la Cour européenne sur l'affaire Pinna en janvier 1986 - une attitude dictée par le désir d'éviter, face aux campagnes de l'extrême droite, de soulever le problème du versement de prestations familiales à des familles étrangères ne résidant pas sur le territoire.

Aussi envisage-t-on parallèlement de revoir les modalités de certaines prestations, pour éviter qu'elles ne soient exportables. Ne faut-il pas

transformer l'allocation de parent isolé, par exemple en variante du revenu minimum d'insertion ? Ses bénéficiaires ont déjà droit aux mêmes mesures d'insertion.

Mais une telle réorganisation ne risque-t-elle pas d'entraîner une réduction de certains avantages consentis aux familles ? Plus largement, le marché unique européen peut-il remettre en cause le principe sur lequel est fondée depuis 1978 la politique familiale française : celui du droit de l'enfant - lié donc à sa présence sur le territoire national - sans référence à une activité professionnelle des parents ? La législation française doit-elle revenir en arrière et rétablir comme dans certains pays un critère d'activité ? M. Claude Evin y a fait allusion vendredi 17 mars en installant le groupe de travail sur la protection sociale et le marché européen : il a évoqué le risque de « déstabilisation » de certaines politiques sociales. Selon lui « la coordination (européenne) doit respecter la spécificité des législations nationales et des principes qui les gouvernent ».

GUY HERZLICH.

#### Aménagement du temps de travail

### La CFTC refuse l'accord

A l'issue de la réunion de son conseil confédéral, le 23 mars, la CFTC a annoncé qu'elle ne signerait pas l'accord sur l'aménagement du temps de travail. Le 21 mars, à la fin de la négociation avec le CNPF et les autres organisations syndicales, la CFTC avait paru annoncer une approbation, tout en faisant part de ses réserves au sujet du travail continu.

Dans un communiqué, la centrale chrétienne précise que c'est bien ce point qui a emporté sa décision finale. « Le travail de nuit ou le dimanche ne saurait (...) être moralement imposé aux salariés au nom de stratégies économiques, mais seulement pour des motifs techniquement incontournables », écrit-elle en rappelant que, dès le début des discussions, elle avait déclaré qu'« il ne lui serait pas possible de donner un aval contractuel à cer-

taines dispositions de la loi Séguin de 1987 qu'elle considérait injustement sur ces thèmes ».

A propos de la même négociation, la position de la CFTD devrait être connue dans l'après-midi du 24 mars, après la réunion du bureau national en session extraordinaire. Réunies le 23 mars, les fédérations CFTD du secteur privé se seraient en majorité prononcées en faveur de l'accord. M. Jean Kasper, secrétaire général, a déclaré que « la CFTD ne se déterminera pas en fonction des positions de l'une ou l'autre des organisations syndicales » mais « seulement en fonction du contenu de l'accord ».

Dès la fin des discussions, la CGT et FO avaient fait connaître leur opposition et la CGC s'était seule engagée à signer.

#### EN BREF

● Reprise du travail à Renault-Le Mans. - Les grévistes de la chaîne de montage des tracteurs à l'usine Renault du Mans ont repris le travail, jeudi 23 mars dans l'après-midi, après un accord avec la direction.

● Manifestation du Livre CGT. - Environ quatre cents adhérents du Livre CGT ont manifesté jeudi 23 mars dans la matinée devant le siège du Syndicat général des imprimeries de Paris et de la région. Ces manifestants, dont la plupart appartiennent à des imprimeries de la région Ile-de-France (qui fabriquent les périodiques mais aussi les prospectus, cartes de visite, etc.), protestent contre les négociations qui ont actuellement lieu avec les imprimeurs à propos de la convention collective de 1953. Les militants du Livre CGT estiment qu'il s'agit là de « simulacre » de négociations. Plusieurs adhérents de la branche presse du Livre CGT participent aussi à ce mouvement.

Les grévistes, soutenus par la CGT et la CFTD, réclamaient un reclassement et une prime d'astreinte de 250 F par mois.

● Manifestation du Livre CGT. - Environ quatre cents adhérents du Livre CGT ont manifesté jeudi 23 mars dans la matinée devant le siège du Syndicat général des imprimeries de Paris et de la région. Ces manifestants, dont la plupart appartiennent à des imprimeries de la région Ile-de-France (qui fabriquent les périodiques mais aussi les prospectus, cartes de visite, etc.), protestent contre les négociations qui ont actuellement lieu avec les imprimeurs à propos de la convention collective de 1953. Les militants du Livre CGT estiment qu'il s'agit là de « simulacre » de négociations. Plusieurs adhérents de la branche presse du Livre CGT participent aussi à ce mouvement.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## AKBANK, LE PROGRES DYNAMIQUE

“La Société la plus rentable de Turquie”

Au cours des années, Akbank s'est engagée dans une saine croissance et dans l'entretien d'un haut niveau bancaire international. Notre politique continue a été de créer une solide base en capital afin de soutenir la croissance progressive et prudente de notre bilan.

Récemment, un autre événement marquant a été l'augmentation de notre capital qui est passé de 250 milliards TRY (137,9 millions USD) à 500 milliards TRY (275,8 millions USD).

Aujourd'hui, Akbank se classe parmi les trois premières banques mondiales quant à la rémunération du capital et des actifs.

L'esprit pionnier d'Akbank se manifeste dans ses nouvelles entreprises, comme la création de la BNP-AK-DRESDNER BANK, en coopération avec la Banque Nationale de Paris et la Dresdner Bank.

Notre vaste réseau d'agences en Turquie et nos représentants dans différents centres financiers internationaux constituent une chaîne ininterrompue et sans rivales du "Service Akbank".

L'habitude du succès fait d'Akbank un choix de premier ordre.

ACTIF		Bilan au 31.12.1988 USD
Caisse et banques	1.049.499.917	
Réserves obligatoires	325.421.001	
Bons du Trésor	330.206.361	
Prêts	705.910.716	
Participations	56.353.771	
Immobilisations, équipements	94.290.168	
Autres actifs	196.763.408	
<b>Total actif</b>	<b>2.758.445.342</b>	
PASSIF		2.030.594.554
Dépôts	21.447.545	
Emprunts	251.566.054	
Autres dettes	2.302.608.153	
<b>Total passif</b>	<b>2.302.608.153</b>	

FONDS PROPRES		137.891.474
Capital*	148.113.400	
Réserves	168.892.315	
Bénéfices (après impôts)	454.837.189	
<b>Total fonds propres</b>	<b>2.758.445.342</b>	

(Taux de conversion : TRY 1.813,02 = 1 USD)

\* Le capital a été porté à 275,8 millions USD en mars 1989

## AKBANK

#### Ak International Bank Limited

● Ak International Bank Ltd., dans laquelle Akbank possède une participation majoritaire, termine sa sixième année d'activité comme institution autorisée.

● En 1988, la banque a enregistré un bénéfice avant impôt de £ 2,1 millions et possède des fonds propres s'élevant à £ 16,4 millions.

● En janvier 1989, le capital libéré a été porté

de 10 à 20 millions de £, portant les ressources en capital à plus de £ 26 millions.

● Ak International Bank Ltd est à votre service pour toutes vos opérations bancaires.

John Harding, Directeur Général

10 Finsbury Square, Londres EC2A 1HE

Téléphone : (1) 628 3844

Télex : 8955636 AKIL G Télécopie : (1) 628 2037

#### AFFAIRES

### Thomson : des bénéfices et des projets

M. Alain Gomez, dont le mandat de président de Thomson prend fin dans quelques semaines, continue de creuser son sillon : il consolide ses comptes et poursuit sa quête d'alliances européennes.

Les comptes de Thomson-CSF sont l'exact reflet de la situation dans laquelle se trouve l'entreprise : à la fois engagée dans un processus de renforcement interne et agitée par la réorganisation structurelle de son activité principale (l'électronique de défense, pour 92 % de son chiffre d'affaires). En effet, le chiffre d'affaires, à périmètre constant, stagne (33,52 milliards de francs), tandis que le bénéfice net consolidé s'inscrit en hausse de 14 % à 2,96 milliards. Il représente désormais 8,9 % du chiffre d'affaires du groupe, ce qui le place en deuxième position en Europe (derrière Plessey, cible d'une OPA) et devant tous les groupes américains opérant dans le secteur. Un beau rétablissement quand on sait que ce ratio était de 0,9 % en 1984. La structure même de ce chiffre donne la mesure de la consolidation du groupe et ses limites : son résultat d'exploitation ressort à 1,44 milliard, en hausse de 13,4 % sur l'année précédente, soit 4,3 % du chiffre d'affaires.

Sur le seul terrain industriel de l'électronique de défense, ce chiffre est également en hausse de 14,3 % et s'affiche à 1,621 milliard de francs. Cette amélioration reflète la compression des frais généraux, commerciaux et de recherche-développement. Par ailleurs, Batif (la banque du groupe) et ses filiales affichaient l'an passé un résultat après impôt de 800 millions contre 420 en 1987.

Mais M. Alain Gomez, qui a recentré son groupe sur la défense (le Monde Affaires du 1<sup>er</sup> octobre 1988), est confronté comme tous ses concurrents européens à la régression du marché dans ce secteur. Et il entend bien être de la partie dans le numéro de « chaînes musicales » auquel on assiste sur le Vieux Continent depuis quelques mois. N'ayant pas les moyens, de son propre aveu, de procéder à une grosse acquisition externe, il privilégie la constitution d'unités intégrées (recherche-développement, production, commercialisation) mêlant par métier plutôt que des participations financières croisées, schéma ayant la préférence de M. A. L'intérieur de ce cadre, des alliances moitié-moitié, déjà expérimentées dans les composants avec l'italien SGS, auraient sa faveur.

F. V.



Ile de France

## LE CREDIT D'IMPOT FORMATION

### 2 SESSIONS DE TRAVAIL

matin : 9h30 et après-midi : 12h30

SEANCE DE TRAVAIL PAR ATELIER  
APPLICATION INFORMATIQUE D'AIDE  
AU CALCUL DU CREDIT D'IMPOT

UNE CONFERENCE DEBAT A 11H15  
avec Monsieur LAIGNEL Secrétaire d'Etat  
à la Formation Professionnelle

LE 30 MARS A LA MAISON DE LA CHIMIE  
28 rue Saint Dominique 75007 PARIS

réservation par téléphone ou télécopie :

AGEFOS PME ILE DE FRANCE  
11 RUE HELENE 75017 PARIS  
TEL 42 94 95 95 - TELECOPIE : 42 94 28 78

## Économie

## REPÈRES

## Croissance

Augmentation  
du PNB américain de 2,4 %  
au quatrième trimestre

La croissance du produit national brut des États-Unis au quatrième trimestre a été révisée à 2,4 % en rythme annuel, contre une estimation précédente de 2 %. Ce résultat porte donc la croissance américaine en 1988, à 3,9 %, contre 3,8 % précédemment annoncée. Le défateur du PNB, l'une des mesures de l'inflation, a été confirmé à 5,3 % en 1988.

## Inflation

+ 0,7 %  
en Grande-Bretagne  
en février

Les prix de détail ont augmenté en Grande-Bretagne de 0,7 % en février par rapport à janvier, et de 7,8 % en rythme annuel. En janvier, le hausse en rythme annuel avait atteint 7,9 %, contre 6,8 % en décembre. Le chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson, a annoncé il y a quelques jours, lors de la présentation du budget britannique, que l'inflation devrait atteindre un sommet à 8 % en cours d'année.

## GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

## LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de  
vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

## BOURSE

36.15 LEMONDE

## POINT DE VUE

Le projet de loi approuvant le 10<sup>e</sup> Plan (1989-1992) a été présenté mercredi 22 mars au conseil des ministres par M. Lionel Stoléru, secrétaire d'État chargé du Plan. Au cours du conseil, le président de la République, M. François Mitterrand, a cependant émis quelques réserves, soulignant que le Plan ne doit pas être un exercice rhétorique qui consisterait à enregistrer ce qui se passerait dans le cadre d'une économie libérale.

M. Pierre-Yves Cossé, commissaire au Plan, donne ici son opinion sur l'esprit et les objectifs du 10<sup>e</sup> Plan.

par Pierre-Yves Cossé  
commissaire au Plan

Le projet de 10<sup>e</sup> Plan, axé sur le grand marché européen, l'emploi et la cohésion sociale, est marqué par la nostalgie. Nostalgie liée à un attachement à la « planification française » conçue comme un dispositif rigide et négligeant les évolutions profondes qu'elle n'a cessé de connaître.

Ainsi que le relève fréquemment Lionel Stoléru, secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé du Plan, le Plan de Pierre Massé n'a

guère de rapport avec celui de Jean Monnet, et le Plan de 1993, qui se situera après l'expiration de l'Acte européen, n'aura guère de rapport avec le Plan 1989-1992.

Le premier ministre s'était interrogé sur d'éventuelles modifications du terme de Plan. Quoi qu'on dise, il continue d'être lié à l'économie centralisée et au Gosplan, que chacun récusait aujourd'hui en commençant par M. Gorbatchev. La désignation de commissariat général du Plan fait plus penser à l'économie de guerre (avec le commissariat au ravitaillement) qu'à une structure moderne axée sur la prospective et la pluridisciplinarité. Pourquoi ne pas parler par exemple de délégation à la stratégie ? Mais, à l'heure où Jean Monnet était accueilli au Panthéon, il eût été maladroite de modifier des formulations qui font partie de notre héritage.

Le respect légitime de l'histoire ne saurait justifier le conservatisme. Le Plan présenté par le gouvernement est différent des Plans antérieurs. Une telle mutation est nécessaire et opportune. Certes, une part de changement a été imposée par les circonstances. Le gouvernement de Jacques Chirac avait gelé le dispositif de planification : ni la concertation ni les indispensables travaux techniques n'avaient été amorcés. Le retard était de dix-huit mois, sans qu'aucune procédure de substitution ait été retenue. Le gouvernement de Michel Rocard s'est refusé de décaler d'autant le calendrier du Plan, considérant qu'un vide serait dangereux ; le choix des priorités économiques et sociales conduisant au grand marché de 1993 était urgent. De plus, il ne fallait pas laisser se créer durablement un fossé entre planification régionale et planification nationale, comme le risque en était apparu avec la préparation des contrats de plan État-région.

Aussi le nouveau document de Plan est-il plus léger mais aussi plus flexible. Aussi la procédure de concertation n'est-elle pas des innovations — moins de dix commissions au lieu d'une trentaine pour le 9<sup>e</sup> Plan — et plus courte. Aussi le champ couvert par le Plan est-il plus sélectif mais plus engageant. Cette inversion de la tendance par rapport aux plans précédents n'a pas été sans conséquence : la procédure était devenue trop lourde et trop longue, le Plan trop exhaustif, ainsi que le reconnaissent la plupart des acteurs de la planification.

La méthode  
des entreprises

Une autre part du changement est débattue. L'expérience des Plans précédents a montré que les prévisions purement quantitatives étaient un exercice vain, dans la mesure où notre croissance était largement dépendante d'un environnement international de plus en plus instable. Il faut rappeler que, dès le 8<sup>e</sup> Plan, un objectif chiffré de croissance avait été abandonné. Pour le 9<sup>e</sup> Plan, c'est le Parlement qui, par amendement, avait posé l'objectif d'une croissance supérieure d'un point à celui de nos partenaires, objectif, hélas ! non atteint. Pour assurer la pertinence de la planification nationale, il faut s'inspirer — avec les transpositions indispensables — de la planification stratégique mise en œuvre par les grandes entreprises, qui déterminent dans un univers incertain des priorités et des choix en termes qualitatifs. C'est ce que cherche à faire le Plan 1989-1992.

En fonction d'une double priorité — l'emploi et l'éurope — il fixe une stratégie de croissance fondée sur une offre compétitive résultant d'un

effort massif d'investissement et d'exportation, un partage social privilégiant la création d'emplois et un enrichissement du contenu en emplois de la croissance, au moyen de la réorganisation-réduction du temps de travail ainsi que d'initiatives dans le secteur des services et du développement local. Il précise les conditions pour que notre croissance soit au moins aussi forte que celle de nos partenaires, contrairement à la période des dernières années. Enfin, il va au-delà des adaptations qu'impose le respect des échéances européennes en donnant à notre ambition européenne des prolongements nouveaux dans les domaines social, monétaire, culturel et politique.

Les derniers plans étaient principalement l'œuvre d'experts et de commissions, l'approbation du gouvernement n'intervenant qu'à la fin du parcours. Pour le Plan 1989-1992, les ministres et le premier d'entre eux ont été impliqués très tôt puisqu'une esquisse de Plan était adoptée en comité interministériel en septembre et que des relations étroites se sont nouées entre les commissions de concertation et les ministères concernés. Acte politique et social, un Plan n'a de valeur que celle qui lui attachent le gouvernement et les partenaires socioprofessionnels. Le gouvernement est décidé à mettre en œuvre les engagements pris au titre de l'Acte unique, comme les allègements fiscaux ou la libéralisation complète des services financiers, et au titre de la priorité donnée à l'emploi dans la ligne du plan-emploi de l'automne dernier.

Ce Plan s'appuie sur une forte volonté politique et sur un assainissement en profondeur de l'économie française — qu'illustreront les performances de l'année 1988 — à de fortes chances d'être réalisés, beaucoup plus que tous les Plans issus de la crise et marqués d'un volontarisme excessif. L'économie française a de bonnes chances de poursuivre sa désinflation, d'équilibrer sa balance des paiements, d'accroître fortement ses capacités de production et d'être durablement créatrice d'emplois. Et, sur les grands chantiers ouverts par le Plan, des progrès substantiels auront été accomplis vers un système d'éducation et de formation répondant à des besoins massifs sous des formes plus diversifiées, un effort de recherche amplifié et plus tourné vers la technologie et l'indus-

trie, l'aménagement du territoire cohérent en tenant compte de la transformation du territoire rural et des effets du grand marché.

Les circonstances de son élaboration font du Plan soumis au Parlement un document ouvert et perfectible. On ne pouvait en si peu de temps prétendre à une formule originale et achevée : la planification à la française des enrichissements. Ceux-ci viendront d'abord des travaux des commissions de concertation qui se poursuivront jusqu'en juillet 1989 ; elles compléteront le diagnostic et les orientations, préciseront leurs conditions de mise en œuvre.

Faire  
le tri

De toute manière, la réflexion et la concertation sur le moyen terme ne s'arrêtent pas le jour de l'approbation définitive du Plan 1989-1992. Il s'agit aujourd'hui d'une dimension permanente de toute action collective. Si le Commissariat général du Plan ne prétend, dans ce domaine comme dans aucun autre, à un monopole, sa vocation est de proposer, de stimuler et de coordonner en faisant lui-même ou en faisant faire. De larges champs restent à défricher : analyses prospectives à long terme — notamment sectorielles — pour lesquelles notre pays connaît un retard certain, évaluation des politiques publiques, définition des politiques européennes au moyen terme, adaptation des régions aux exigences du grand marché, enrichissement du contenu en emplois de la croissance, création de pôles urbains de développement à dimension européenne, amélioration des méthodes de gestion publique.

Dans les prochaines semaines, le Commissariat général du Plan fera un tri pour ne retenir que la priorité et la réalisable, précisera ses méthodes de travail et recherchera l'aval de tous les partenaires et autorités concernées. Un tel travail éclairera la mise en œuvre du Plan adopté par le Parlement et la précèdera. Le Plan 1989-1992 n'est pas un texte intangible dont l'interprétation serait rigide, ce qui lui ferait rapidement perdre tout intérêt pour le gouvernement comme pour les partenaires économiques et sociaux. Les conditions de sa mise en œuvre évolueront comme tout phénomène économique et social. Si l'on veut être fidèle à l'essentiel, il faut être capable d'innovation et d'invention.



BANQUE TRANSATLANTIQUE

CROFEC

Dans sa séance du 21 mars 1989, le Conseil d'Administration de la BANQUE TRANSATLANTIQUE, réuni sous la présidence de M. François de SIEYES, a approuvé les comptes de l'exercice 1988 qui font ressortir un bénéfice net de F. 25.572.593,50 (dont F. 1.722.126,07 de plus-values nettes à long terme) contre F. 22.042.650,84 en 1987.

Il a été décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le 16 mai prochain de distribuer un dividende de F. 11 par action (l'impôt déjà versé au Trésor étant de F. 5,50) contre F. 13 par action ancienne et F. 3,25 par action nouvelle en 1987. La distribution globale s'élèvera ainsi à F. 11.240.240 contre F. 9.003.592.

Il est rappelé que le capital a été élevé en 1987 de F. 58.322.900 à F. 102.064.900 par souscription en numéraire à raison d'une action pour six et par attribution gratuite d'une action pour deux.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



MIDLAND BANK S.A.

Le Conseil de Surveillance de la MIDLAND BANK SA s'est réuni le 23 mars 1989 sous la présidence de Monsieur George LOUDON pour examiner, avant approbation par l'Assemblée Générale, les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1988, arrêtés par le Directoire présidé par Monsieur Léon BRESSLER.

Le bénéfice net consolidé du groupe est de FF 85,1 millions, en hausse de 20,9 % par rapport à 1987, la part du groupe étant de FF 84,2 millions.

La contribution du secteur immobilier, en forte progression, et les bons résultats obtenus dans les activités de marché et de gestion d'actifs pour compte de tiers ont plus que compensé la dégradation de la marge observée dans le secteur du crédit aux acquéreurs de logement, conséquence tout à la fois des remboursements anticipés qui ont encore affecté le début de l'exercice et des renégociations de taux effectuées dans ce contexte au profit de la clientèle.

Le Conseil de Surveillance proposera la distribution d'un dividende par action de FF 10, assorti d'un avoir fiscal de FF 5, portant la rémunération globale à FF 15.



TRENET

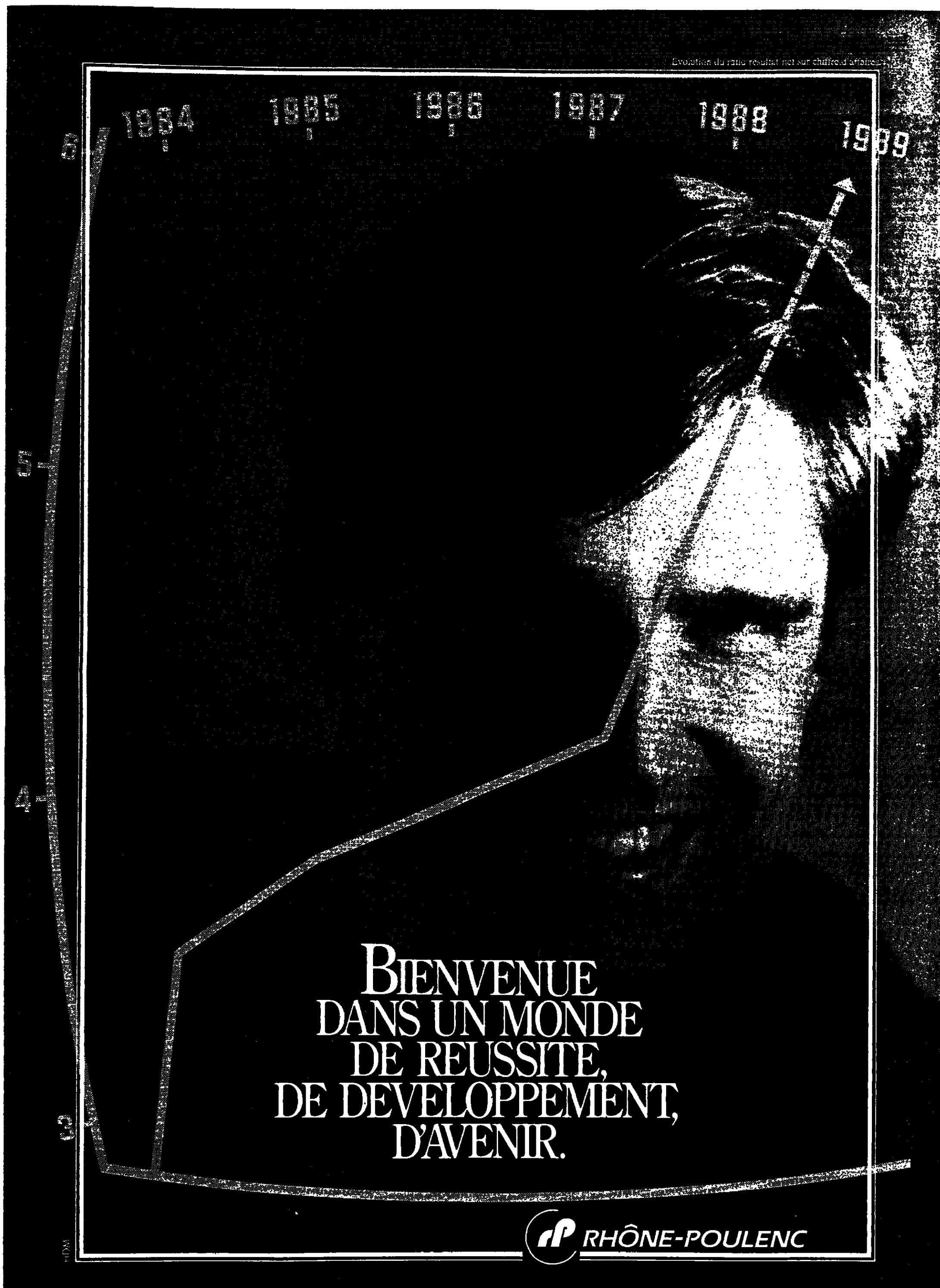
EUROPE 1  
C'est la pêche.

PALAIS DES CONGRÈS DU 17 OCTOBRE AU 8 NOVEMBRE  
LOCATION: (1) 46.40.28.20

PALAIS DES CONGRÈS, FNAC, AGENCES, MINTEL 36.15 EUROPE 1 ET PAR CORRESPONDANCE:  
SPECTACLE CHARLES TRENET - PALAIS DES CONGRÈS - PORTE MAILLOT - BP 7 - 75017 PARIS  
HERBERT PRODUCTIONS EN ACCORD AVEC GILBERT ROZON

هكذا من الأصل





Progression de 16,3% du chiffre d'affaires (65,3 milliards de francs); progression de 46,5% du résultat net (3,5 milliards de francs). Rhône-Poulenc réalise une progression supérieure à celle de ses principaux concurrents européens et passe, en 4 ans, du 14ème au 9ème rang mondial. Ces résultats sont le fruit d'une stratégie mondiale dynamique, d'une gestion rigoureuse, de la compétence et de l'engagement de ses 80.000 collaborateurs. Grâce à ses performances et à son solide auto-financement, Rhône-Poulenc accentue son effort de formation, de recherche, d'investissements et d'acquisitions pour accélérer son développement et construire son avenir.





## Marchés financiers

## BOURSE DU 23 MARS

VALEURS					Réglement mensuel										VALEURS				
Compagnie	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -					
9806 C.R.E. 2% s...	2840	2900	2900	- 0 79	1330 Labou s...	1281	1321	1320	+ 3 04	1030 Esch Bay M...	102 90	102	102 20	- 0 58					
1001 A.L.P. 2% s...	1085	1085	1085	+ 0 08	1340 Lagard s...	3478	3450	3480	+ 0 12	1700 Deutsche Bank	1700	1700	1700	- 0 21					
1023 C.R.E. 2% s...	1050	1050	1050	+ 0 08	1350 Lagard DPF s...	2396	2400	2388	- 1 25	1705 Orange & N...	64 50	63 50	64	- 0 12					
1125 Cold Lyon. T.P.	1127	1127	1127	+ 0 08	1420 Laroche-Som...	1220	1220	1220	- 2 44	1800 Escom Com...	640	638	638	- 0 16					
1281 Renault T.P.	1675	1675	1675	+ 0 08	1430 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1805 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1282 Wincap-T.P.	1829	1829	1829	+ 0 48	1440 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1810 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1321 St-Gabriel T.P.	1281	1281	1282	+ 0 48	1450 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1815 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1330 Cold Lyon. T.P.	1127	1127	1127	+ 0 08	1460 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1820 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1335 Agor	580	578	580	+ 0 06	1470 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1825 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1340 Agor	580	578	580	+ 0 06	1480 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1830 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1345 Agor	580	578	580	+ 0 06	1490 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1835 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1350 Agor	580	578	580	+ 0 06	1500 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1840 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1355 Agor	580	578	580	+ 0 06	1510 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1845 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1360 Agor	580	578	580	+ 0 06	1520 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1850 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1365 Agor	580	578	580	+ 0 06	1530 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1855 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1370 Agor	580	578	580	+ 0 06	1540 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1860 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1375 Agor	580	578	580	+ 0 06	1550 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1865 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1380 Agor	580	578	580	+ 0 06	1560 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1870 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1385 Agor	580	578	580	+ 0 06	1570 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1875 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1390 Agor	580	578	580	+ 0 06	1580 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1880 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1395 Agor	580	578	580	+ 0 06	1590 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1885 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1400 Agor	580	578	580	+ 0 06	1600 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1890 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1405 Agor	580	578	580	+ 0 06	1610 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1895 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1410 Agor	580	578	580	+ 0 06	1620 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1900 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1415 Agor	580	578	580	+ 0 06	1630 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1905 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1420 Agor	580	578	580	+ 0 06	1640 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1910 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1425 Agor	580	578	580	+ 0 06	1650 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1915 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1430 Agor	580	578	580	+ 0 06	1660 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1920 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1435 Agor	580	578	580	+ 0 06	1670 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1925 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1440 Agor	580	578	580	+ 0 06	1680 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1930 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1445 Agor	580	578	580	+ 0 06	1690 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1935 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1450 Agor	580	578	580	+ 0 06	1700 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1940 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1455 Agor	580	578	580	+ 0 06	1710 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1945 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1460 Agor	580	578	580	+ 0 06	1720 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1950 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1465 Agor	580	578	580	+ 0 06	1730 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1955 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1470 Agor	580	578	580	+ 0 06	1740 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1960 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1475 Agor	580	578	580	+ 0 06	1750 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1965 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1480 Agor	580	578	580	+ 0 06	1760 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1970 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1485 Agor	580	578	580	+ 0 06	1770 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1975 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1490 Agor	580	578	580	+ 0 06	1780 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1980 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1495 Agor	580	578	580	+ 0 06	1790 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1985 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1500 Agor	580	578	580	+ 0 06	1800 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1990 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1505 Agor	580	578	580	+ 0 06	1810 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	1995 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1510 Agor	580	578	580	+ 0 06	1820 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2000 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1515 Agor	580	578	580	+ 0 06	1830 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2005 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1520 Agor	580	578	580	+ 0 06	1840 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2010 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1525 Agor	580	578	580	+ 0 06	1850 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2015 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1530 Agor	580	578	580	+ 0 06	1860 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2020 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1535 Agor	580	578	580	+ 0 06	1870 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2025 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1540 Agor	580	578	580	+ 0 06	1880 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2030 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1545 Agor	580	578	580	+ 0 06	1890 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2035 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1550 Agor	580	578	580	+ 0 06	1900 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2040 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1555 Agor	580	578	580	+ 0 06	1910 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2045 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1560 Agor	580	578	580	+ 0 06	1920 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2050 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1565 Agor	580	578	580	+ 0 06	1930 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2055 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1570 Agor	580	578	580	+ 0 06	1940 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2060 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1575 Agor	580	578	580	+ 0 06	1950 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2065 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1580 Agor	580	578	580	+ 0 06	1960 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2070 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1585 Agor	580	578	580	+ 0 06	1970 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2075 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1590 Agor	580	578	580	+ 0 06	1980 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2080 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1595 Agor	580	578	580	+ 0 06	1990 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2085 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1600 Agor	580	578	580	+ 0 06	2000 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2090 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1605 Agor	580	578	580	+ 0 06	2010 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2095 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1610 Agor	580	578	580	+ 0 06	2020 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2100 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1615 Agor	580	578	580	+ 0 06	2030 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2105 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1620 Agor	580	578	580	+ 0 06	2040 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2110 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1625 Agor	580	578	580	+ 0 06	2050 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2115 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1630 Agor	580	578	580	+ 0 06	2060 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2120 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1635 Agor	580	578	580	+ 0 06	2070 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2125 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1640 Agor	580	578	580	+ 0 06	2080 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2130 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1645 Agor	580	578	580	+ 0 06	2090 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2135 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1650 Agor	580	578	580	+ 0 06	2100 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2140 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1655 Agor	580	578	580	+ 0 06	2110 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2145 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1660 Agor	580	578	580	+ 0 06	2120 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2150 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1665 Agor	580	578	580	+ 0 06	2130 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2155 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1670 Agor	580	578	580	+ 0 06	2140 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2160 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1675 Agor	580	578	580	+ 0 06	2150 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2165 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1680 Agor	580	578	580	+ 0 06	2160 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2170 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1685 Agor	580	578	580	+ 0 06	2170 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2175 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1690 Agor	580	578	580	+ 0 06	2180 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2180 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1695 Agor	580	578	580	+ 0 06	2190 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2185 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1700 Agor	580	578	580	+ 0 06	2200 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2190 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1705 Agor	580	578	580	+ 0 06	2210 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2195 Escom K... s...	290	290	290	+ 0 03					
1710 Agor	580	578	580	+ 0 06	2220 Laroche-Som...	628	628	628	- 0 67	2200 Escom K... s...	290								

## Comptant (sélection)

VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
		% du nom.	% du coupon			Cours préc.	Dernier cours			Cours préc.	Dernier cours			Cours préc.	Dernier cours
Obligations				C.I.C. (Prém. de)				Lacq.				Vieqin			
				C.I. Médiane				Lacq. Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl				Vieq. Médiane Bnl			
				Cléon (B)				Médiane Bnl							

**SICAV** (selection)

VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS		
Emission	Rachat	Emission	Rachat	Emission	Rachat	Emission	Rachat	
Frans ind.	net	Frans ind.	net	Frans ind.	net	Frans ind.	net	
A.A.A.	572.07	940.36	Francs Regions	1147.95	1114.51	Pierre Investiss.	722.38	889.60
Actelion	229.69	222.76	Franch-Associations	28.72	28.72	Placement A.	1089.05	1089.05
Actifon France	532.68	502.98	Franch-Epargne	28.93	28.13	Placement B et C	74238.08	74238.08
Actifon allocations	634.04	602.08	Franching	33.35	32.68	Placement C	57706.44	57706.44
Adifond	618.28	595.92	Franchinvest	140106.75	140106.75	Placement Promiss.	56971.94	56717.94
A.G.F. Action Ind-CP	1120.97	1050.83	Franchiser	240.26	238.91	Platidite	117.26	114.10
A.G.F. ECU	808.29	585.45	Franchinvest	81.93	840.91	Provision Obligations	11103.31	11032.22
A.G.F. EDU	1051.80	1030.67	Franchinvest	26.55	26.58	Purcella Edilcom	114.31	111.25
A.G.F. Europe	407.98	385.45	Franchinvest	4620.11	4609.08	Per Assurances	22162.22	22162.22
A.G.F. Investiss.	167.18	157.17	Franch EDU	583.10	574.94	Quart.	121.83	116.83
A.G.F. Lorraine	123.94	119.97	Franch Investiss.	11468.18	11258.08	Quatre-Quatre Partials	1.10	1.07
A.G.F. OILS	1116.16	1105.95	Franchinvest	1151.01	1114.03	Rachats	184.21	161.78
A.G.F. Silex	1059.70	1039.70	Garantie	60880.09	60536.74	Rachats Titrealistes	5448.28	5392.44
Alphal	649	633.17	Garantie Associations	159.23	154.76	Rachats Titrealistes	1177.05	1159.65
Alphal	239.19	212.23	Hartem	1157.51	1123.80	St-Henri Global	855.40	816.51
A.L.T.A.	181.61	184.95	Interpar	126589.98	95804.07	St-Henri Macgillan P.	207.07	167.07
Amal-G	5913.31	5946.18	Interpar	12673.80	11894.13	St-Henri Matignon	598.07	598.07
Amal-G France	701.08	682.92	Interpar France	476.76	461.80	St-Henri P.M.E.	488.06	464.76
Amplitude	689.69	652.42	Interpar	186.05	180.34	St-Henri P.M.E.	12127.85	12079.83
Associates court terme	1131.70	1130.35	Jeanne Epargne	246.94	242.21	St-Henri Services	492.48	473.54
Associ.	1117.04	1104.16	Laffine-Amérique	232.33	222.37	St-Henri Technol.	759.17	762.93
Associ. Future	328.08	318.24	Laffine Europe	256.91	253.65	St-Henri Valer	12681.28	12581.28
Associ.	1469.61	1425.74	Laffine-Espagne	287.78	274.73	Silicic	6894.89	6598.11
Amu C.C.	106.71	105.80	Laffine-France	341.03	325.14	Silicic Tit	10591.10	10591.10
Amu Europe	122.75	117.18	Laffine-Investiss.	250.19	239.53	Silicic Titrealistes	548.34	533.34
Am Investissements	123.65	117.95	Laffine-Japon	442.72	382.23	Silicic Titrealistes	1176.25	705.47
Am Valer	117.27	111.95	Laffine-Océan	107.39	107.81	Silicic Titrealistes	1476.01	1476.01
Bud Associations	2480.31	2472.80	Laffine-Parm.	209.32	199.83	Silicic Titrealistes	1476.01	1476.01
Capital Plus	1753.91	1753.91	Laffine-Tokyo	384.56	348.40	Silicic Titrealistes	1476.01	1476.01
Capital Plus	30.12	28.82	Laffine	5301.48	5293.76	Silicic Titrealistes	1476.01	1476.01
CP Investiss. AGF Actifon			Un-Associations	11180.55	11180.55	Silicic Titrealistes	1476.01	1476.01
						Silicic Titrealistes	1476.01	1476.01

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL.	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	
	préc.	23/3	Achat	Vente
Etats-Unis (8 \$)	6 361	6 316	6 100	6 500
ECU	7 058	7 049	.....	.....
Allemagne (100 DM)	338 619	339 610	328 500	348 800
Belgique (100 B)	18 139	18 139	16 300	18 300
France (100 F)	300 500	300 520	290 500	310 500
Deutsche (100 M)	86 771	86 800	85 500	80 500
Marques (100 pes)	83	83	89 000	96 500
Grande-Bretagne (£)	10 819	10 800	10 570	11 275
Grèce (100 drachmes)	4 025	4 016	3 750	4 500
Italie (1 000 L)	4 511	4 511	4 450	4 950
Suède (100 kr)	399 800	390 490	387 500	400 500
Suisse (100 francs)	99 410	99 170	95 250	102 250
Autriche (100 sch)	48 140	48 140	46 700	49 700
Espagne (100 pes)	5 440	5 438	5 250	5 750
Portugal (100 esc)	5 430	5 436	5 250	5 650
Canada (100 \$)	6 340	5 317	5 125	5 525
Japan (100 yens)	4 829	4 831	4 680	4 900

## Marché libre de l'or

[illegible]

**Hors-cote**

[illegible]

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
**45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

hauts lieux  
musicaux  
d'europe

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 Corée du Sud : la police est dotée d'armes automatiques pour faire face aux manifestants.	7 La situation en Corse reste confuse.	11 Le rapport sur l'échec scolaire.	19 L'Europe et la révolution au Grand Palais.	24 La préparation du budget de 1990.	Abonnements ..... 2	● Réservez vos séjours à la montagne ..... SEJOUR
4 Tunisie : le mouvement islamiste participera aux élections du 2 avril.	8 La préparation des élections européennes.	12 La manifestation des policiers en civil.	— Autour d'un tombeau : semences saintes en Arabie.	— EDF va se désendetter et réduire ses tarifs.	Loto ..... 18	● Elections municipales : les résultats complets, les élections, les commentaires de la rédaction du Monde ..... ELEC
6 Les négociations sur les armes conventionnelles.	9 Le débat au sein du PCF.	— Hémiophtalmie et sida.	— Jazz : Dizzy Gillespie et Max Roach à Babilou Blues.	25 L'Europe sociale en construction.	Carnet ..... 13	● Chaque matin le magazine de la rédaction ..... JOUR
	10 Une fédération nationale d'éclaireurs va se mettre en place.	13 La nouvelle procédure de fusion nucléaire.	20 Jean Guideron à l'Espace européen.	27-29 Marchés financiers.	Météorologie ..... 16	● L'actualité 24 heures sur 24 ..... AFP
	— « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher.	23 SPORTS : entretien avec le directeur technique de Renault Sport.	— Danse : Changeling, de Charles Cré-Ange.		Mots croisés ..... 14	3615 tapes LM
					Philatélie ..... 14	
					Radio-télévision ..... 22	
					Spectacles ..... 21	

## ÉTATS-UNIS

## Washington a mis en garde compagnies et aéroports contre un possible détournement d'avion

La Maison Blanche a confirmé jeudi 23 mars l'existence d'une note de l'administration fédérale américaine de l'aviation (FAA) mettant en garde contre un possible détournement d'avion en Europe de l'Ouest. Le porte-parole de la présidence américaine, M. Martin Fitzwater, s'est refusé à donner des précisions sur son contenu, se bornant à indiquer qu'elle avait été transmise le 16 mars dernier aux compagnies et aéroports concernés.

« Les passagers des compagnies aériennes américaines peuvent être assurés que toutes les précautions raisonnables ont été prises pour garantir le plus haut niveau de sécurité », a souligné M. Fitzwater, qui s'est efforcé de dédramatiser la teneur de cette note. Il a notamment démenti qu'elle mentionne précisément la période de Pâques, comme l'affirment le quotidien britannique *Daily Express*, qui en avait révélé l'existence. Selon ce journal, le document donnait également le nom des trois Palestiniens utilisant des passeports pakistais, nord-yéménites et de l'émirat de Bahreïn.

Le porte-parole de la Maison Blanche a souligné que ce genre

d'avertissement n'était pas destiné à être rendu public, les informations de la FAA pouvant se révéler inexactes et paniquer à tort l'opinion. Sa divulgation à Londres n'est sans doute pas étrangère à la polémique qui fait actuellement rage en Grande-Bretagne, où le gouvernement est accusé de ne pas avoir pris suffisamment au sérieux les avertissements qu'il avait reçus avant l'attentat de Lockerbie, du nom du village écossais au-dessus duquel un Boeing de la Pan Am avait été détruit en plein vol, en décembre dernier, par une bombe placée à bord.

Les mesures de sécurité dans les aéroports britanniques ont été renforcées jeudi après la diffusion de la note américaine. À Heathrow et Gatwick, où plusieurs centaines de milliers de passagers sont attendus pour le long week-end de Pâques, de nombreux départs ont été retardés de trois quarts d'heure à une heure. Les passagers attendant la fouille font la queue sur des centaines de mètres. Des policiers en armes patrouillent dans les terminaux. — (AFP.)

## L'interdiction du port du voile dans les universités turques

## Ankara prie l'Iran de ne pas s'ingérer dans ses affaires intérieures

La Turquie a prié l'Iran, jeudi 23 mars, de ne pas s'ingérer dans ses affaires intérieures, après que Téhéran eut critiqué l'interdiction du port du voile dans les universités turques (le Monde du 24 mars). « Il est impossible d'accepter les efforts déployés par une puissance étrangère pour devenir partie prenante des affaires de la Turquie, qui ne concernent que le peuple et l'Etat », souligne un communiqué du ministère des affaires étrangères.

L'imam Khomeiny avait critiqué mercredi l'attitude d'Ankara concernant le port du voile, alors que, parallèlement, l'ambassadeur de Turquie à Téhéran était convoqué au ministère des affaires étrangères, qui lui faisait connaître la « préoccupation » iranienne sur cette affaire.

« Jusqu'ici, la Turquie a été suffisamment responsable pour ne pas se livrer à des commentaires ni prendre position sur le régime et les événements intérieurs iraniens », a tenu à faire savoir le ministère turc des affaires étrangères.

De son côté, le ministre iranien de l'Intérieur, M. Ali Akbar Mohtamedi, a réaffirmé jeudi que

l'auteur des *Versets sataniques*, Salman Rushdie, serait bel et bien téné. Reçu par l'imam Khomeiny, M. Mohtamedi, a assuré le « Guide de la révolution » que cette tâche serait exécutée par « les enfants de l'islam ». Le ministre de l'Intérieur a également commenté dans les mêmes termes que l'imam le prochain retour à Téhéran des ambassadeurs européens : ceux-ci, a-t-il dit, reviendront « humilisés, déshonorés et misérables ». A la suite des déclarations, mercredi, de l'imam Khomeiny (le Monde du 24 mars), le Quai d'Orsay avait simplement indiqué que « le gouvernement français n'a pas l'habitude de commenter les propos des autorités religieuses, même lorsqu'ils ont un caractère excessif ».

Lors de l'émission « Questions à domicile », jeudi soir, M. Simone Veil s'est pour sa part déclarée très choquée par la décision de la CEE d'autoriser ses pays membres à renvoyer leur ambassadeur en Iran un mois seulement après qu'ils ont été rappelés en consultation. — (AFP, Reuters.)

## M. Chirac réélu maire de Paris

Le Conseil de Paris, réuni vendredi 24 mars, a réélu sans surprise, à bulletin secret, M. Jacques Chirac maire de la capitale pour son troisième mandat consécutif, au cours d'une séance présidée par le doyen, M. Edouard Frédéric-Dupont (quatre-vingt-sept ans). Les socialistes, dont le groupe a réélu à sa présidence M. Georges Sarre, avaient décidé de ne pas présenter de candidat contre le maire sortant. Les communistes, qui n'ont plus que trois élus, voulaient, par principe, présenter l'un d'eux, M. Gilles Moreau. Les cent soixante-trois conseillers de Paris devaient ensuite procéder à l'élection des adjoints « sectoriels » qui ne peuvent dépasser le nombre de vingt-neuf.

M. Chirac avait l'intention de changer environ la moitié des titulaires de ces postes, afin de rejuvenir et de renouveler la municipalité. Toutefois, les adjoints les plus proches du maire devaient conserver leurs fonctions, comme MM. Jean Tiberi, premier adjoint, Alain Juppé, chargé des finances, Jacques Dominati, circulation, et Roger Romani, questeur.

Les groupes politiques du Conseil se sont constitués. M. Dominique Padoa, conseiller UDF-CDS, précise que son groupe compte quinze membres et qu'en font partie M. Philippe Chatri, élu du onzième arrondissement, et M. Jeanne Porcher, du vingtième. M. Magdeleine

## M. Antoine Waechter invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Antoine Waechter, leader des Verts « confédération écologiste », qui vient d'être élu conseiller municipal de Mulhouse sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », le dimanche 26 mars de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Waechter, qui fut candidat à la dernière élection présidentielle et qui conduira une liste écologiste aux élections européennes du 16 juin, répondra aux questions d'André Pécresse et d'Olivier Bessand, du Monde, et de Paul-Jacques Trauffen et de Pierre Kohler, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Le numéro du « Monde » daté 24 mars 1989 a été tiré à 547 028 exemplaires

## Remaniement à la tête du Centre français du commerce extérieur

M. Claude Dollé sera officiellement nommé dans les prochains jours président du conseil d'administration du Centre français du commerce extérieur (CFCE), en remplacement de M. Jacques Maitron. Ce dernier, ancien président d'IBM World Trade, se voit proposer la direction du Comité de l'Image France, un organe consultatif en cours de création dans le cadre du « plan export » annoncé en janvier dernier. Dans un deuxième temps, M. Dollé, ancien dirigeant du groupe Unipar-Sachler, occupera le poste de directeur général, contre essentiellement le pouvoir, où se trouve actuellement M. Claude Blot, qui pourrait quitter le CFCE.

Ces remaniements, qui s'inscrivent dans le cadre de la réforme du CFCE, appelé à jouer un rôle élargi dans la promotion des exportations, permettent de concentrer l'expertise la tête du centre, en créant de fait un poste de président-directeur général pour M. Dollé.

## Signature d'un accord de financement des sociétés mixtes franco-soviétiques

Le consortium bancaire dirigé par le Crédit lyonnais et la banque soviétique des relations économiques extérieures devaient signer, vendredi 24 mars, un accord permettant de définir un plan de financement mais aussi une méthodologie pour les sociétés mixtes créées en URSS. Cet accord constitue un premier avenant au protocole d'intention signé le 25 novembre 1988 lors de la visite à Moscou de M. François Mitterrand et ouvrant une enveloppe de crédits à l'URSS dont le montant n'avait pas été précisé mais qui, pour le consortium bancaire, pourrait aller jusqu'à 12 milliards de francs.

Tirant les leçons de la volonté soviétique de promouvoir des sociétés mixtes pour bénéficier de l'expertise en gestion et de la technologie occidentale, mais aussi des réticences des entreprises françaises à s'engager sur cette voie encore

ambiguë, les signataires de l'accord ont soigneusement abordé deux volets complémentaires mais indissociables : la méthodologie et le financement.

Sur le premier point, un véritable « vademecum » a été établi, le premier du genre, pour codifier les modalités d'évaluation de la rentabilité d'une société mixte. Sur le deuxième point, un cadre de financement a été élaboré, couvrant les crédits garantis par le gouvernement français, le refinancement des comptes et surtout les dépenses locales et les apports en devises. Deux autres avenants sont en cours de négociation dont chacun espère qu'ils pourront aboutir avant ou lors de la visite en France de M. Mikhaïl Gorbatchev en juillet prochain.

F. Cr.

## La grève des personnels hospitaliers a été peu suivie

La grève et les manifestations des personnels hospitaliers organisées les 23 mars par plusieurs coordinations et les syndicats CGT, CFE-CGC et le SNCH (Syndicat national des cadres hospitaliers) ont eu un succès extrêmement limité.

Selon le ministère de la santé, la grève des infirmières, surveillantes, kinésithérapeutes, ergothérapeutes, sages-femmes, personnels auxiliaires et psychologues n'a été suivie qu'à 6 % à Paris et à 5 % en Province. En fait, on a noté une très grande disparité entre les établissements allant d'une absence de grévistes dans des villes comme Nancy ou Nîmes, à 48 % du personnel soignant en grève à Marseille (12 % des non-soignants). Même phénomène pour les manifestations, il y avait à peine 1 500 personnes, jeudi devant le ministère de la santé, 150 à Lorient mais à Marseille 150 infirmières ont bloqué la circulation pendant près de deux heures.

Dans la soirée de jeudi 23 mars le bureau de la coordination s'est réuni pour faire un bilan et étudier l'opportunité d'autres actions avant les Etats généraux des infirmières prévus à la mi-avril. D'un côté, le bureau reconnaît que si un certain nombre d'infirmières ne sont plus mobilisées pour participer à un mouvement comme celui de l'automne dernier, l'insatisfaction continue néanmoins de régner dans les hôpitaux notamment à propos des conditions de travail.

Vendredi, les chefs de clinique et les maîtres de conférence, prenaient le relais du mouvement contestataire de quatre jours de grève prévus pour réclamer « une amélioration des débrouillements de carrière, de rémunérations, de la couverture sociale ».

● Condamnation du médecin de la prison de Colmar. — Pour non-assistance à personne en danger, le tribunal correctionnel de Colmar (Haut-Rhin) a condamné, jeudi 23 mars, à treize mois de prison avec sursis le docteur Sylvain Barnhard, médecin de la maison d'arrêt de la ville. Le 17 juillet 1987, M. Barnhard avait été appelé à donner des soins à un jeune détenu toxicomane qui se plaignait de « douleurs à la poitrine » et auquel le médecin avait prescrit un traitement pour des lombalgies. « Je n'avais en effet rien entendu d'alarme à l'examen au stéthoscope », avait déclaré le médecin à l'audience. Le détenu malade devait décider quelques heures après cette consultation. L'autopsie révèle qu'il avait succombé à une « bronchopneumonie bilobaire massive ».

## EN BREF

● HONGRIE : M. Groez à Moscou. — Le numéro un hongrois, M. Karoly Groez, est arrivé, jeudi 23 mars, à Moscou pour une « visite de travail » de vingt-quatre heures, au cours de laquelle il doit notamment s'entretenir avec le secrétaire général du Pcus, M. Mikhaïl Gorbatchev. — (AFP.)

● TCHÉCOSLOVAQUIE : reprise des contacts avec le Vatican. — Les négociations du gouvernement tchécoslovaque et du Saint-Siège sur la nomination d'évêques à la tête des dix diocèses vus sous le prisme du 10 avril à Prague, a annoncé l'agence CTK. — (Reuters, AP.)

● Le conteneur au Indonésie reste introuvable. — Le poisson autoproduit (PAP) immergé le 23 mars au large des îles Anglo-Normandes dans la fosse des Casquets, à partir du chasseur de mines *Orion* de la Marine nationale, n'a cessé qu'un bloc de béton là où le sonar avait repéré ce qui pouvait être le conteneur chargé de Indonésie, perdu dans la nuit du 15 au 16 mars, après le naufrage du cargo panaméen *Peritika*. Les recherches vont donc continuer, malgré le gros temps qui sévit dans la Manche. Pour sa part, la Royal Navy a envoyé un sous-marin miniature programmable pour examiner l'épave du cargo, dont le chargement contient d'autres produits chimiques toxiques.

Ph. B.

**ODOUL**  
Garde-meubles  
42 08 10 30  
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

## La revalorisation de la fonction enseignante

## Le SNES maintient la pression

DUJON  
de notre envoyé spécial

Signera, signera pas... les propositions Jospin sur les salaires des enseignants ? La direction du SNES est bien décidée à faire durer le suspense au maximum, c'est-à-dire au-delà des deux tables rondes du 28 et du 30 mars, consacrées, la première à la revalorisation, la seconde à la loi d'orientation.

En clôture, vendredi 24 mars au matin, le congrès de son organisation, M. Monique Vuillat s'est employée à tempérer l'appréhension positive qu'elle avait portée, lundi, sur les nouvelles propositions de M. Jospin, se faisant

ainsi l'écho du malaise qui s'est emparé des cinq cents délégués (le Monde des 21 et 22 mars).

## « Un chantage permanent »

Elle a dénoncé le « chantage permanent » pratiqué par le ministère pour obtenir la signature d'un relevé de conclusions officiel par le SNES. Selon le syndicat, le cabinet de M. Jospin accorderait quelques concessions complémentaires (paiement des jours de grève, mise en place d'un groupe de travail sur les maîtres auxiliaires, accélération de la revalorisation pour les conseillers d'orientation et d'éducation) en échange du précieux paraphe.

Le SNES craint aussi qu'une signature accordée sur la question des salaires ne soit interprétée, à son corps défendant, comme un chèque en blanc pour le projet de loi d'orientation que M. Jospin doit présenter jeudi matin et que le syndicat critique vivement.

## SUPER-PROMOTION

LE COSTUME PURE LAINE 895 F  
LE BLAZER PURE LAINE 595 F

ET LE PRÊT-A-PORTER MASCULIN DES GRANDS COUTURIERS A DES

PRIX E-TON-NANTS !

RAYONS : GRANDS ET FORTS  
OUVERT DE 12 H A 19 H 30

**STEPHANE MEN'S**  
DISCOUNT DE LUXE

5, r. WASHINGTON - GEORGES-V  
130, bd St-GERMAIN - ODEON

**LA DANSE EN REVOLUTION AU GRAND PALAIS DES CHAMPS-ÉLYSÉES DU 2 MAI AU 29 JUILLET 1989**

**BELART BALLET LAUSANNE DU 2 MAI AU 17 JUIN**

**BALLET DE L'OPERA DE PARIS DU 21 JUIN AU 14 JUILLET**

**ECOLE DE DANSE DE L'OPERA DE PARIS ET ECOLE VAGANOVA DE LENINGRAD DU 4 AU 7 JUILLET**

**BALLET ANTONIO CADES 11-12-13-15 JUILLET**

**AMERICAN DANCE THEATER ALVIN AILEY DU 17 AU 22 JUILLET**

**BALLET MOISEV DU 24 AU 29 JUILLET**

SPECTACLES ALAP / SPECTACLES LUMIERES / SPES / INDI DE CHATEAUVAULON / SOCIÉTÉ PRODUCTIONS DE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

**RTL**

LES 4, 5, 6, 8 MAI  
EN CREATION MONDIALE "1789... ET NOUS"  
**PRIX EXCEPTIONNELS**  
POUR LES 1000 PREMIERS LECTEURS DU MONDE  
**RÉSERVATION : 48.78.75.00**

سكوا من الأصل